



TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2018

PERSPECTIVES 2019-2020

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités Nationales

M. Roger OWONO MBA

Ministre délégué

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT ép. NGUEMA

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF), a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour missions :

- ✓ d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale ;
- ✓ de déterminer la stratégie économique de l'Etat ;
- ✓ de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale ;
- ✓ d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGEPF est organisée en six (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions

- ✓ étudier les principales grandeurs monétaires et financières
- ✓ analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur
- ✓ participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité Monétaire et des Commissions de Contrôle des Banques.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- ✓ étudier les grands secteurs de l'économie nationale,
- ✓ suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises du secteur parapublic.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- ✓ étudier les principales grandeurs économiques ;
- ✓ étudier les outils de la puissance publique ;
- ✓ analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economiques (DSPE)

Missions :

- ✓ assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières ;
- ✓ analyser la conjoncture internationale ;
- ✓ préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politique économique.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- ✓ concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- ✓ participer à l'élaboration de la législation fiscale;
- ✓ mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction du Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- ✓ gérer le budget, le matériel et les fournitures
- ✓ gérer le personnel.

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	11
PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	15
I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2018.....	15
I.1.1 L'activité.....	15
I.1.2 L'inflation.....	17
I.1.3.L'emploi.....	18
I.1.4 Le commerce extérieur.....	18
I.1.5 Les finances publiques.....	19
I.1.6 Les taux d'intérêt.....	20
.I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....	20
I.2.1 Le pétrole.....	20
I.2.2 Le sucre.....	21
I.2.3 Le cacao.....	22
II.2.4.Le café.....	22
I.2.5 L'huile de palme.....	23
I.2.6 Le caoutchouc naturel.....	23
I.2.7 Le minerai de manganèse.....	24
I.2.8 Le minerai de fer.....	24
I.2.9 L'or.....	25
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE	27
II.1. EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2018	27
II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	28
II.2.1 Le pétrole.....	28
II.2.2.le gaz naturel commercialisé.....	29
II.2.3 Le manganèse.....	30
II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	31
II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE	32
II.4.1 L'agriculture.....	32
II.4.2 L'élevage.....	35
II.5 LES INDUSTRIES.....	35
II.5.1. Les Agro-industries.....	35
II.5.2 Les Industries du Bois.....	39
PERFORMANCES DE LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE DE NKOK	43
Les créations d'entreprises.....	44
Les performances industrielles.....	46
Les performances commerciales.....	47
Evolution des efforts d'investissement.....	47
L'emploi.....	48

II.5.3 Le raffinage.....	49
II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité.....	50
II.5.5 Les Autres Industries de Transformation.....	52
II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS.....	55
II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT.....	56
II.7.1 Le transport ferroviaire.....	56
III.7.2 le transport aérien.....	57
II.7.3Le transport maritime et fluvial.....	58
II.7.4 Le transport terrestre.....	61
II.7.5 Les auxiliaires de transport.....	61
II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS.....	62
II.9 LE COMMERCE.....	63
II.9.1 Le commerce général structuré.....	64
II.9.2 Le commerce des véhicules.....	64
II.9.3 Le commerce des produits pétroliers.....	65
II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques.....	66
II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques.....	66
II.10 LES AUTRES SERVICES.....	67
II.10.1 Les services rendus aux particuliers.....	67
II.10.2 Les services immobiliers.....	68
II.10.3 Les services rendus aux entreprises.....	68
II.10.4 Les services de mécanique générale.....	68
II.10.5 Les services parapétroliers.....	69
II.11 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME.....	69
II.11.1 L'hôtellerie.....	70
II.11.2 La restauration.....	71
II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIERES.....	71
II.12.1 Les banques commerciales et de développement.....	72
II.12.2 Les Etablissements de MicroFinance (EMF).....	74
II.12.3 Les compagnies d'assurance.....	77
II.12.4 Les Etablissements Financiers.....	82
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES.....	85
LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES.....	85
III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT.....	87
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité.....	87
III.1.2 Le PIB par la demande.....	90
III.2 LE BUDGET DE L'ETAT.....	92
III.2.1 L'équilibre budgétaire.....	92
III.2.1.1 Les ressources.....	92
III.2.1.2 Les emplois.....	93
III.2.2 L'exécution du budget.....	94
III.2.2.1 Les recettes budgétaires.....	95

III.2.2.1.1	<i>Les recettes pétrolières</i>	95
III.2.2.1.2	<i>Les recettes hors pétrole</i>	96
III.2.2.2	<i>Les dépenses publiques</i>	97
III.2.2.2.1	<i>Les dépenses de fonctionnement</i>	97
III.2.2.2.2	<i>Les dépenses d'investissement</i>	98
III.2.2.2.3	<i>Les autres dépenses</i>	98
III.2.2.2.4	<i>Les intérêts de la dette</i>	98
III.3.	LA DETTE PUBLIQUE	100
III.3.1	Le règlement de la dette	100
III.3.2	L'encours de la dette	101
III.4	LA MONNAIE ET LE CREDIT	102
III.4.1	Les ressources du système monétaire	103
III.4.1.1	La masse monétaire (M2)	103
III.4.1.2	<i>La quasi-monnaie</i>	103
III.4.1.3	<i>Les ressources extra-monétaires</i>	103
III.4.2	Les contreparties des ressources du système monétaire	103
III.4.2.1	<i>Les avoirs extérieurs nets</i>	103
III.4.2.2	<i>Le crédit intérieur</i>	104
III.4.2.3	<i>Le financement de l'économie</i>	104
III.4.3	La politique monétaire	105
III.5	LA BALANCE DES PAIEMENTS	106
III. 5. 1	La balance des transactions courantes	106
III.5.1.1	<i>La balance commerciale</i>	106
III.5.1.2	<i>La balance des services</i>	107
III.5.1.3	<i>La balance des revenus</i>	107
III. 5. 2	La balance des capitaux	107
III.5.2.1	<i>Les investissements étrangers</i>	107
III.5.2.2	<i>Les investissements en portefeuille</i>	108
III.5.2.3	<i>Les autres investissements</i>	108
III.5.3	La balance globale	109
III.6	L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	109
III.6.1	L'emploi	109
III.6.1.3	Le marché de l'emploi	112
III.6.2	Les salaires	112
III.6.2.1	<i>La masse salariale du secteur public</i>	113
III.6.2.1.1	<i>La solde permanente par département</i>	113
III.6.2.1.2	<i>La Main d'Œuvre Non Permanente</i>	113
III.6.2.1.3	<i>La masse salariale des collectivités locales</i>	114
III.6.2.2	<i>La masse salariale des sociétés</i>	114
III.6.3	Les prix	114
QUATRIEME PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN		
2018		118
IV.1	La politique budgétaire	118
IV.1.1	<i>Recettes</i>	118
IV.1.2	<i>Dépenses</i>	120

IV.1.3 Les nouvelles sources de financement	120
IV.2 Les politiques sectorielles	121
IV.3 La politique sociale	125
IV.4. Secteur privé	126
CINQUIEME PARTIE : LES PERSPECTIVES 2019-2020	128
V.1. La conjoncture dans les principaux pays avancés en 2019 et 2020.....	128
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	129
V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC	130
V.1.3 L'évolution des produits de base.....	130
V.2 LE CONTEXTE NATIONAL.....	132
V.2.1 L'activité sectorielle	132
V.2.1.1 Le pétrole	132
V.2.1.2 Les mines	133
V.2.1.3 La filière bois	133
V.2.1.4 L'agriculture	133
V.2.1.5 Les Agro-industries	133
V.2.1.6 Les autres industries	134
V.2.1.7 Le raffinage	134
V.2.1.8 L'énergie	134
V.2.1.9 Les BTP	134
V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport	134
V.2.1.11 Le commerce	134
V.2.1.12 L'hôtellerie	135
V.2.2 La Micro finance	135
V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2019 et 2020.....	136
V.2.3.1 Les principales hypothèses	136
V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2019	137
V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2019 et 2020	137
V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2019 et 2020	138
V.2.3.3 Les prévisions du budget	140
V.2.3.3.1 Les recettes	140
V.2.3.3.2 Les dépenses publiques	140
V.2.3.3.3 La dette publique	141
V.2.3.4. La balance des paiements prévisionnelle.....	142
V.2.3.4.1 La balance des transactions courantes	142
V.2.3.4.2. La balance commerciale	142
V.2.3.5 L'emploi et les salaires	142
V.2.3.5.1 L'emploi	142
V.2.3.5.2 Les salaires	143
V.2.3.6. Les prix	143
V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU	
GOVERNEMENT EN 2019-2020	144
V.3.1 Les politiques sectorielles.....	144
V.3.1.1 Les infrastructures	144
V.3.1.2 Le secteur productif	144
V.3.1.2 Le secteur social.....	145

V.3.2.La politique budgétaire	147
CONCLUSION	149
Les ANNEXES	151

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 49^{ième} Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en mai 2019, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.

RESUME EXECUTIF

L'activité économique mondiale a poursuivi sa progression en 2018. Son évolution a toutefois été contrainte par le ralentissement de la croissance observé au sein des principaux pays émergents et en développement et des pays industrialisés. Cette évolution intervient dans un contexte de tassement du volume des échanges internationaux, en liaison avec la montée des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, les incertitudes liées au Brexit, le resserrement des conditions de financement, etc. La tendance baissière de la croissance mondiale a néanmoins été atténuée par les performances enregistrées aux Etats-Unis, au sein des pays de la Communauté des Etats Indépendants et dans les pays émergents d'Asie.

Evoluant à un rythme plus soutenu que celui de la production, le commerce mondial est demeuré robuste malgré une décélération à 3,7%, plombé par les incertitudes économiques qui ont prévalu tout au long de l'année. En corrélation avec le ralentissement de la demande finale, l'inflation enregistrée par les pays avancés est restée en deçà des objectifs définis par les banques centrales, tandis que le relèvement des prix des produits de base alimentaires a entraîné une forte inflation dans les pays émergents et en développement (+5,9%). En Afrique subsaharienne, l'inflation au sein des pays de la CEMAC est restée contenue dans les limites de la norme communautaire.

En matière de finances publiques, la dégradation des soldes budgétaires s'est globalement poursuivie en raison du ralentissement de la croissance et de l'accroissement de certaines catégories de dépenses, notamment aux Etats-Unis. Toutefois, des améliorations des déficits publics ont été relevées en France et en Allemagne.

Dans ce contexte, la croissance de la production mondiale a ralenti à 3,6% contre 3,8% en 2017.

De façon désagrégée, l'activité des pays avancés, quoique bien orientée, a été pénalisée par la baisse de la demande domestique combinée à l'insuffisance des capacités de production. Ainsi cet ensemble économique a enregistré une croissance de 2,2% contre 2,4% l'année précédente.

Dans le même temps, l'activité des pays émergents et en développement a marqué le pas (+4,5% contre +4,8% en 2017), influencée par le ralentissement de l'économie chinoise, la hausse de taux d'intérêt américains, l'appréciation du dollar et la volatilité des cours du pétrole.

En Afrique subsaharienne, la bonne tenue des cours des produits de base, pour les pays producteurs, et le maintien des réformes structurelles, entre autres, ont dopé la croissance qui s'est établie à 3,1% en 2018 contre 2,9% un an auparavant.

L'expansion économique de la CEMAC s'est située à 1,6% en 2018 contre 0,6% en 2017, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée à un maintien du

rythme des activités dans le secteur non pétrolier. L'inflation au sein des pays de la sous-région est restée contenue dans les limites de la norme communautaire.

Evoluant dans cet environnement, l'activité économique nationale a progressé de 0,8% en 2018 contre 0,5% en 2017. En effet, la situation macroéconomique s'est améliorée, dans un contexte international caractérisé par la hausse des prix de matières premières. Sur le plan domestique, cette amélioration a été favorisée par les effets positifs des politiques économiques mises en œuvre dans le cadre du Plan de Relance Economique. D'autre part, la bonne tenue des secteurs industries, agriculture, mines et bois y a contribué, en dépit des contreperformances du secteur pétrolier.

De même, la reprise économique, s'est accompagnée d'une amélioration des échanges commerciaux et d'une optimisation des recouvrements des recettes budgétaires. En revanche, l'évolution des prix des denrées alimentaires de consommation courante, des transports et communications, ainsi que de l'eau et de l'électricité a occasionné une inflation de 4,8%.

Au niveau sectoriel, à l'exception du secteur primaire, les secteurs secondaire et tertiaire ont contribué positivement à la croissance. En effet, ces secteurs ont enregistré des taux de progression respectifs de 3,1% et de 2,5% en 2018 par rapport à 2017. Le secteur primaire a connu un repli de 0,6% en 2018.

Le repli des activités du secteur primaire provient essentiellement des contreperformances de la branche pétrole, malgré la hausse de l'activité dans les autres branches, notamment l'agriculture, les mines et l'exploitation forestière.

La reprise de l'activité dans le secteur secondaire (+3,1% en 2018 contre -8,2% en 2017) s'explique par la progression de l'ensemble des branches du secteur, à l'exception des branches raffinage et BTP.

La hausse de 2,5% des activités du secteur tertiaire est consécutive à l'amélioration des activités des autres services et à la bonne tenue des branches transport et services bancaires, en liaison avec la hausse des dépôts de la clientèle

Du point de vue de la demande, la croissance provient essentiellement de la demande extérieure nette (+1,0%), dans un contexte de baisse de la demande intérieure (-1,4%).

L'accroissement de la demande extérieure nette s'explique par la bonne tenue des exportations (+3,6%), notamment les exportations de produits de rente (+42,9%) et le repli de 2% du volume des importations, exacerbé par une baisse de 12,4% des importations de biens d'équipement. Cependant, la hausse des exportations a été atténuée par le recul des exportations de pétrole (-7,7%), en lien avec le retrait de la production pétrolière.

Quant à la demande intérieure, la baisse observée est liée au repli de la consommation totale (-5,7%), en dépit de la hausse de l'investissement total (+7,8%).

Par ailleurs, la situation des finances publiques s'est améliorée pour la deuxième année consécutive. En effet, l'exécution du budget s'est soldée en 2018 par un accroissement de l'excédent primaire et une poursuite de l'atténuation des déficits base engagement et base caisse. Ces progrès n'écartent toutefois pas les risques de vulnérabilité que font peser sur l'économie, les fluctuations des cours des matières premières. La mise en œuvre des politiques publiques visant à accroître la résilience s'est tout de même poursuivie.

Concernant le compte extérieur, après le déficit de 161,3 milliards de FCFA enregistré en 2017, les paiements du Gabon se sont soldés par un excédent de 191,4 milliards de FCFA en 2018, suite à la baisse du déficit courant, malgré la diminution de l'excédent du compte des capitaux.

En matière des prix, le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Libreville, Owendo et Akanda a progressé de 4,8% en moyenne et de 6,3% en glissement (déc.18 par rapport à déc.17). Cette évolution confirme la persistance des tensions inflationnistes dans l'économie observées depuis le premier trimestre 2018.

En phase avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, la situation monétaire large s'est caractérisée par une hausse de la masse monétaire, un raffermissement du crédit intérieur, une appréciation des avoirs extérieurs nets, une détérioration de la Position Nette du Gouvernement et un infléchissement de la politique monétaire.

PREMIERE PARTIE

**L'ENVIRONNEMENT
INTERNATIONAL**

PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2018

L'économie mondiale a continué son expansion en 2018, portée par la bonne tenue de la croissance américaine et par la vigueur de l'activité en Inde, en dépit d'une baisse de régime de la croissance chinoise et d'un ralentissement des pays de la zone Euro.

Cependant, le ralentissement de l'expansion du commerce mondial des biens et services dans un contexte de guerre commerciale internationale, le resserrement des conditions financières et l'augmentation des risques souverains ont pesé sur la demande au niveau mondial. En outre, les difficultés industrielles dans plusieurs pays avancés, l'incertitude du Brexit et la volatilité des cours du pétrole ont contribué à une évolution moins rapide de l'économie mondiale.

Dans ce contexte, la croissance économique mondiale a atteint 3,6% en 2018, en léger recul par rapport à 2017 (3,8%).

I.1.1 L'activité

Au sein des pays avancés, les résultats économiques montrent une activité certes robuste mais inférieure aux prévisions et caractérisée par une demande interne en baisse, dans certains pays, et des capacités de production insuffisantes, dans d'autres. Ainsi, la croissance a été plus rapide aux Etats-Unis, tandis que l'activité a poursuivi son redressement dans la zone euro. En somme, l'ensemble du bloc économique a enregistré une expansion de 2,2% contre 2,4% l'année précédente.

En dépit d'un contexte de guerre commerciale avec la Chine, l'économie américaine a été marquée par une baisse massive d'impôts et des différentes régulations opérées. Par ailleurs, les dépenses de consommation ont progressé de 3,8% et représentent plus des deux tiers du PIB. La croissance a pu également profiter d'un ajustement modéré des finances publiques et d'un soutien de la politique monétaire. Dans ce contexte, le PIB a été de 2,9% contre 2,2% un an plus tôt.

L'économie japonaise a décéléré à 0,8% en 2018 contre 1,9% en 2017. Cette modeste performance découle d'un ralentissement des exportations dans un contexte international défavorable et ce, malgré les augmentations de la consommation des ménages et des investissements des entreprises.

Dans la zone euro, l'activité a connu un tassement, en lien avec les incertitudes alimentées par les menaces protectionnistes américaines et l'épineux problème du Brexit qui ont entamé la confiance des investisseurs. En effet, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est établie à 1,9% en 2018, loin derrière les 2,4% atteints en 2017.

En Allemagne, la croissance a reflué à 1,4%, sur l'ensemble de l'année, contre 2,2% en 2017. Ce repli de la première économie de la zone est imputable à un frein des ventes de véhicules occasionnés

par le renforcement des normes antipollution et à une importante sécheresse des cours d'eaux qui a impacté le transport des marchandises.

En France, l'activité économique a également ralenti à 1,7% contre 2,3%, suite au regain d'inflation lié à la hausse du prix du baril de pétrole qui a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages. Les dépenses de consommation des ménages ont ainsi ralenti (0,0% après +0,4 %), de même que la formation brute de capital fixe (+0,2 % après +1,0 %).

Plombée par un tassement de la consommation domestique, un recul des exportations et des investissements, l'économie italienne est entrée en récession technique en fin 2018, après deux trimestres consécutifs de baisse de sa production nationale. En moyenne annuelle, son PIB a crû de 0,9% contre 1,7% en 2017.

Le PIB espagnol, certes robuste, a enregistré sa plus faible évolution depuis cinq (5) ans. En effet, à l'instar des autres économies de la zone, la croissance a ralenti pour se situer à 2,6% en 2018 contre 3,0% en 2017, en lien avec une baisse de la consommation interne.

Hors Zone, l'incertitude d'un accord de sortie avec l'Union Européenne a pénalisé l'investissement des entreprises britanniques. De même, la hausse des taux directeurs a entraîné un renchérissement du coût du crédit. La dette publique est demeurée par ailleurs élevée pour représenter 86% du PIB. En conséquence, l'économie de la Grande-Bretagne a progressé de 1,4% contre 1,8% en 2017.

L'activité économique des pays émergents et en développement a décéléré en 2018, en liaison avec un ralentissement de l'économie chinoise, des conditions extérieures difficiles se traduisant notamment par un contexte de tensions commerciales, de hausse de taux d'intérêt américains, d'appréciation du dollar et de volatilité des cours du pétrole. L'évolution de la production de l'ensemble de ces pays est de 4,5% contre 4,8% en 2017.

En 2018, la Communauté des Etats Indépendants a bénéficié de l'accroissement des cours de l'or noir sur les marchés internationaux. Ainsi, l'activité économique a généré une croissance de 2,7% contre 2,2% un an plus tôt. Dans ce bloc économique, l'économie russe s'est consolidée en 2018 avec un taux de croissance en hausse de 2,3% contre 1,6% en 2017. Cette évolution confirme la fin de la récession économique en Russie. L'amélioration des cours du pétrole a été un facteur déterminant à cette reprise et a permis une augmentation de la demande interne.

Les pays émergents et en développement d'Asie ont maintenu le cap de la croissance et du développement (+6,4% contre 6,6% en 2017), en dépit de la contraction de l'économie chinoise, première puissance économique régionale. En effet, l'économie chinoise s'est repliée, du fait d'une faiblesse de la demande intérieure et des effets négatifs de la guerre commerciale avec les Etats-Unis. La croissance annuelle de la Chine a reculé pour se situer à 6,6% contre 6,8% un an plus tôt. Par ailleurs, le PIB de l'Inde a évolué à 6,8% contre 7,2% sur la même période.

En Amérique latine, le secteur extérieur a influé sur l'expansion. En effet, les exportations ont été inférieures aux prévisions et les termes de l'échange se sont détériorés dans certains pays. Le PIB de la zone s'est rétracté à 1,0% contre 1,2% précédemment. Ainsi, le Brésil et le Mexique ont enregistré des taux de croissance respectifs de 1,1% et 2,0%.

Dans la région du Moyen-Orient, les difficultés nées de la diminution des recettes pétrolières depuis 2015 et la persistance de tensions géopolitiques ont une fois de plus impacté la croissance. En 2018, le PIB s'est estimé à 1,6% en 2018, en net recul comparativement à l'année précédente (+2,1%).

L'activité économique de l'Afrique Subsaharienne s'est consolidée à 3,1% sur l'ensemble de l'année 2018 contre 2,9% un an auparavant. La hausse des prix des matières premières, des conditions financières favorables et un ralentissement de l'inflation sont les facteurs explicatifs de cette embellie. Le Nigéria et l'Afrique du sud, ont enregistré respectivement 1,9% et 0,8% de croissance en 2018.

La croissance économique de la CEMAC s'est située à 1,6% en 2018 contre 0,6% en 2017, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée à un maintien du rythme des activités dans le secteur non pétrolier. En conséquence, la croissance du secteur pétrolier a retrouvé des valeurs positives pour s'établir à 1,6% en 2018 contre -3,7% en 2017, tandis que celle du secteur non pétrolier est ressortie à 1,6% contre 1,3% en 2017.

Par pays l'expansion se présente ainsi : Cameroun (4,1%), République Centrafricaine (3,9%), Congo (1,4%), Gabon (0,8%), Guinée Equatoriale (-4,0%) et Tchad (1,5%).

I.1.2 L'inflation

L'inflation est restée inférieure aux objectifs fixés par les banques centrales dans les pays avancés en raison du sous-emploi persistant des capacités de production. L'indice de prix moyen à la consommation pour l'ensemble de ces pays s'est établi à 1,6% en 2018. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a évolué de 5,9% en 2018 contre +5,7% en 2017, en lien avec le relèvement des prix des produits de base alimentaires.

Au Japon, les catastrophes naturelles de l'été ont eu un impact négatif sur l'économie japonaise. En effet, sur l'ensemble de l'année, les prix au détail, hors ceux des denrées périssables, ont augmenté de 0,9% contre 0,5% un an plus tôt.

Dans la zone euro, l'inflation a évolué moins rapidement que les prévisions de la BCE (2%). En effet, sur l'année 2018, l'indice harmonisé des prix a été de 1,6% contre 1,1% en 2017. En France, l'inflation a progressé de 1,8% contre 1,0% en 2017, suite à la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. En effet, ces derniers ont augmenté respectivement de 9,7% et de 1,9% sur la période.

En Russie, l'inflation a continué de s'accélérer, en liaison avec les prix des produits alimentaires (+1,3%) et énergétiques (+9,2%). Ainsi, l'inflation s'est hissée à 4,2% en 2018.

En Chine, en raison également d'une hausse simultanée des prix des produits alimentaires et non alimentaires, l'indice des prix à la consommation s'est situé à 2,1% contre 1,6% l'année précédente.

A l'instar des autres blocs économiques, l'indice harmonisé des prix dans la zone CEMAC a augmenté de 2,2% contre 0,9% en 2017. Cette inflation se traduit par pays, comme suit : Cameroun

(1,1%), République Centrafricaine (0,9%), Congo (1,1%), Gabon (4,8%), Guinée-Equatoriale (1,3%) et Tchad (4,1%).

I.1.3.L'emploi

En 2018, le ralentissement de l'activité économique mondiale a contribué à maintenir le nombre de demandeurs d'emploi à des niveaux assez élevés dans de nombreux pays, même s'il est noté quelque amélioration. Dans ce contexte, la problématique du chômage des jeunes est demeurée d'actualité.

En effet, aux Etats-Unis, les efforts budgétaires entrepris pour redynamiser l'activité économique ont impacté positivement le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage, en léger recul; s'est établi à 3,9% en 2018 contre 4,1% en 2017.

Au Japon, en dépit d'une décélération de la production industrielle, la bonne tenue du marché de l'emploi, observée en 2017, s'est confirmée en 2018. En effet, le taux de chômage a continué de s'améliorer pour se situer à 2,4% contre 2,7%.

Dans la zone euro, bien qu'en retrait, le taux de chômage est demeuré à un niveau relativement élevé (7,9% en 2018 contre 8,6% l'année précédente). L'atonie de l'économie, liée aux incertitudes du Brexit, aux répercussions de la guerre commerciale et à la frilosité des investisseurs, n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois et donc de faire reculer significativement le chômage, en l'occurrence celui des jeunes qui est resté à un niveau élevé.

Le taux de chômage en France a diminué de 0,3 point, à 8,8% de la population active, soit son niveau le plus bas depuis début 2009. Malgré ce léger recul, le taux des sans-emplois reste élevé en raison d'un seuil important du chômage structurel. En Allemagne, sur l'ensemble de l'année écoulée, le taux de chômage a diminué de 0,5% par rapport à 2017, passant à 3,1% et ce, nonobstant l'atonie de la première économie de la zone euro.

Les taux les plus élevés ont été enregistrés en Espagne et en Grèce, soit respectivement 13,6% et 18,6%. Au Royaume-Uni, le taux de chômage s'est situé à 5,5% de la population active.

I.1.4 Le commerce extérieur

Le commerce mondial des marchandises a reflué à 3,8% en 2018 contre 4,9% en 2017. Cette évolution s'est opérée dans un contexte de ralentissement des économies avancées, émergentes et en voie de développement, sur fond de guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, l'augmentation des taxes douanières supplémentaires avec ses principaux partenaires et la vigueur du dollar ont plombé, une fois de plus, les exportations américaines, entraînant ainsi, un alourdissement du déficit commercial. Ainsi, ce dernier s'est établi à 621 milliards de dollars (+12,5%) contre 566 milliards de dollars en 2017.

Affecté par la hausse en valeur des importations de pétrole et un moindre dynamisme des exportations, sur fond de tensions sino-américaines, le solde des échanges de marchandises, au

Japon, s'est établi à -1203,3 milliards de yens (-9,2 milliards d'euros) contre un excédent de 2907 milliards en 2017.

La balance commerciale allemande a enregistré un excédent de 227,9 milliards d'euros en 2018, en dessous des 247,9 milliards réalisé un an plus tôt. La première économie de la zone a exporté pour 1 317,9 milliards d'euros de marchandises et importé pour 1 090,0 milliards d'euros de marchandises.

A contrario, le déficit de la balance commerciale française s'est de nouveau dégradé, en lien essentiellement avec la facture pétrolière qui a augmenté de 17%, en raison de la nette remontée du prix du pétrole et de l'augmentation des quantités importées. En conséquence, ce déficit a atteint 59,9 milliards d'euros en 2018.

Pour la deuxième année consécutive, l'excédent commercial de la Chine s'est amoindri en 2018 tout en s'accroissant vis-à-vis des États-Unis, dans un contexte de désaccords sur la question du déséquilibre des échanges. En effet, bénéficiant de la dépréciation du yuan, la Chine a vu le volume de ses échanges globalement progresser et devrait conserver sa position de première puissance marchande. Mais son excédent commercial a baissé de 16,2% à 351,8 milliards de dollars contre un repli de 17% à 422 milliards de dollars en 2017.

I.1.5 Les finances publiques

En 2018, la dégradation des finances publiques s'est poursuivie dans de nombreux pays industrialisés, au regard du ralentissement de l'expansion mondiale.

Aux États-Unis, le déficit budgétaire a atteint son plus haut niveau depuis douze (12) ans, en raison d'un accroissement des dépenses militaires et de sécurité nationale, combiné à une dégradation des recettes fiscales. Le déficit a augmenté de 17% pour l'exercice 2018, représentant 3,9% du produit intérieur brut (PIB), soit 779 milliards de dollars contre 666 milliards en 2017 (3,5% du PIB).

En 2018, le déficit public de la France s'est inscrit, pour la deuxième année consécutive, sous la barre des 3% du PIB édictée par la norme européenne. En effet, le déficit public a représenté 2,5% du PIB contre 2,8% en 2017. Les premiers résultats des comptes nationaux des administrations publiques pour 2018 font état d'une hausse de 59,6 milliards d'euros de la dette publique de la France comparativement à celle de 2017 (+70,2 milliards), à 2 315,3 milliards d'euros, soit 98,4% du PIB.

L'Allemagne a dégagé un excédent budgétaire de 59,2 milliards d'euros, soit 1,7% de son PIB. Sa dette publique a diminué, sur la même période, de 52 milliards d'euros à 2,06 milliards d'euros et le ratio de la dette publique de 64,5% à 60,9%.

I.1.6 Les taux d'intérêt

En 2018, en rapport avec la fragilité de certains pays, la gestion des taux d'intérêt par les banques centrales a visé à soutenir la relance économique à travers la consommation et l'investissement, tout en optant pour des politiques monétaires divergentes selon les zones économiques.

C'est dans ce contexte que la Réserve Fédérale Américaine (FED) a rehaussé son principal taux directeur à plus de trois reprises au cours de l'année. A fin décembre, il a oscillé entre 2,25% et 2,50%.

A l'inverse, la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est montrée prudente face à une croissance qui n'a cessé de ralentir en zone euro et à une inflation atone, en optant pour un soutien à l'économie européenne et un statu quo en matière de taux d'intérêts. Le principal taux de refinancement a été maintenu à zéro tandis que les banques ont continué à bénéficier auprès de la BCE d'un intérêt négatif de 0,40% pour les liquidités dont elles n'ont pas l'utilité immédiate. Au Japon, le taux directeur de la banque centrale est resté inchangé, (proche de 0).

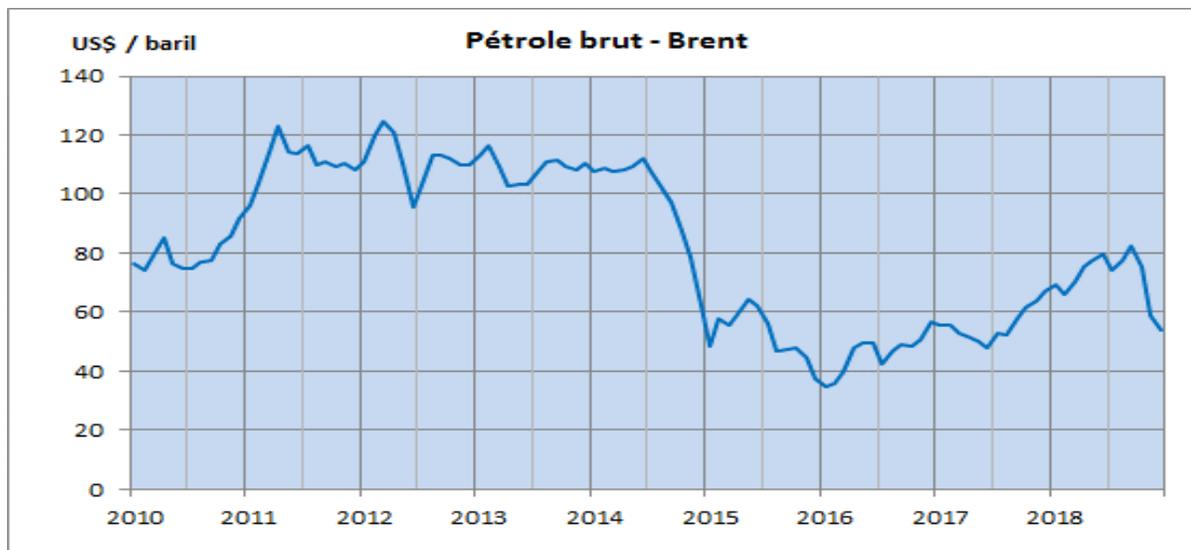
I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Globalement, les prix des principales matières premières échangées sur les marchés internationaux ont connu un fléchissement. Cependant, de profondes divergences entre l'évolution des cours de l'énergie et des métaux, d'une part, et celle des produits agricoles, d'autre part, sont apparues. En effet, contrairement aux produits industriels et à l'énergie qui ont connu des hausses de plus de 20%, la plupart des produits agricoles ont fini l'année 2018 avec des prix orientés à la baisse.

I.2.1 Le pétrole

En 2018, les marchés mondiaux du pétrole brut ont été caractérisés par une consolidation des cours du baril. Ainsi, le baril de Brent est passé de 54,25 USD en 2017 à 71,05 USD en 2018, soit une hausse de 31%. Cette année a été marquée par des pics en termes de prix, comme en octobre où le baril de Brent s'est situé à 81,03 USD.

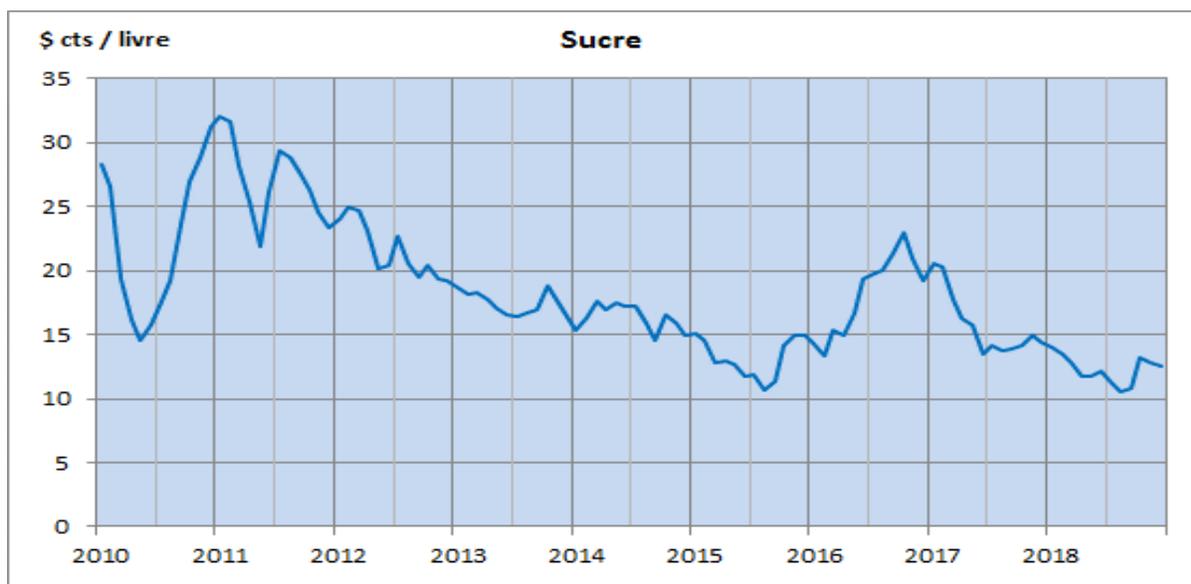
Le maintien de l'accord passé par l'OPEP et ses partenaires, les tensions géopolitiques (attentat en Lybie, la situation politique au Venezuela) et la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ont exercé une pression à la hausse sur les cours.



Sources : DGEPEF, INSEE

I.2.2 Le sucre

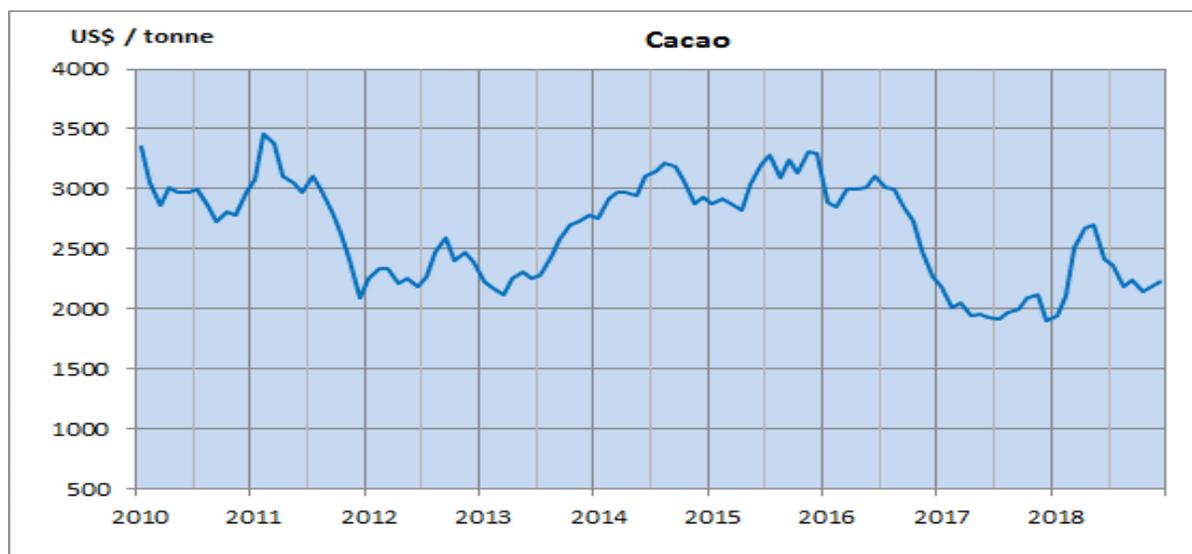
Le cours du sucre s'est inscrit à la baisse, atteignant son plus bas niveau depuis dix ans au mois d'août. Ainsi, la tonne de sucre blanc a perdu 14,7% à Londres et la livre de sucre brut a reculé de 18,2% à New York. Ce repli s'explique par l'abondance des récoltes à travers le monde (Thaïlande, Inde, Russie, Union européenne, etc.). Outre l'abondance d'offre, la faiblesse du Real brésilien a poussé les vendeurs locaux à brader leurs stocks sur le marché mondial où les prix sont fixés en dollars.



Source : INSEE

I.2.3 Le cacao

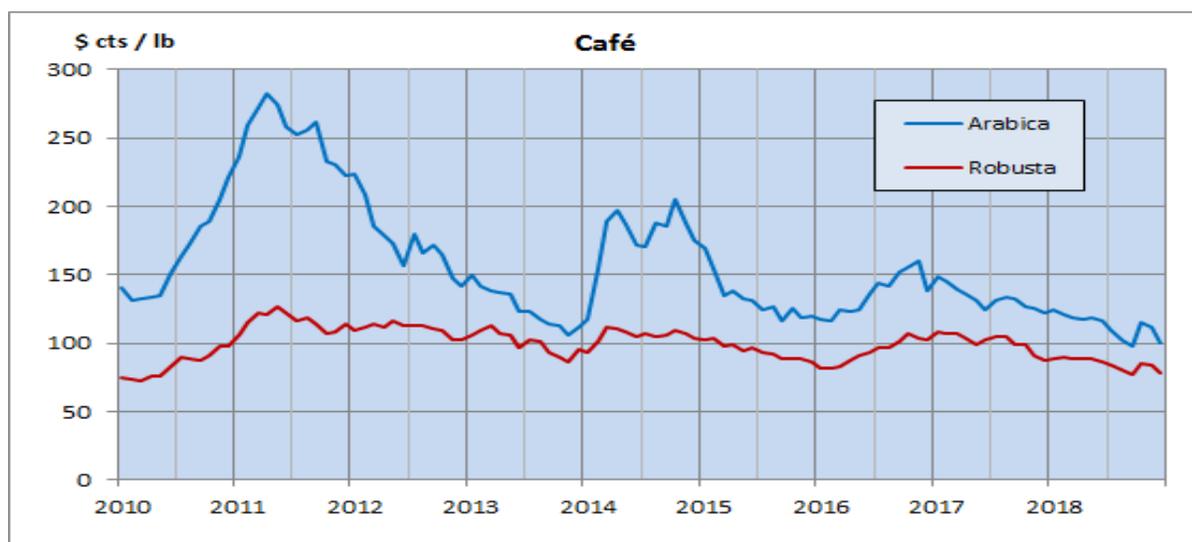
Les prix du cacao ont gagné plus de 13% sur l'année à Londres comme à New-York. Cette hausse s'explique en partie par le niveau extrêmement bas des cours atteint début janvier, au plus bas depuis six ans sur le marché de Londres. Encouragés par ces prix, les raffineurs de cacao se sont rués sur la récolte abondante, ce qui a conduit à un rebond des prix.



Source : INSEE

II.2.4. Le café

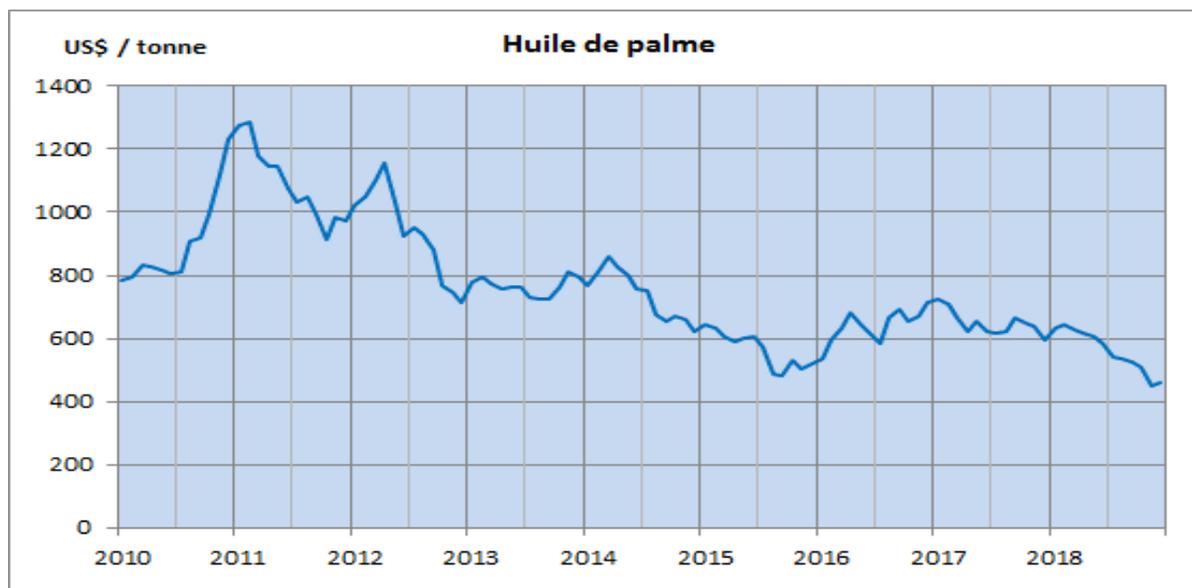
Le café a souffert à la fois d'une récolte abondante et de la faiblesse du réal brésilien ; le Brésil étant le premier producteur mondial d'arabica. A Londres, la tonne de robusta a reculé de 11,5% à 1 553 dollars sur l'année, tandis qu'à New-York la livre d'arabica a cédé 18,7% à 105 cents US la livre.



Source : INSEE

I.2.5 L'huile de palme

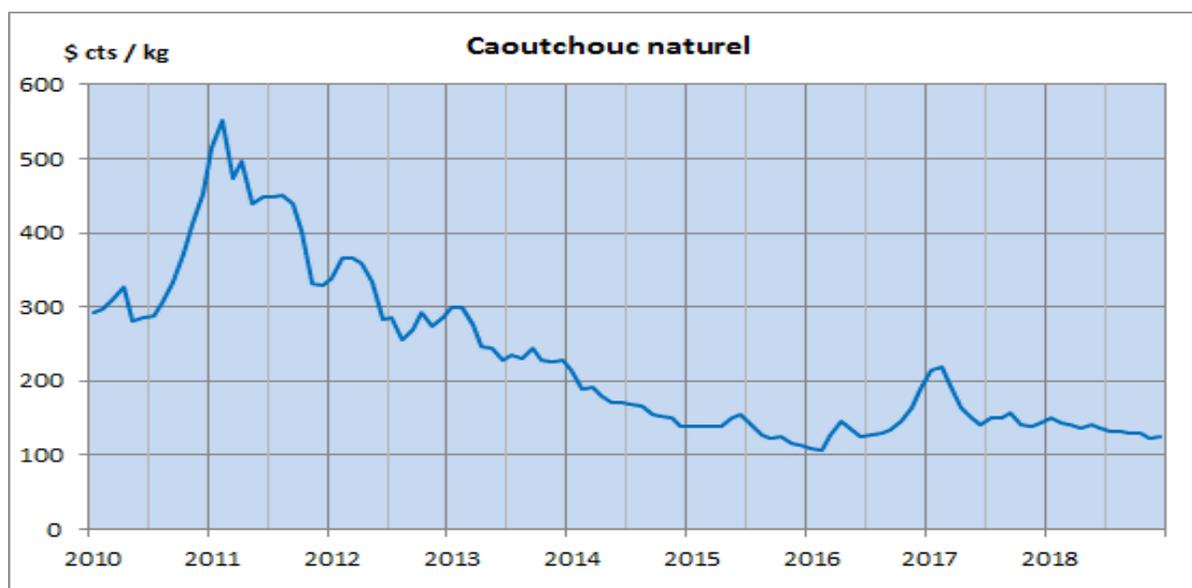
En 2018, le cours moyen de l'huile de palme a perdu 13% de sa valeur annuelle par rapport à 2017. Cette dégradation est consécutive à l'abondance de l'offre qui a entraîné une hausse des stocks. A cela s'ajoute également la faiblesse de la demande mondiale.



Source : INSEE

I.2.6 Le caoutchouc naturel

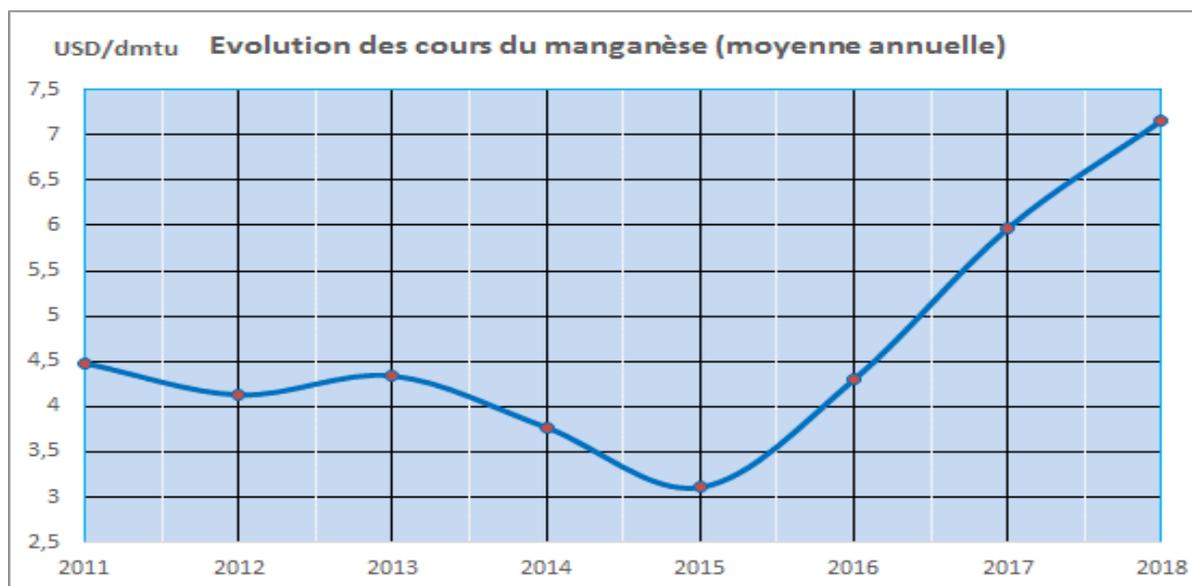
En 2018, les prix du caoutchouc naturel ont baissé de 20% à 130,7 cents US le kilogramme en moyenne annuelle. Cette baisse est imputable à l'effet conjugué du ralentissement de l'économie chinoise et de l'abondance de l'offre dans les principaux pays producteurs.



Source : DGEPP, finances.net

I.2.7 Le minerai de manganèse

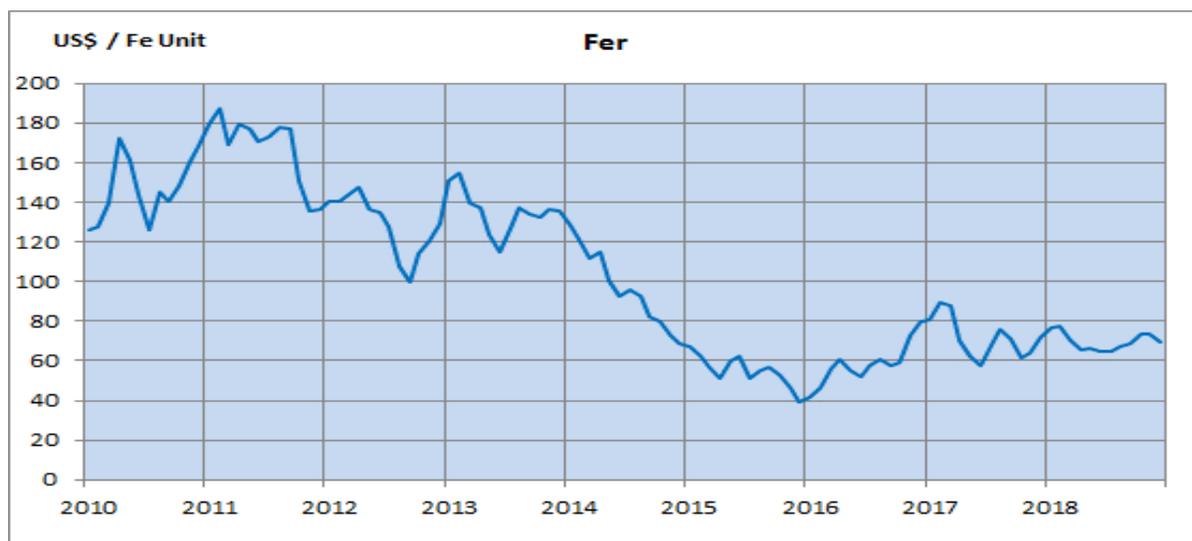
En 2018, les prix du minerai de manganèse se sont notablement appréciés. Leur moyenne annuelle s'est établie à 7,16 USD/dmtu, en hausse de 20% par rapport à 2017. Cette embellie s'explique par la demande chinoise tirée par de nouvelles réglementations. Celles-ci favorisent les nuances d'acier de meilleure qualité nécessitant davantage de manganèse.



Source: CRU

I.2.8 Le minerai de fer

En 2018, le marché international du minerai de fer a été marqué par une légère inflexion des cours qui se sont établis, en valeur annuelle à 69,97 dollars la tonne contre 71,8 dollars en 2017. L'abondance de l'offre et le ralentissement de la demande ont tiré les prix vers le bas.



Source : INSEE

I.2.9 L'or

Le cours de l'or a reculé de 2,6% en moyenne annuelle en 2018, pour s'établir à 1 266 dollars l'once. Il a été impacté par les bouleversements géopolitiques et économiques à travers le monde. Les plus notables sont le Brexit, le ralentissement de l'économie mondiale, les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, la crise au sein des principaux pays producteurs de pétrole (Venezuela, Iran, Lybie).



Source : INSEE

DEUXIEME PARTIE

L'ACTIVITE NATIONALE

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE

II.1. EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2018

SECTEURS	2018
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Gaz naturel commercialisé	↗
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Cultures de rente</i>	↗
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Minoterie et aviculture</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↗
<i>Placage</i>	↗
<i>Contreplaqué</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Aérien</i>	↘
<i>Maritime</i>	↘
<i>Auxiliaires de transport</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules neufs</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
<i>Ouvrages et périodiques</i>	↘
Services	
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Services immobiliers</i>	↗
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↗

Source : DGEPF

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.2.1 Le pétrole

L'activité pétrolière en 2018 a été principalement marquée par les travaux de la refonte de la loi n°011/2014 portant réglementation du secteur des hydrocarbures en République Gabonaise, jugé trop rigide et peu attractif par les investisseurs, l'entrée en production du champ EOY en juillet opéré par Perenco, du permis Dussafu en septembre opéré par la société BW Energy et la cessation des activités d'exploration et de production pétrolière par la société CNR International.

La production

En 2018, la production nationale de pétrole brut a enregistré une nouvelle baisse (-8,2%) à 9,64 millions de tonnes (70,4 millions de barils), consécutive au déclin naturel des champs matures, aux dysfonctionnements récurrents des équipements de production en surface, aux reports et annulations de certains projets (développement et redéveloppement des champs matures susceptibles d'apporter une production additionnelle), ainsi qu'au maintien du quota de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) à 9 000barils/jour pour réduire l'offre mondiale de pétrole. De même, les grèves des employés du secteur pétrolier en cours d'année ont conduit à l'interruption de la production, induisant un manque à produire.

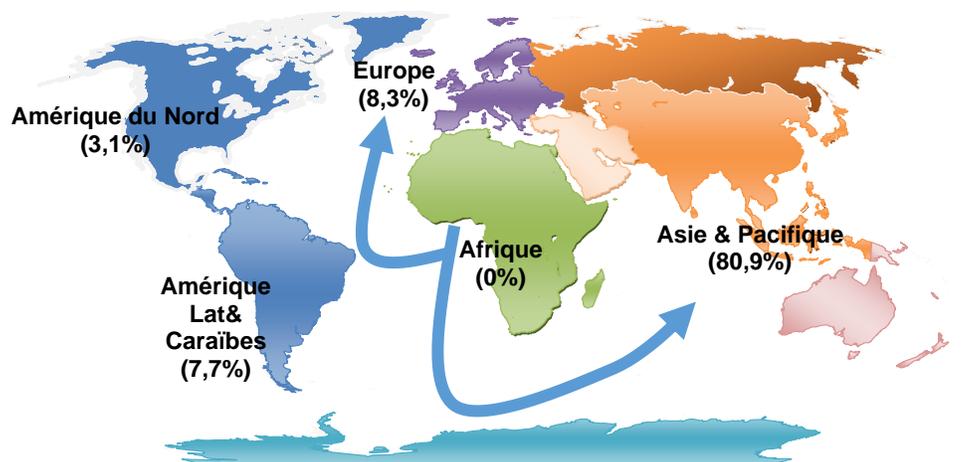
Evolution de l'activité pétrolière

	2016	2017	2018	18/17
Production (en millions de tonnes)	11,485	10,503	9,646	-8,2%
Production (en millions de barils)	83,839	76,674	70,417	-8,2%
Exportation (en millions de tonnes)	10,526	9,44	8,71	-7,7%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les exportations

Les volumes des exportations pétrolières ont baissé de 7,7% en 2018 par rapport à l'année précédente, s'établissant à 8,7 millions de tonnes. Cette régression s'explique essentiellement par des diminutions de production et l'application de l'accord de réduction de la production des pays membres de l'OPEP. Les exportations de brut sont orientées principalement vers les marchés asiatiques (80,9%).



Les prix

Les cours du pétrole ont enregistré une forte hausse de 30,4 % en 2018 pour s'établir à 70,79 \$/bbl contre 54,27 \$/bbl en 2017. L'application de l'accord de réduction des quotas de production entre l'OPEP et ses alliés, la baisse des stocks mondiaux, en particulier des USA, et les tensions commerciales et géopolitiques sont les principales raisons qui expliquent cette performance. De même, la moyenne des prix des bruts gabonais s'est fortement appréciée en 2018 (+32,1%) pour se situer à 69,42 \$US contre 52,53 \$/bbl en 2017.

En revanche, le taux moyen de change du FCFA par rapport au dollar s'est déprécié de 4,53% comparé à 2017 pour s'établir à 582,075 FCFA pour 1dollar.

Evolution des prix et du taux de change

	2016	2017	2018	18/17
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	43,69	54,27	70,79	30,4%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	40,54	52,54	69,42	32,1%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	592,763	582,075	555,733	-4,5%

Source : Direction Générale des Hydrocarbure(DGH)

II.2.2.le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisé a progressé de 4,1% pour se situer à 511,4 millions de m³ en 2018. Cette hausse est consécutive aux bonnes performances du leader Perenco qui a accru sa production de 5% à 486,7 millions de m³. En revanche, le prix de vente moyen s'est déprécié de 9,7% pour se situer à 0,110 dollar le m³.

Evolution de l'activité de gaz naturel commercialisé

	2016	2017	2018	18/17
Production (en millions de m ³)	530,1	491,2	511,4	4,1%
Prix de vente moyen national (USD/ m ³)	0,125	0,1221	0,1103	-9,7%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.3 Le manganèse

La production

La production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a atteint un nouveau record historique en 2018 à 1 802 Mt, en hausse de 4,4% par rapport à 2017. Cette croissance a été soutenue non seulement par la demande en Chine (+6,6%), qui absorbe environ 52% de la production mondiale, mais également par la demande indienne (+4,9%) et de l'Amérique du Nord (+4,1%).

Dans ce contexte favorable, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a atteint près de 5,4 millions de tonnes en 2018, soit un accroissement de 9,4% par rapport à 2017, en raison des bonnes performances de Comilog (nouveau record de production de minerai à 4,2 Mt en 2018) et de la montée en puissance de Gabon Mining et CCIMHZ, dont la production a progressé de plus de 30%.

Les exportations et les ventes

La légère baisse des exportations en 2018 (-0,4%) s'explique par les difficultés d'évacuation. En effet, le transport de la production vers les ports minéraliers a été ralenti par sept déraillements sur l'année dont deux concernant des trains Comilog. Les livraisons externes de manganèse, quant à elles, ont augmenté de 1,8%, soutenues par la fermeté de la demande mondiale, notamment les achats de la Chine, d'Europe et de l'Inde.

En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 16,3% pour atteindre 770,35 milliards de FCFA en 2018 contre 662,62 milliards en 2017, favorisé par des niveaux de prix très rémunérateurs. En effet, après avoir atteint 7,48 USD/dmtu en mai, le prix moyen du minerai de manganèse s'est situé à 7,16 USD/dmtu sur l'année, en hausse de 20,0% par rapport à 2017.

Evolution de l'activité minière

	2016	2017	2018	18/17
Production (milliers de tonnes)	3 586 190	4 904 895	5 366 508	9,4%
Exportations (milliers de tonnes)	3 404 405	5 061 507	5 038 972	-0,4%
Ventes (milliers de tonnes)	3 408 554	5 055 881	5 145 026	1,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	360 142	662 616	770 354	16,3%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	105 787	130 913	152 879	16,8%
Investissements (millions de FCFA)	46 568	17 781	46 165	159,6%
Masse salariale (millions de FCFA)	40 290	50 919	55 162	8,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 764	1 934	1 931	-0,2%

Source: Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements ont fortement augmenté, passant de 17,8 milliards en 2017 à 46,2 milliards de FCFA en 2018. Concernant l'emploi, les effectifs sont restés quasi-stables à 1 931 employés permanents représentant une masse salariale de 55,2 milliards de FCFA.

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'exploitation forestière a consolidé ses performances en 2018. En effet, la production de grumes a augmenté de 10,0% pour atteindre environ 2,1 millions de m³. Cette évolution est liée à l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et à la fermeté de la demande, notamment de la zone économique spéciale de NKOK.

Au cours de la même période, les ventes de grumes aux industries locales ne disposant pas de permis forestiers ou d'essences appropriées ont atteint un volume de 718 275 m³, en hausse de 23,9% par rapport à 2017. Le prix moyen du mètre cube (m³) sur le marché local a été relevé compte tenu de l'augmentation des coûts de production.

Evolution de l'activité de l'exploitation forestière

	2016	2017	2018	18/17
Production forestière (m ³)	1 531 817	1 865 548	2 052 590	10,0%
<i>Okoumé</i>	<i>1 039 259</i>	<i>1 143 774</i>	<i>1 179 587</i>	<i>3,1%</i>
<i>Bois divers</i>	<i>492 558</i>	<i>721 775</i>	<i>873 003</i>	<i>21,0%</i>
Ventes aux industries locales (m ³)	490 188	579 518	718 275	23,9%
<i>Okoumé</i>	<i>323 736</i>	<i>391 015</i>	<i>514 987</i>	<i>31,7%</i>
<i>Bois divers</i>	<i>166 452</i>	<i>188 502</i>	<i>203 287</i>	<i>7,8%</i>

Sources : Groupe RimbunanHijau, Bsg, Bso, Ceb, Cbg, Fg Gsez, Geb, GwiGsez, Groupe Tbni, Sbl, Ahn, Tali Bois, Trg, Somivab, Hua Jia, Egg, Khll F. Gsez, Rfm, GmmGsez, Pen Xin, Ttib, PfmGsez, Rougier, Cora Wood Gabon, AfricaViewsGsez, Dragon Wood Gsez, FlsGsez, Gft, Jin Shan Wood Gabon Gsez, CdgGsez, Olam Gabon Gsez.

II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1. Les cultures maraichères

En 2018, la filière des cultures maraichères et vivrières développée notamment dans le cadre du programme Graine a enregistré des bonnes performances. Ainsi, la production vivrière (deux principales spéculations retenues) s'est établie à 3 609 tonnes de tubercules de manioc et 102 tonnes de banane plantain en 2018, soit des hausses respectives de 203,3% et 82%. La province du Woleu-Ntem a représenté 23% de la production agricole du programme, suivie de l'Ogooué-Ivindo (22%) et de l'Ogooué-Lolo (20%). Pour ce qui est des cultures maraichères, la production de légumes, notamment l'oseille et l'amarante (folong), a débuté en 2018 avec une récolte de 2 tonnes. Néanmoins, ces niveaux de productions restent insuffisants pour couvrir une part significative de la demande nationale.

Evolution de la production vivrière et maraichère

Productions (en tonnes)	2 017	2 018	18/17
Manioc (tubercules)	1 190	3 609	203,3%
Bananes plantain	56	102	82,0%
Légumes (oseille, folong)	0	2	-
Total	1 246	3 714	198,0%

Source : Sotrader

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1. La cacao-culture

A fin décembre 2018, l'activité de la cacao-culture qui demeure très faible a néanmoins été marquée par une hausse de 21,2% de la production de fèves de cacao, passant de 94,8 tonnes en 2017 à 115 tonnes. Ce résultat s'explique essentiellement par la réhabilitation des plantations.

En revanche, les ventes locales et les exportations ont respectivement chuté de 38,7% et 40,3%, en raison de la stratégie de constitution de stocks adoptée par la Caistab, dans l'attente des cours plus rémunérateurs. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 36,9% à 69,1 millions de francs CFA contre 109,6 millions lors de la campagne précédente.

Evolution de l'activité cacao

	2015/2016	2016/2017	2017/2018	18/17
Achats (en tonnes)	74,65	94,9	115	21,2%
Ventes locales (en tonnes)	5,1	4,9	3,0	-38,8%
Exportations (en tonnes)	0	100,5	60	-40,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2,6	109,6	69,2	-36,9%

Source : Caistab

II.4.1.2.2. La caféiculture

L'activité de la caféiculture a enregistré un nouveau repli de sa production de 7,2% à 20,51 tonnes durant la campagne 2017/2018. Toutefois, les ventes, essentiellement locales, ont plus que doublé (119,0%), suite à la fermeté de la demande des transformateurs locaux. Parallèlement, le chiffre d'affaires a progressé de 92,0% passant à 24 millions de FCFA en 2018.

Evolution de l'activité café

	2015/2016	2017	2018	18/17
Achats (en tonnes)	49,2	22,1	20,5	-7,2%
Ventes locales (en tonnes)	15,3	13,7	30,0	119,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	13,2	12,5	24,0	92,0%

Source : Caistab

II.4.1.2.3. L'huile de palme

La branche de l'huile de palme brute a consolidé ses performances en 2018 avec l'arrivée à maturité des palmiers des lots 2 et 3 des plantations de Mouila. Ainsi, l'exploitation des plantations de Kango et Mouila a permis de récolter 217 224 tonnes de régimes de palme contre 138 673 tonnes une année auparavant, soit une augmentation de 56,6%. Dans le même temps, la transformation de ces régimes a induit une production d'huile de palme rouge de 49 949 tonnes, en hausse de 123,1% sur la période.

Par ailleurs, la production d'huile palmiste issue de la trituration des noix de palme a atteint 3 477 tonnes en 2018, soit un bond de 179,1%.

Sur le plan commercial, les volumes vendus d'huile de palme brute, en majorité sur le marché extérieur, notamment au Cameroun, se sont établis à 27 045 tonnes en 2018.

Les investissements ont augmenté de 4,7% pour se situer à 54,7 milliards de FCFA en 2018, en raison des travaux d'extension des plantations et de la finalisation de l'installation de la deuxième usine de Mouila.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont progressé de 5,4% à 9 012 agents, pour une masse salariale de 16,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile de palme

	2016	2017	2018	18/17
Production (en tonnes)				
1. Régime de palme	29 169	138 673	217 224	56,6%
2. Huile brute	6 972	22 385	49 949	123,1%
3. Huile palmiste	435	1 246	3 477	179,1%
Ventes d'huile brute (en tonnes)	7 407	3 332	27 045	711,7%
Investissements	70 374	52 249	54 710	4,7%
Effectifs	6 989	8 550	9 012	5,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	12 490	13 672	16 363	19,7%

Sources: Olam Palm Gabon, Siat Gabon

II.4.1.2.4. L'hévéaculture

En 2018, la filière de l'hévéaculture a enregistré une nouvelle contraction de son activité. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a reculé de 8,7% à 23 952 tonnes, en raison du vieillissement des plantations et de la diminution du personnel affecté à la saignée des arbres. Corrélativement, le volume de caoutchouc humide transformé en granulés s'est replié de 6,9% à 13 207 tonnes.

Par ailleurs, en raison des difficultés logistiques pour l'évacuation de la production, les exportations de granulés se sont contractées de 7,6% à 13 207 tonnes, occasionnant une chute du chiffre d'affaires de 39,9% à 8,8 milliards de FCFA, exacerbée par la baisse des cours mondiaux.

Les investissements, essentiellement orientés vers le renouvellement et le développement, se sont chiffrés à près de 4,2 milliards FCFA en 2018, en hausse de 2,3% par rapport à 2017.

En termes d'emploi, les effectifs ont reculé de 4,4% en 2018 à 1 359 agents, pour une masse salariale de 6,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2016	2017	2018	18/17
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	28 699	26 233	23 952	-8,7%
Caoutchouc usiné	14 917	14 191	13 207	-6,9%
Exports caoutchouc usiné	14 122	14 287	13 207	-7,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 145	14 593	8 766	-39,9%
Investissements (millions de FCFA)	16 469	4 080	4 174	2,3%
Effectifs	2 412	1 421	1 359	-4,4%
Masse salariale (en millions)	5 968	5 748	6 207	8,0%

Sources: SIAT Gabon, OlamRuber Gabon

II.4.2 L'élevage

En 2018, l'exploitation du ranch SIAT Nyanga a enregistré des résultats contrastés. En effet, le cheptel s'est accru de 9,5% pour atteindre 6 387 bêtes, suite à l'accélération du processus d'insémination artificielle. Cette reconstitution du cheptel résulte également de la réduction de la fréquence et du nombre de bêtes mises à l'abattage.

Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 23 431 Kg de viande, en chute de 65,8%, induisant un chiffre d'affaires de 120 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage bovin

	2016	2017	2018	18/17
Effectif du cheptel (nombre de bœufs)	5 361	5 832	6 387	9,5%
Vente de viande (en kg)	71 423	68 450	23 431	-65,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	318	303	120	-60,3%
Effectif	23	17	15	-11,8%
Masse salariale	136	224	92	-59,0%

Source : Siat Gabon

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

Les industries agroalimentaires sont composées des filières de la minoterie et aviculture, des huiles et corps gras, de la raffinerie de sucre, des bières et boissons gazeuses, ainsi que de l'eau minérale. En 2018, la branche des industries agroalimentaires s'est caractérisée par une amélioration des performances, au regard de l'évolution ascendante de la plupart des principaux indicateurs d'activité.

Evolution de l'activité consolidée des agro-industries

	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	237 238	228 830	244 299	6,8%
Investissements	17 627	20 095	28 446	41,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 722	1 756	1 695	-3,5%
Masse salariale (en million de FCFA)	21 414	22 144	23 547	6,3%

Source : Echantillon des entreprises de la branche

II.5.1.1 La production meunière et avicole

L'activité de la branche de l'industrie meunière et avicole s'est améliorée en 2018. En effet, suite au regain de la demande du marché local, la production de farine a augmenté de 9,7% à 66 445 tonnes. De même, la production des issues a progressé de 2,4% et celle des œufs d'environ 2%,

alors que celle des aliments pour bétail a chuté de 9%. En conséquence, cette reprise d'activité a entraîné un accroissement de 4,4% du chiffre d'affaires à 30,8 milliards de FCFA.

Corrélativement, la société a renforcé ses effectifs de 2,1% à 146 agents en 2018 contre 143 un an auparavant, pour une masse salariale de 2,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2016	2017	2018	18/17
Productions				
Farine (en tonnes)	69 464	60 560	66 445	9,7%
Issues (en tonnes)	20 027	17 513	17 942	2,4%
Aliments pour bétail (en tonnes)	29 127	29 120	26 493	-9,0%
Œufs (en milliers d'unités)	45 159	43 739	44 552	1,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	32 203	29 472	30 759	4,4%
Investissements	1 125	1 567	885	-43,5%
Effectifs (nombre d'agents)	188	143	146	2,1%
Masse salariale (en million de FCFA)	2 594	2 509	2 287	-8,8%

Source: Société Meunière et Avicole du Gabon

II.5.1.2. Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a été marquée par une embellie de son activité en 2018. En effet, suite à l'approvisionnement régulier de l'usine en huile brute, la production totale des huiles et corps gras a augmenté de 55,7% au cours de la période sous-revue pour s'établir à 17 437 tonnes.

Sur le plan commercial, les ventes des produits se sont élevées à 17 437 tonnes en 2018 contre un volume de 11 200 tonnes un an plus tôt, générant un chiffre d'affaires de 15,4 milliards de FCFA, en très forte progression (+57%) par rapport à 2017.

Les investissements ont progressé de 16,8% à 3,9 milliards de FCFA, en raison du renforcement de l'outil de production. De même, les effectifs sont passés de 238 à 206 agents, en baisse de 13,4%, pour une masse salariale de 1,3 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2016	2017	2018	18/17
Production (en tonnes)	5 789	11 200	17 437	55,7%
Huile raffinée (oléine)	4 207	7 658	12 594	64,4%
Savons	1 582	3 541	4 843	36,8%
Ventes (en tonnes)	3 903	11 200	17 437	55,7%
Huile raffinée	2 846	7 658	12 594	64,4%
Savons	1 057	3 541	4 843	36,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 950	9 846	15 455	57,0%
Investissements	2 499	3 373	3 938	16,8%
Effectifs	91	238	206	-13,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	396	977	1 350	38,2%

Sources: SIAT, OlamPalmgabon

II.5.1.3 La production sucrière

Globalement, la raffinerie de sucre a enregistré de bonnes performances au cours de l'année 2018, malgré la baisse des rendements aussi bien sur le plan agronomique qu'industriel, en lien avec les conditions climatiques défavorables. Ainsi, la production de sucre transformé s'est améliorée de 1,7%, portée par les autres conditionnements (dosettes, granulés et sachets de 1 kg) qui ont augmenté de 11,8% à 9 472 tonnes.

Sur le plan commercial, les volumes vendus ont suivi la même tendance pour se renforcer de 2,8% à 32 104 tonnes. Ils ont été soutenus par un relèvement de la demande domestique (clients industriels et ménages), qui a entraîné une amélioration du chiffre d'affaires de 2,8% à 19,8 milliards de FCFA.

Les investissements ont baissé de 32,2% à 2,4 milliards de FCFA, et ont concerné l'acquisition de nouvelles machines. La réduction de la masse salariale de 3,5% à 4 milliards de FCFA est liée à la baisse de 24,7% des emplois permanents, en rapport avec un plan de départ négocié avec les partenaires sociaux.

Evolution de l'activité sucrière

	2016	2017	2018	18/17
Production (en tonnes)	24 610	24 376	21 278	-12,7%
Total sucre transformé	20 647	20 173	20 521	1,7%
Sucre (en morceaux)	10 515	11 704	11 049	-5,6%
Autres (dose, granulé 1kg)	10 132	8 469	9 472	11,8%
Ventes (en tonnes)	33 006	31 244	32 104	2,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 531	19 244	19 791	2,8%
Investissements (en millions de FCFA)	2 531	3 683	2 498	-32,2%
Effectifs (nombre d'agents)	367	288	217	-24,7%
Masse salariale (en million de FCFA)	4 121	4 161	4 015	-3,5%

Source : Sucaf

II.5.1.4 Les boissons

II.5.1.4.1. Les bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a connu un retournement de conjoncture sur le dernier trimestre de l'année, favorisé par la tenue des élections locales et législatives qui ont boosté la demande. Ainsi, la production totale a augmenté de 6,6%, à 3,04 millions d'hectolitres, tirée par la production des bières (+4,4%) et des alcoomix (+40,7%). En conséquence, le chiffre d'affaires a progressé de 4,6% pour se situer à 162,5 milliards de FCFA.

Dans le même temps, les investissements se sont chiffrés à 17,1 milliards de FCFA et ont concerné la modernisation de l'outil de production, en vue de le conformer aux normes environnementales. Les effectifs ont également été renforcés de 2,9% pour une masse salariale de 14,9 milliards de FCFA, soit une hausse de 9,3% par rapport à l'année précédente.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2016	2017	2018	18/17
Productions (en hectolitres)	2 836 378	2 854 699	3 043 361	6,6%
Bières	1 654 120	1 606 424	1 677 824	4,4%
Boissons gazeuses	1 082 567	953 348	970 668	1,8%
Vins	47 046	44 713	42 767	-4,4%
Divers	52 645	250 213	352 101	40,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	163 964	155 298	162 503	4,6%
Investissements (en millions de FCFA)	ND	10 304	17 061	65,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	13 490	13 624	14 885	9,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 006	1 014	1 043	2,9%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.5.1.4.2 L'eau minérale

La production d'eau minérale a connu une nouvelle augmentation de 16,9% en 2018 pour un volume de 1 045 732 hectolitres. Cette performance a été réalisée grâce au dynamisme de la Sobraga qui a augmenté de 50% le volume de production de ses gammes Akewa et Aning'Eau. Par ailleurs, la demande intérieure est de plus en plus importante compte tenu des difficultés d'accès à l'eau potable éprouvées par certains ménages, du fait des perturbations enregistrées sur le réseau de distribution de la SEEG. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 5,5% pour s'établir à 15,8 milliards de FCFA.

Pour répondre à cette demande soutenue, les effectifs ont été rehaussés de 13,7% en 2018 à 83 agents contre 73 en 2017, pour une masse salariale de 1 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2016	2017	2018	18/17
Production d'eau (en hectolitres)	781 267	894 274	1 045 732	16,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 830	14 970	15 792	5,5%
Investissements (millions de FCFA)	ND	1 168	4 063	247,9%
Effectifs	70	73	83	13,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	813	873	1 010	15,7%

Sources: Soboleco, Sobraga

II.5.2 Les Industries du Bois

La filière bois comprend trois (3) niveaux de transformation, à savoir :

- 1^{er} niveau: sciage et déroulage ;
- 2^{ème} niveau: moulures, profilés et parquets ;
- 3^{ème} niveau: menuiserie et ébénisterie.

Les industries de transformation du bois ont enregistré une nouvelle progression de leurs performances industrielles et commerciales. En effet, la production de bois débités a augmenté de 18,6% à 1 003 133 m³, en lien avec l'amélioration des conditions d'approvisionnement des unités de production et la montée en puissance des usines nouvellement installées, notamment celles situées dans la Zone Économique Spéciale de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes à l'export ont progressé de 19,8% pour se situer à 800 592m³, attribuable à la fermeté de la demande de bois sciés sur le marché asiatique. En revanche, les ventes locales ont chuté de 8,8% pour s'établir à 97 683 m³, suite à la contraction de la commande locale, notamment de contreplaqué. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 19% à 229 milliards de FCFA.

Les investissements réalisés par les opérateurs de la filière ont concerné l'acquisition et l'installation de nouveaux matériels d'exploitation (machines automatiques) dans le but d'améliorer la productivité.

Les emplois se sont accrus de 1% pour se situer à 10 194 agents permanents, en réponse à l'accroissement des unités industrielles.

Evolution de l'activité des industries de bois

en mètres cubes	2016	2017	2018	18/17
Production	729 058	846 101	1 003 133	18,6%
Ventes locales	45 206	107 078	97 683	-8,8%
Exportations	618 128	668 215	800 592	19,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	223 645	192 503	229 014	19,0%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	44 062	66 904	54 098	-19,1%
Investissement (millions de FCFA)	69 784	80 090	55 201	-31,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	54 946	47 857	47 911	0,1%
Effectifs (agents permanents)	8 829	10 092	10 194	1,0%

Source : Enquête TBE

Les unités de sciage

On note une amélioration des performances industrielles et commerciales de l'activité de sciage. En effet, sur le plan industriel, la production de bois sciés a connu une hausse de 14,8% pour se situer à 592 253 m³. Cette embellie résulte d'un meilleur approvisionnement des unités de transformation en grumes et du renforcement du tissu industriel.

Parallèlement, les ventes locales et les exportations ont progressé respectivement de 50,8% à 60 005 m³ et 13,8% à 481 619 m³. Cette amélioration provient de la forte demande du marché local et des commandes soutenues du marché asiatique de bois sciés.

Les investissements, malgré leur contraction en 2018 (-49,7% à 30,8 milliards de FCFA), ont été orientés vers la modernisation des scieries.

En matière d'emploi, les effectifs ont enregistré une baisse de 6% pour se situer à 7 914 agents permanents, pour une masse salariale de 36,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de sciage

en mètres cubes	2016	2017	2018	18/17
Production	426 973	515 892	592 253	14,8%
Ventes locales	36 705	39 780	60 005	50,8%
Exportations	366 767	423 265	481 619	13,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	149 246	106 253	140 505	32,2%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	34 418	35 786	38 294	7,0%
Investissement (millions de FCFA)	59 042	61 264	30 841	-49,7%
Masse salariale (millions de FCFA)	45 455	38 058	36 746	-3,4%
Effectifs (agents permanents)	7 227	8 423	7 914	-6,0%

Sources : Akachi W. Gsez, Groupe RimbunanHijau, Bsg, GwiGsez, Bso, Cdg, CdgGsez, Ceb, Groupe Tbni, Fg Gsez, Geb, Gib, Groupe Hua Jia (2), Rfm, Rougier, Sbl, Tali Bois, Trg, Rgi, Cora Wood Gabon, WoodproGsez, Rddhi I.G Gsez, Sitrab, Lin Li, Floarea, Egg, Somivab, Ttib, GmmGsez, Hua Sen Bois, Cbg, Ahn, Khll F. Gsez, Pen Xin, PfmGsez, ResurgentGsez, WoodproGsez, Accurate Industries Gsez, FlsGsez.

Les unités de déroulage

Le segment du déroulage comprend la transformation des bois à base des grumes d'Okoumé en placages et en contreplaqués. Le renforcement des capacités de production, engagé depuis plus de 6 ans, a continué à dynamiser cette branche.

- *Le placage*

Les unités de fabrication des placages ont consolidé les performances enregistrées depuis plus de deux ans, tirées par les industries installées dans la Zone Économique à Régime Privilégié (ZERP) de Nkok. Ainsi, la production de placage est passée à 373 652 m³ en 2018, soit une augmentation de 33,9% par rapport à celle réalisée en 2017. Cette situation s'explique par une accélération du rythme d'approvisionnement des usines en grumes.

De même, les ventes locales ont atteint 30 564 m³ (+25,3%), tandis que les exportations ont augmenté de 42,2% à 288 567 m³, en lien avec l'amélioration des performances du cluster de Nkok et la fermeté de la demande du marché extérieur.

En matière d'emploi, les effectifs ont enregistré une augmentation de 36,6% pour se situer à 2 280 agents permanents, suite à l'installation de nouvelles usines à Nkok.

Evolution de l'activité des industries de placage

en mètres cubes	2016	2017	2018	18/17
Production	250 010	279 080	373 652	33,9%
Ventes locales	2 397	24 384	30 564	25,3%
Exportations	205 020	202 978	288 567	42,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	62 611	64 243	80 637	25,5%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	9 645	31 118	15 804	-49,2%
Investissement (millions de FCFA)	10 742	18 825	24 360	29,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	9 491	9 798	11 165	14,0%
Effectifs (agents permanents)	1 602	1 669	2 280	36,6%

Sources : Cema Gabon, OtimVeneerGsez, Pdg, Accurate Industries Gsez, Rougier, Sbl, Seef, Tgi, Thebault T., RimbunanHijau, Cora Wood, Cpbg, EvergreenGsez, AfricaViewsGsez, Gabon Eco Wood Gsez, Gabon VeneerGsez, IgniteGsez, Ikoni I. Gsez, Solid Wood Gsez, Sun VeneerGsez, Woods I. Gsez, GreenplyGsez, TimberworkzGsez, Crest Wood Gsez, Vd Afro P. Gsez, Dragon Wood Gsez, Afeefa O. Gsez, Gabon Timber I. Gsez, Art Bois Gsez, Prime Wood Gsez, Egypt Gabon VeneerGsez, Jin Shan Wood Gabon Gsez.

- *Le contreplaqué*

Le segment de fabrication de contreplaqués a enregistré des contreperformances en 2018. En effet, la production a chuté de 27,2%, passant de 51 129 m³ en 2017 à 37 228 m³ en 2018. Cette évolution résulte des difficultés d'approvisionnement en grumes des principales unités de transformation de cette branche.

Sur le plan commercial, les exportations ont suivi la même tendance avec des ventes de 30 405 m³ en 2018, soit une contraction de 27,6%, en raison des difficultés logistiques au port d'Owendo, notamment l'indisponibilité des cargos et des conteneurs, ainsi que le manque d'espace disponible pour le stockage des caisses de contreplaqué. De même, les ventes locales ont enregistré une forte chute (-83,4%) à 7 113m³, en liaison avec la contraction de la demande locale du bois de contreplaqué.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

en mètres cubes	2016	2017	2018	18/17
Production	52 076	51 129	37 228	-27,2%
Ventes locales	6 103	42 914	7 113	-83,4%
Exportations	46 342	41 972	30 405	-27,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 789	22 007	7 872	-64,2%

Sources : Rougier, Seef, OtimVeneerGsez, Cora Wood, Accurate Industries Gsez, Li Da Wood Gsez.

PERFORMANCES DE LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE DE Nkok

L'ambition de diversifier l'économie gabonaise (production et exportation) constitue un axe majeur du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). C'est dans cette optique que le Gouvernement a créé les Zones Economiques Spéciales (ZES) afin de favoriser la transformation locale des matières premières, d'attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE) et de développer le partenariat public-privé (PPP).

Création de la ZERP de Nkok

La Zone économique à régime privilégié de Nkok, en abrégé ZERP de Nkok, est située à 27 km de Libreville. Elle a été créée par le décret 461/PR/MPITPHTAT du 10 octobre 2012. Construite sur une superficie de 1 390 hectares, elle est divisée en trois zones : Industrielle, Commerciale et Résidentielle.

La ZERP de Nkok est née d'un partenariat public-privé entre l'État gabonais et l'entreprise singapourienne Olam International qui a donné lieu à la constitution d'une entreprise privée d'économie mixte de droit gabonais. La ZERP se veut un pôle d'excellence du processus d'industrialisation en République Gabonaise.

Au terme de la loi n°010/2011 du 18 juillet 2011 du décret susvisé et aux dispositions du cahier des charges annexé à celui-ci, la société GSEZ SA, Organe d'Aménagement et de Gestion de la ZERP de Nkok, en assure l'aménagement, l'organisation, la promotion et la gestion. Elle exerce les missions qui lui sont dévolues pendant une durée de 45 ans, et bénéficie de tous les droits et avantages dans les conditions et limites prévues par la loi.

Régime fiscal

La loi n°10/2011 du 18 juillet 2011 prévoit un certain nombre de facilités pour les opérateurs installés dans la Zone :

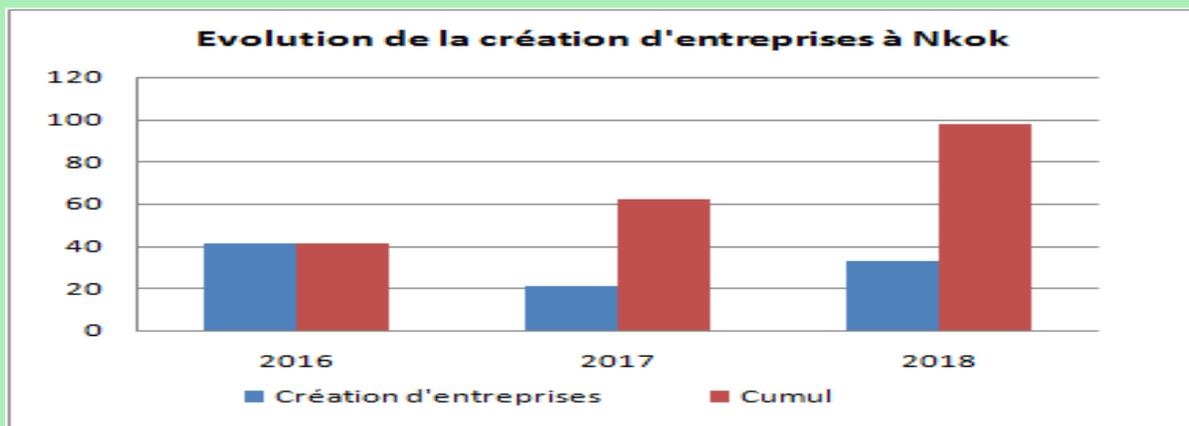
- Les investisseurs, les Sociétés Affiliées ZERP et leurs Sous-traitants sont dispensés de l'obtention des permis et autorisations nécessaires pour les constructions et installations qu'elles réalisent en application de leur programme d'investissement si ce dernier a été expressément agréé par l'Organe d'Aménagement et de Gestion et visé par l'Autorité Administrative.
- En phase de construction et jusqu'à l'achèvement des travaux d'un investisseur, les Sociétés Affiliées ZERP et leurs Sous-traitants bénéficient, pour les ventes et prestations rendues au seul bénéfice d'un ou plusieurs investisseurs, de l'Organe d'Aménagement et de Gestion, d'une Société Affiliée ZERP ou d'un Sous-traitant ZERP, du régime applicable à l'investisseur admis au bénéfice de la ZERP tel que défini par la loi n°010/2011 du 18 juillet 2011 susvisée.
- Par application des dispositions de la loi n°010/2011 du 18 juillet 2011 susvisée, les produits fabriqués et/ou les services fournis par les entreprises admises au régime de la ZERP de Nkok sont destinés, pour au moins 75% à l'exportation.

- Les produits fabriqués et/ou les services fournis par les entreprises admises au régime de la ZERP de Nkok peuvent être vendus sur le marché national, dans la limite de 25% au plus du total de leur production et/ou services. Le non-respect de cette limite entraîne l'application de pénalités.
- A compter de la délivrance de l'agrément, les investisseurs bénéficient de l'ensemble des exonérations prévues aux articles 44 et 45 de la loi n°010/2011 du 18 juillet 2011.
- L'exonération de la retenue à la source, valable lorsqu'au terme des vingt-cinq ans suivant la première vente de l'entreprise, concerne notamment la retenue de 10% sur les paiements au profit de prestataires non-résidents et établissements stables installés au Gabon et appartenant à une société de capitaux dont le siège est à l'étranger, de Sociétés Affiliées ZERP et Sous-traitant ZERP, sur l'Organe d'Aménagement et de Gestion, ses sous-traitants et ses sociétés affiliées;
- Sont exonérées de tout droit de mutation et d'enregistrement ainsi que de tout impôt sur les plus-values, pour une durée de vingt-cinq ans à compter de la première vente de l'entreprise:
 - o les acquisitions, cessions de biens, transferts ou apports entre entreprises admises au régime de la ZERP de Nkok, y compris l'Organe d'Aménagement et de Gestion ainsi que leurs Sociétés Affiliées ZERP et Sous-traitants ZERP ;
 - o les cessions immobilières initiales de l'Organe d'Aménagement et de Gestion, à toute personne physique ou morale, qu'elle soit ou non agréée au régime de la ZERP de Nkok. On entend par "cession immobilière initiale" la première cession d'un bien immobilier opérée par l'Organe d'Aménagement et de Gestion à l'issue de l'aménagement de la Zone.

Nonobstant les exonérations et avantages résultant de l'application des dispositions légales et réglementaires encadrant la ZERP de Nkok, tout investisseur, toute Société Affiliée ZERP et tout Sous-traitant ZERP reste soumis au respect des obligations déclaratives générales prévues par le Code Général des Impôts.

Les créations d'entreprises

Sur la période allant de 2016 à 2018, on dénombre un cumul de 98 entreprises créées en activité, dont 41 créations pour la seule année 2016, 21 en 2017 et 36 en 2018. Cette évolution démontre le succès enregistré par cette zone aux yeux des investisseurs.



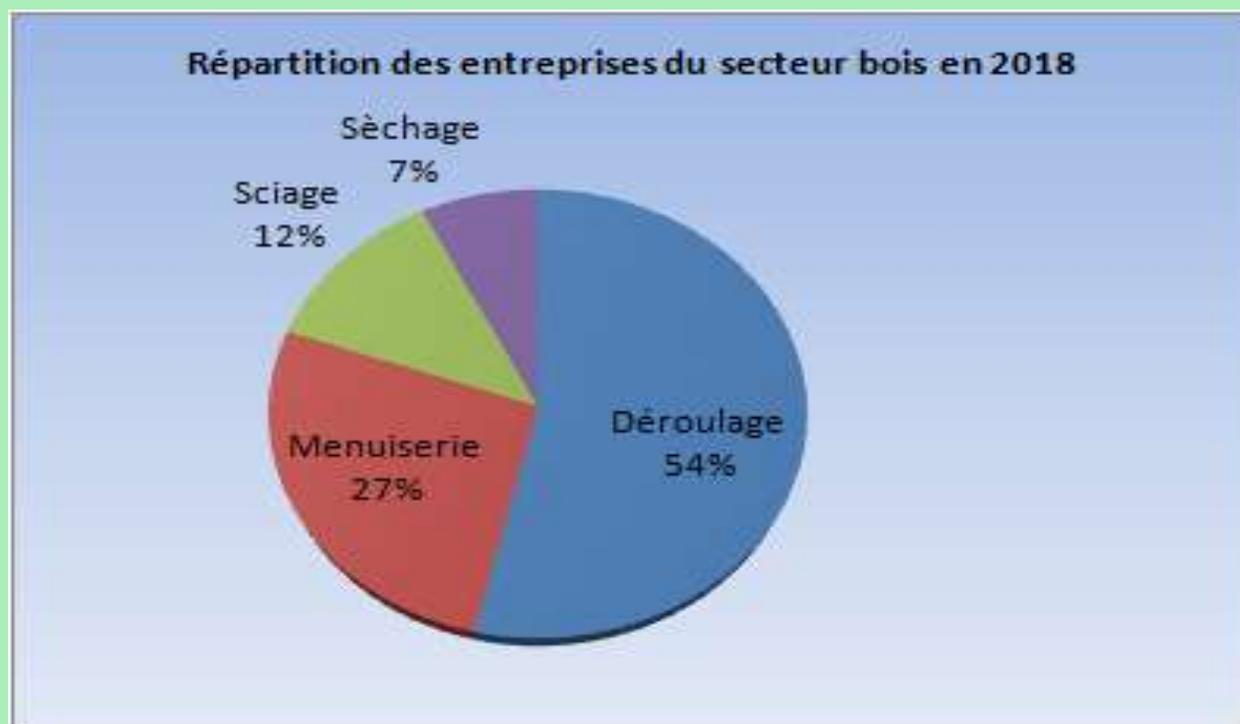
Répartition des entreprises par secteur :

En 2018, 84% des entreprises créées ont été classées le secteur bois, alors que ce même secteur ne représentait que 76% des créations d'entreprises en 2017. Cela est conforme à la vocation première de cette zone, dédiée prioritairement à l'industrie du bois, même si elle accueille d'autres activités.



Répartition des entreprises de la filière bois par segment:

Au cours de l'année 2018, parmi les entreprises recensées dans la filière bois, 54% relèvent du segment déroulage, 27% exercent dans la menuiserie, 12% le sciage et 7% le séchage. On assiste à une montée en puissance des unités consacrées à la menuiserie, alors qu'aucune n'était présente en 2017. On note dans le même temps un accroissement du nombre d'unités de placage.



Les performances industrielles

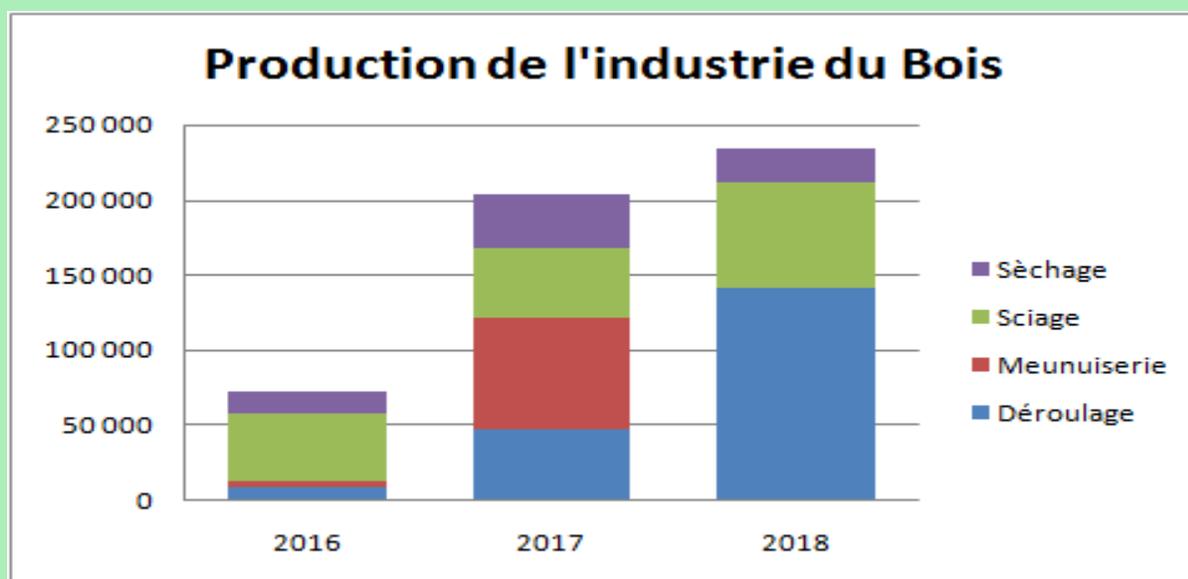
L'évolution de l'activité des industries du bois

Entre 2016 et 2018, la production de l'industrie du bois est restée croissance. Ainsi, les volumes ont augmenté de 14,4% à 233 695 m³ en 2018 contre 204 361 m³ en 2017. Cette hausse s'explique par les performances des différents segments :

- la production des unités de sciage a progressé de 51% à 69 517 m³ ;
- les entreprises du segment déroulage ont produit 142 112 m³, en hausse de 196,5% ;
- le séchage par contre a accusé un retrait de 39,4% du volume de bois traité.

En 2018, la production de l'industrie du bois réalisée dans la zone de Nkok a représenté environ 23,2% de la production globale de l'industrie du bois au niveau national, contre 24,1% en 2017.

Il convient de souligner que malgré l'existence de la ZERP de Nkok, de nombreuses sociétés majors du secteur bois ont choisi de continuer à évoluer en dehors de cette zone. Il s'agit notamment de Rougier, Precious Woods, Cora Wood, BSG, SFIK, voire SEEF. Pour autant, de nouvelles unités s'y implantent chaque année, avec une majorité d'entreprises du secteur bois.



Les autres industries

Les autres industries sont composées de sidérurgie, chaudronnerie, gaz industriels, fonderie et la production de l'eau minérale.

Sur la période sous revue, l'activité des autres industries de transformation a légèrement fléchi dans la ZERP de Nkok. L'activité a été plombée par la contreperformance enregistrée au niveau de la chaudronnerie et la fonderie. En effet, l'industrie de la chaudronnerie a subi les difficultés liées à la faible compétitivité et la mise en application de la taxe d'entrée sur le territoire national

A contrario, les autres segments sont restés stables. Pour sa part, la production d'eau minérale a très fortement progressé.

Les performances commerciales.

Les ventes réalisées par les entités exerçant dans la ZERP de Nkok ont été en constante progression depuis 2016. Le chiffre d'affaires généré s'est établi à 128,8 milliards de FCFA en 2018 contre 111,8 milliards en 2017 soit une hausse de 15,1%.

CA en milliards de FCFA	2016	2017	2018	var 17/16	var 18/17
Industrie du Bois	20,724	43,817	59,597	111,4%	36,0%
Autres industries	59,931	68,017	69,174	13,5%	1,7%
Total	80,655	111,834	128,771	38,7%	15,1%

La quasi-stagnation des performances des autres industries s'explique en partie par l'entrée en vigueur des exigences fiscales impactant les ventes sur le territoire national qui ne bénéficient plus de l'exonération. Cette évolution a concerné essentiellement les activités de chaudronnerie (fabrication de fers à béton).

Les industries du bois ont par contre poursuivi leur progression, avec une hausse de 36% du chiffre d'affaires, leurs ventes étant essentiellement orientées à l'exportation. Avec un chiffre d'affaires de 59,6 milliards, les ventes des industries de bois de Nkok ont représenté environ 26% des ventes globales du secteur en 2018 contre 22,7% en 2017.

Evolution des efforts d'investissement

Les travaux d'aménagement de la ZERP de Nkok ont démarré en 2010. La livraison des premiers lots exploitables pour les investisseurs a eu lieu en 2014. Néanmoins, l'effort d'investissement en aménagement et équipement s'est poursuivi sur le site en vue d'améliorer les conditions d'exercice et la sécurité des entreprises installées.

De 2010 à 2018, GSEZ a réalisé des investissements cumulés d'environ 740 millions de dollars US. Ces investissements concernent divers lots, dont le terrassement, l'aménagement de plusieurs kilomètres des voiries, la réalisation d'un système d'autonomie pour son approvisionnement en eau et en électricité. La zone dispose ainsi de forages et d'une connexion directe à la centrale électrique d'Alénakiri. Elle dispose également d'une station fonctionnant à base des déchets de bois afin de palier, en cas de besoin, la baisse de tension de l'électricité venant d'Alénakiri. Elle dispose également d'une caserne de plombiers pour prévenir les risques d'incendies. Elle dispose également d'un quai aménagé pour les barges pouvant relier directement le port d'Owendo par voie d'eau.

De 2015 à 2018, les clients ont réalisé des investissements cumulés pour environ 580 millions de dollars US à travers la construction et l'équipement des usines, majoritairement dans l'industrie du bois. Globalement, l'érection de la ZERP de Nkok a permis de drainer des Investissements directs cumulés pour un montant qui avoisine les 700 milliards de FCFA. Les entreprises implantées à Nkok viennent de divers pays dont l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la France, le Cameroun, le Mali, le Benin, l'Inde, la Malaisie et la Chine.

Les investissements :

DESIGNATION	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	CUMUL
GSEZ (Millions de USD)	89,69	98,52	100	68,31	79,69	74,57	42,41	70,7	116,62	740,51
Investisseurs (Millions de USD)						120	80	180	200	580
TOTAL	89,69	98,52	100	68,31	79,69	194,57	122,41	250,7	316,62	1320,51

L'emploi

La forte progression des activités développées sur la ZERP de Nkok s'est traduite par des créations d'emplois dans divers métiers touchant à l'industrie du bois et d'autres industries. En 2018, l'activité économique déployée sur la zone de Nkok a généré environ 3600 postes tous secteurs confondus, en intégrant les sous-traitants. Ce chiffre montre une forte progression de l'effectif d'agents dans la zone puisque ce chiffre était de 2415 en 2017 après 1010 agents en 2016.

II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage (Sogara) est l'opérateur unique de la branche. Elle a connu un nouveau tassement de son activité en 2018.

Le brut traité

En 2018, la raffinerie de pétrole a enregistré une baisse de 4,4% du volume de brut traité qui s'est établi à 759 391 tonnes métriques. Cette évolution est imputable aux arrêts techniques liés à l'obsolescence de l'outil de production et les problèmes d'approvisionnement en brut dès le deuxième semestre 2018, en lien avec les difficultés financières de l'entreprise.

Cependant, afin de combler le déficit et satisfaire la demande locale, les importations des produits pétroliers (gasoil, butane, essence et kérosène) ont été réalisées par Gabon Oil Marketing (GOM) pour un volume de 408 157 tonnes métriques contre 254 432 tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 60,4%.

Evolution de l'activité

en tonnes métriques	2016	2017	2018	18/17
Total brut traité	1 007 568	794 429	759 391	-4,4%
Total Importations	178 696	254 432	408 157	60,4%

Sources: Sogara, DGH

La commercialisation

Sur le plan commercial, les ventes des principaux produits pétroliers raffinés sur les marchés domestiques et extérieurs ont globalement régressé en 2018, à l'exception du turbine fuel 1, du kérosène à l'export et du super qui ont enregistré de fortes hausses (respectivement +151,5%, +29,6% et 10,3%).

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 9,7% à 241,6 milliards de FCFA, en liaison avec la bonne tenue des exportations du kérosène et de turbine fuel 1 et la hausse des prix moyens sur le marché.

Evolution des ventes de Sogara

	2016	2017	2018	18/17
Marché intérieur				
Butane (TM)	40 012	26 592	7 691	-71,1%
Super m ³)	74 010	31 768	35 029	10,3%
Pétrole lampant (m ³)	24 125	17 501	6 611	-62,2%
Turbine fuel 1 (m ³)	48 809	13 408	33 727	151,5%
Gasol moteur (m ³)	397 107	268 163	219 697	-18,1%
Marché Export				
Turbine fuel 1 (m ³)	5 006	5 512	19 400	252,0%
Kéro moins (TM)	-	17 125	22 194	29,6%
Résidu atmosphérique (RAT)	570 688	459 470	412 602	-10,2%
CHIFFRE D'AFFAIRES	246 868	220 215	241 646	9,7%
Chiffre d'affaires intérieur (millions de FCFA)	170 662	129 606	132 683	2,4%
Chiffre d'affaires export (millions de FCFA)	76 206	90 609	108 963	20,3%

Source: Sogara

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

La situation de l'emploi dans la structure s'est caractérisée par une légère diminution (-1%) des effectifs en 2018 à 310 agents permanents pour une masse salariale de 10,43 milliards de FCFA en hausse de 5,9% par rapport à 2017. Les difficultés financières auxquelles la société est confrontée ont induit une forte chute des investissements (-71,4%) qui se sont établis à 3,9 milliards de FCFA.

Evolution des effectifs et de la masse salariale

en millions de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Investissements (millions de FCFA)	2 102	13 617	3 894	-71,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	9 531	9 845	10 430	5,9%
Effectifs	254	313	310	-1,0%

Source : Sogara

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

L'activité de production et de distribution de l'eau potable et de l'électricité a très peu évolué en 2018, compte tenu de la faiblesse des investissements consacrés à l'augmentation des capacités de production. L'activité et les investissements ont été impactés par la fin du contrat de concession, les impayés de l'Etat, la réquisition de l'entreprise par l'Etat et le redressement fiscal de 2017.

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2016	2017	2018	18/17
Abonnements (nombre)				
Electricité	316 168	345 800	366 559	6,0%
Eau	175 421	186 787	200 692	7,4%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 561	2 328	2 333	0,2%
Production SEEG	1 980	1 870	1 823	-2,5%
Achats d'électricité (Télémenia)	581	458	511	11,5%
Eau (en millions de m ³)	116	116,7	116,4	-0,3%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 806	1 703	1 710	0,4%
<i>Moyenne tension</i>	613	610,8	614,9	0,7%
<i>Basse tension</i>	1 193	1 092	1 095	0,3%
Eau (en millions de m ³)	69	62,6	62	-1,0%
Chiffre d'affaires total (en milliards de FCFA)	209,3	219,2	230,2	5,0%
Electricité	172,1	165,2	172,1	4,2%
Eau	26,6	23,5	23,6	0,4%
Prestations	6,3	6,6	8,0	21,2%
Autres (SP)	4,3	23,9	26,5	10,9%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	73,0	64,5	40,9	-36,6%
Investissements (en milliards de FCFA)	24,0	13,9	8,9	-36,1%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	27,0	32,8	33,5	2,1%
Effectifs (agents permanents)	1 982	1 973	1 982	0,5%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine (SP)

II.5.4.1 L'électricité

L'électricité produite a deux sources :

- hydraulique (Kinguélé, Tchimbélé, Poubara, Bongolo, etc.), représentant environ 40% de l'énergie électrique;
- thermique (gasoil et gaz).

En 2018, la production nette d'électricité a très peu évolué (+0,2%) à 2 333 millions de kWh contre 2 327,6 millions de kWh en 2017, soutenue par les achats d'électricité à la Société de Patrimoine (510,5 Gwh) qui ont compensé le repli de la production de la SEEG.

Dans le même temps, les volumes facturés hors cession sont passés à 1 710 millions de kwh en 2018 contre 1 703 Kwh en 2017, en liaison avec la consommation des clients industriels et des ménages. De même, le nombre d'abonnés en électricité a augmenté de 6% à 366 559 clients.

II.5.4.2 L'eau

La production nette de l'eau potable a baissé de 0,3% pour se situer à 116,4 millions de m³ en 2018 contre 116,7 millions de m³ un an auparavant. Cette situation s'explique essentiellement par l'arrêt de certains forages à Ntoum. Sur le plan commercial, le volume des ventes hors cession a reculé de 1,1% à 62 millions de m³ sur la période sous revue, en raison de nombreuses pertes enregistrées sur le réseau de distribution et des fraudes des clients.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires global généré par les volumes vendus d'électricité et d'eau potable a progressé de 5% à 230,2 milliards de FCFA en 2018, soutenu par la hausse du nombre d'abonnés et le relèvement des tarifs moyens du kwh et du m³.

Au titre des investissements, la société a procédé au renforcement de l'outil de production (installation de nouveaux compteurs, pose de canalisations, etc.), pour un montant total de 8,9 milliards de FCFA en 2018.

Dans le même temps, les effectifs ont légèrement progressé (+0,5%) à 1 982 agents, pour une masse salariale en hausse de 2,1% à 33,5 milliards de FCFA.

II.5.5 Les Autres Industries de Transformation

II.5.5.1 La chimie

La chimie comprend les sous-branches gaz industriels, industrie du matelas, désinfectants et papier à base d'ouate de cellulose.

En 2018, la production des industries chimiques a pâti de la contraction de la demande domestique, en liaison avec la baisse de l'activité dans les secteurs pétroliers et BTP, mais également des difficultés dans l'approvisionnement en intrants et de la concurrence des produits importés.

Par contre, sur le plan commercial, les performances se sont légèrement améliorées. Ainsi, le chiffre d'affaires est en hausse de 7,3% à 18,1 milliards de FCFA, en raison d'une politique commerciale plus offensive et la hausse de lademande engaz des usines de Comilog. Les effectifs sont légèrement en hausse de 1,8% à 286 salariés. Parallèlement, les investissements ont connu une hausse exponentielle et ont été orientés dans la construction des bâtiments et l'achat des nouveaux équipements.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2016	2017	2018	18/17
Productions				
- Peintures (tonnes)	4 544	3 667	3 321	-9,4%
- Gaz industriels (m ³)	515 013	701 080	477 599	-31,9%
- Lubrifiants (tonnes)	3 202	2 803	3 006	7,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 853	16 856	18 081	7,3%
Investissements (millions de FCFA)	341	39	326	735,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 796	2 627	2 217	-15,6%
Effectifs (nombre d'agents)	335	281	286	1,8%

Sources : Chimie Gabon, PPG, Air Liquide, Pizolub, Satoga, Mousse Industrie, Chimitechnic

Les peintures

En 2018, la branche des peintures a affiché des résultats négatifs. En effet, la production a baissé de 9,4% pour s'établir à 3 321 tonnes, suite au repli des commandes des principaux clients industriels (BTP et sociétés pétrolières).

Les gaz industriels

La production consolidée de la branche gaz industriel a chuté de 31,9% à 477 599 m³ en 2018 contre 701 080 m³ en 2017, suite à la contraction des commandes dans les secteurs pétrolier et agro-alimentaire.

Les lubrifiants

La production de lubrifiants est en hausse de 7,2% à 3 006 tonnes en 2018. Cette évolution est principalement due à la diversification de la clientèle, notamment les PME.

II.5.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction sont constitués de la production du ciment et d'extraction de sable. Au cours de l'année 2018, la branche des matériaux de construction a enregistré des performances en forte augmentation par rapport à 2017. En effet, la production a progressé de 42,7% à 487 011 tonnes. De même, les volumes de ciment vendus principalement sur le marché local ont augmenté de 43,6% à 488 324 tonnes. La consolidation des performances de CIMAF et la reprise d'activité de Cimgabon ont fortement contribué à booster la production, dans un contexte marqué par un meilleur approvisionnement de l'usine en clinker, dont les importations ont progressé de 15,8%. Ces progrès ont également été favorisés par la suspension des importations de ciment sur décision du Gouvernement depuis juillet 2017.

Par contre, la branche extraction de sable a enregistré un tassement de son activité en 2018. Ainsi, la production de sable a chuté de 71,5% à 117 000 m³, en raison du non renouvellement du permis d'autorisation d'extraction, mais également de la forte concurrence du secteur informel.

Sur le plan commercial, la bonne tenue des ventes des matériaux de construction a induit une hausse du chiffre d'affaires de 16,8% à 35,3 milliards de FCFA en 2018.

En matière d'emploi, les effectifs ont diminué de 9,6% à 189 agents en 2018 consécutivement à la restructuration de Cimgabon, occasionnant une masse salariale de 1,6 milliard de FCFA.

Evolution des matériaux de construction

Production (tonnes)	2016	2017	2018	18/17
Ciment	356 461	341 352	487 010	42,7%
Sable (m ³)	764 000	410 000	117 000	-71,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	34 773	30 205	35 294	16,8%
Investissements (millions de FCFA)	25 230	327	216	-33,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 272	1 448	1 646	13,7%
Effectifs (nombre d'agents)	227	209	189	-9,6%

Sources : CIMAF, Cimgabon, Sablière d'Owendo

II.5.5.3. La seconde transformation des métaux

L'activité de la seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la construction navale, la charpente métallique, la mécanique et la fabrication des tôles en aluminium. Le recyclage des métaux et la fonderie permettent la transformation à chaud des aciers pour produire du fer à béton, vendu sur le marché national et international, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium, des granulés plastiques et de bronze.

En 2018, la seconde transformation des métaux s'est caractérisée globalement par de bonnes performances. En effet, la production totale a progressé de 14,3% pour se situer à 15 908 tonnes, suite au raffermisssement de l'activité des unités de fonderie installées dans la zone de Nkok (fer à béton et lingots de cuivre, de plomb et d'aluminium). De même, la production de batteries pour véhicules a augmenté de 2,9% à 962 unités. Toutefois, il faut noter les contreperformances réalisées dans la production des tôles du fait de la contraction de la demande des principaux clients (sociétés de construction, quincailleries et ménages).

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 8,5% en 2018 pour un montant de 74 milliards de FCFA, soutenu par la bonne tenue des exportations de lingots d'aluminium et de cuivre. Les investissements ont reculé de 18,2% en 2018 et ont servi au renouvellement des équipements et à l'amélioration de la productivité.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2016	2017	2018	18/17
Production (tonnes)	16 011	13 921	15 908	14,3%
Tôles	3 135	1 913	1 555	-18,7%
Fers à béton	9 263	7 808	9 759	25,0%
Lingots (cuivre, plomb, aluminium)	3 613	4 200	4 594	9,4%
Batteries d'automobile (unités)	300	935	962	2,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	60 742	68 259	74 031	8,5%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	7 393	7 239	8 241	13,8%
Investissements (millions de FCFA)	12 914	6 935	5 671	-18,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 490	3 887	3 571	-8,1%
Effectifs (nombre d'agents)	305	205	162	-21,0%

Sources: Sotralga, Acieries du Gabon, Friedlander, Comerg, Hai Sheng, CDG, Metalco, Sogametal, Africa Alloys

II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

La morosité de l'activité des BTP s'est poursuivie au cours de l'année 2018, en raison du ralentissement ou de l'arrêt de certains chantiers de l'Etat, suite aux retards de paiements. Ainsi, la production consolidée a reculé de 35,5% pour un montant de 116,3 milliards de FCFA sur la période sous revue. Elle a été plombée par le segment bâtiment génie-civil qui a subi un fort ralentissement dans l'exécution des chantiers et la baisse de commandes.

Cependant, le segment «pose de ligne d'eau, électricité et téléphone» a progressé de 8,7%. Cette embellie a découlé principalement de la signature de nouveaux contrats, notamment celui lié à la pose de 500 lampadaires dans de nombreuses localités.

Dans le même temps, la valeur ajoutée du secteur a décliné de 55,7% en raison de l'alourdissement des charges d'exploitation. Par ailleurs, les tensions de trésorerie observées dans la plupart des entreprises ont entraîné un effondrement des investissements à hauteur de 80,1%.

Dans ces conditions, les effectifs et la masse salariale ont suivi la même tendance (-21,3% et -5,6% respectivement) et ce, malgré le regain d'activité au dernier trimestre induit par la signature de nouveaux contrats.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Production vendue	276 718	180 361	116 296	-35,5%
- Bâtiment-génie-civil	253 117	164 518	99 081	-39,8%
- Lignes eau, électricité, téléphone	23 601	15 843	17 214	8,7%
Valeur ajoutée	43 204	33 963	15 033	-55,7%
Investissements	61 193	72 923	14 543	-80,1%
Masse salariale	29 692	27 033	25 507	-5,6%
Effectifs permanents	5 139	4 348	3 424	-21,3%

Sources: SocobaEdtpl, Colas Gabon, Sinohydro, Mika Services, Sobeas, Acciona, Cgpr, Groa, Cetex, Lnbtg, SocoTp, Csecc, Nuez et Fils, Crbc, Sogafric Services, Seteg, ETE, Faco Construction, Gtab, Conduril, Cdceg, JB Engineering, ETE et Corail BTP

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports compte quatre branches, représentant les différents moyens de transport les plus courants. Il s'agit du:

- transport ferroviaire ;
- transport aérien ;
- transport maritime et fluvial ;
- transport terrestre.

Les auxiliaires de transport viennent en complément des opérateurs œuvrant dans les branches citées ci-dessus. Ces auxiliaires sont des partenaires spécialisés dans l'organisation du transport de marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires en douane, etc.).

II.7.1 Le transport ferroviaire

Les résultats du transport ferroviaire ont globalement été mitigés en 2018. En effet, en raison de nombreux déraillements enregistrés (ruptures de rails) et de la présence de nombreuses zones instables sur la ligne, le volume total de marchandises acheminées par rail s'est établi à 5,8 millions de tonnes, en légère baisse (-0,5%) par rapport à 2017. Néanmoins, la bonne tenue du trafic de grumes(10,4%) et des autres marchandises(3,1%) a permis d'atténuer la perte enregistrée au niveau du transport de manganèse et des produits pétroliers.

En revanche, le nombre de passagers transportés a affiché une hausse de 2% à 328 222 clients, attribuable à la forte demande pendant la période des élections locales et législatives.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

(en tonnes)	2016	2017	2018	18/17
Total marchandises transportées	4 245 112	5 866 173	5 838 238	-0,5%
Grumes	375 603	404 977	447 248	10,4%
Bois débités	37 895	51 956	30 360	-41,6%
Manganèse	3 411 479	5 000 488	4 945 928	-1,1%
Produits pétroliers	50 740	63 924	59 159	-7,5%
Autres marchandises	369 395	344 828	355 543	3,1%
Passagers (en nombre)	278 316	321 705	328 222	2,0%

Source : Setrag

Sur le plan financier, le transport de personnes et de marchandises a généré un chiffre d'affaires de 77,1 milliards de FCFA contre 67 milliards en 2017, soit une hausse de 15,1%. Parallèlement, les investissements se sont accrus de 11,6% pour un montant de 31,9 milliards de FCFA, orientés principalement vers la poursuite des travaux de réfection de la voie.

Evolution des performances du transport ferroviaire

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	57,0	67,0	77,1	15,1%
Valeur ajoutée	32,0	36,3	39,9	9,7%
Masse salariale	18,7	18,7	15,4	-17,3%
Investissements	18,0	28,6	31,9	11,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 110	1 032	1 150	11,4%

Source: Setrag

III.7.2 le transport aérien

L'année 2018 a été marquée par la poursuite de la morosité de l'activité du transport aérien au regard des principaux indicateurs. Ainsi, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 10,5% et le nombre de passagers de 3,2%. Le volume de fret s'est par contre apprécié de 4,3%.

Evolution de l'activité aérienne

	2016	2017	2018	18/17
Mouvements avions commerciaux	21 510	23 500	21 034	-10,5%
- réseau domestique	10 369	10 993	9 722	-11,6%
- réseau international	11 141	12 507	11 312	-9,6%
Nombre passagers	855 145	815 938	789 514	-3,2%
- vols domestiques	228 489	192 363	181 936	-5,4%
- vols internationaux	488 769	500 231	508 846	1,7%
- en transit	137 887	123 344	98 732	-20,0%
Volume du fret (tonnes)	13 686	12 220	12 742	4,3%
- réseau domestique	796	580	617	6,4%
- réseau international	12 890	11 640	12 125	4,2%

Source: Aéroport de Libreville (ADL)

II.7.2.1 Le trafic aérien national

Les mouvements commerciaux des avions au niveau du trafic aérien national ont baissé de 11,6% à 9 722 vols en 2018 contre 10 993 en 2017. Une situation justifiée par la suspension provisoire de la NRT, la faillite d'Afric Aviation. Dans ce contexte, le nombre de passagers transportés a affiché une baisse de 5,4%, alors que le volume de fret s'est affermi de 6,4% grâce aux efforts de Solenta Aviation.

II.7.2.2 Le trafic aérien international

Au niveau international, l'arrêt des dessertes de South Africa Airways et les difficultés de Transair Congo ont induit un repli de 9,6% des mouvements commerciaux des avions. Cependant, le nombre de passagers et le volume de fret ont progressé de 1,7% et 4,2% respectivement, grâce à la bonne tenue du trafic d'Air France, d'Allied Air Limited et de Corex.

II. 7.2.3 L'activité des compagnies aériennes

Malgré la tendance baissière observée au niveau des mouvements des avions et du nombre des passagers transportés, le secteur aérien s'est caractérisé par une hausse de 40% du chiffre d'affaires qui a atteint 67,4 milliards de FCFA. Une tendance justifiée par la relance de l'activité pétrolière, la diversification des activités de certaines entreprises et la révision des grilles tarifaires.

Evolution des performances du transport aérien

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	44,94	48,15	67,42	40,0%
Masse salariale	1,71	2,1	2,24	6,7%
Effectifs (nombre d'agents)	218	139	130	-6,5%

Sources : Air France, Solenta, Heli-Union

II.7.3Le transport maritime et fluvial

II.7.3.1 Le transport maritime

En 2018, le transport maritime a présenté des résultats positifs dans son ensemble. Par conséquent, le chiffre d'affaires consolidé s'est raffermi de 32,5% à 45,3 milliards de FCFA. Ce regain d'activité au niveau du transport maritime est expliqué par l'intensification des flux portuaires. A l'inverse, la valeur ajoutée et les investissements ont régressé respectivement de 32,5% et 8% durant la même période.

Evolution des performances du transport maritime

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	77,47	34,2	45,3	32,5%
Valeur ajoutée	18,64	14,9	10,06	-32,5%
Investissements	20,93	13,7	12,6	-8,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1449	810	598	-26,2%

Sources: MCTT, Peschaud, Maersk, Msc, Cma Cgm, Bollor

II.7.3.2 Les activités portuaires

Les activités portuaires étant tributaires de la conjoncture, la reprise de l'économie nationale a contribué à l'amélioration des indicateurs dans les différents ports en 2018. En effet, les mouvements de bateaux se sont accrus de 6%. De même, le volume global de marchandises manipulées dans les différents ports a augmenté de 11,9% pour se situer à 11,6 millions de tonnes en 2018 contre 10,3 millions en 2017. Ce résultat est lié à la bonne tenue des mines et des industries du bois, ainsi qu'à la mise en service des ports de GsezOlam.

Bilan activité portuaire

(en tonnes)	2016	2017	2018	18/17
Mouvements des bateaux (nombre)	1 683	1 729	1 832	6,0%
Volume total de marchandises	9 497 684	10 338 784	11 572 956	11,9%
Bois débités	450 730	414 914	529 593	27,6%
Manganèse	3 060 503	6 355 486	7 421 783	16,8%
Autres marchandises	5 986 451	3 568 384	3 621 580	1,5%

Sources: Port d'Owendo, Port de Port-Gentil, Port Mole et le Ports Cargo & minéralier d'Olam

Le port d'Owendo

En 2018, les mouvements des bateaux ont progressé de 31,9% à 1 008 rotations sur le port d'Owendo. De même, le volume global de marchandises manipulées s'est établi à 7,9 millions de tonnes, en hausse de 20,6% par rapport à 2017, en raison de la bonne tenue de tous les produits.

Néanmoins, l'activité dans cette zone a été perturbée par les travaux de dragage réalisés pendant près de deux mois (quatrième trimestre), empêchant l'accueil des navires au-delà d'un certain volume. En effet, suite au phénomène d'envasement de la zone portuaire, les bateaux d'un tirant d'eau supérieur à 10 m ne pouvaient pas y accoster.

Evolution de l'activité du port d'Owendo

(en tonnes)	2016	2017	2018	18/17
Mouvements des bateaux (nombre)	584	764	1008	31,9%
Volume total de marchandises	5 393 525	6 562 270	7 914 860	20,6%
Bois débités	377 169	317 919	448 725	41,1%
Manganèse	3 060 503	5 269 410	5 821 783	10,5%
Autres marchandises	1 955 853	974 941	1 644 352	68,7%

Source : Oprag

Le port de Port-Gentil

L'activité du port de Port-Gentil s'est caractérisée par des contreperformances en 2018. Ainsi, malgré la hausse des mouvements de bateaux de 13,6% à 134 rotations, le volume global de marchandises manipulées a chuté de 28,3% pour se situer à 205 355 tonnes contre 286 251 tonnes en 2017, en raison du repli des expéditions de bois débités et des autres marchandises.

Evolution de l'activité au port de Port-Gentil

(en tonnes)	2016	2017	2018	18/17
Mouvements des bateaux (nombre)	168	118	134	13,6%
Volume total de marchandises	405 956	286 251	205 355	-28,3%
Bois débités	73 561	96 995	80 868	-16,6%
Autres marchandises	332 395	189 256	124 487	-34,2%

Source: OPRAG

Le port Môle

L'activité consolidée entre le port môle et des Beachs de Libreville (Barracuda et Acae pour le transport du sable et gravier) a été morose en 2018. En effet, les mouvements des bateaux et le volume global des marchandises ont fléchi respectivement de 26,8% et de 56,7% pour s'établir à 575 mouvements et 769 241 tonnes.

Evolution de l'activité au port Môle

(en tonnes)	2016	2017	2018	18/17
Mouvements des bateaux (nombre)	931	786	575	-26,8%
Volume total de marchandises(en tonnes)	3 698 203	1 776 435	769 241	-56,7%
Poissons	1 058	5 390	5 212	-3,3%
Autres marchandises	3 697 145	1 771 045	764 029	-56,9%
Nombre de passagers	11 454	10 800	10 800	0,0%

Source: OPRAG

Ports cargo et minéralier d'Olam

En 2018, les performances réalisées au niveau des ports minéraliers et cargo de GsezOlam Gabon montrent un regain d'activité avec une forte hausse des mouvements de bateaux (+88,5%) à 115

rotations en 2018. Parallèlement, le volume global de marchandises manipulées a progressé de 56,6% pour atteindre près de 2,7 millions de tonnes en 2018.

Evolution de l'activité aux ports cargo et minéralier d'Olam

(en tonnes)	2017	2018	18/17
Mouvements des bateaux (nombre)	61	115	88,5%
Volume de marchandises (en tonnes)	1 713 828	2 683 500	56,6%
Manganèse CITIC	837 156	1 000 000	19,5%
Manganèse de NGM	248 920	600 000	141,0%
Clinker de CIMAF	397 752	600 000	50,8%
Autres marchandises	230 000	483 500	110,2%

Source : Gsez Cargo Port & Gsez MT Port

II.7.4 Le transport terrestre

La branche du transport terrestre regroupe le transport de personnes en zones urbaine, péri urbaine, interurbaine, ainsi que l'acheminement de marchandises.

L'activité dans cette branche a été mitigée en 2018 au regard de l'évolution des indicateurs. En effet, le chiffre d'affaires s'est établi à 9,5 milliards de FCFA contre 9,45 milliards en 2017, soit une hausse de 0,8%, suite à la bonne tenue de l'activité de transport de marchandises. Par contre, la valeur ajoutée, les effectifs et la masse salariale ont baissé au cours de la même période.

Evolution de l'activité du transport terrestre

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	8,09	9,45	9,53	0,8%
Valeur ajoutée	1,19	8,05	7,23	-10,2%
Masse salariale		8,37	7,95	-5,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 435	1 349	1 329	-1,5%

Sources : Sogatra, Transform's Transporteur voyage, Major transport

II.7.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est focalisée sur les différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique maritime.

En 2018, les auxiliaires de transport ont enregistré une embellie de leur activité. En effet, le chiffre d'affaires de la branche a progressé de 29,6% à 106,6 milliards de FCFA. Cette évolution est

attribuable à l'accroissement du trafic avec l'entrée de nouveaux clients dans le domaine portuaire. A cela s'ajoute l'obtention de nouveaux contrats grâce à la reprise de l'activité pétrolière.

Dans le même temps, les auxiliaires de transport ont réalisé un niveau d'investissements de 104 milliards de FCFA au cours de l'année 2018, avec l'acquisition d'un nouveau quai auprès de GSEZ Port. Les effectifs ont suivi la même tendance en affichant une augmentation de 7%.

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	75,9	82,3	106,6	29,6%
Valeur ajoutée	30,3	46,0	49,6	7,8%
Masse salariale	19,6	27,1	25,7	-5,1%
Investissements	4,2	5,7	104,0	1724,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 281	1 156	1 237	7,0%

Sources : BTL, SAGA, SNAT, DPS, OCT, GPM, ADL, HPG, MCTT, PESCHAUD, EURAFRIQUE

II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans:

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet;
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres;
- l'acheminement du courrier express;
- la téléphonie mobile et filaire;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

En 2018, l'activité du secteur des télécommunications a affiché de bonnes performances. En effet, le nombre total d'abonnés au téléphone s'est consolidé à 3 millions de personnes, en hausse de 11,8% grâce au dynamisme des entreprises de la téléphonie mobile. Parallèlement, les abonnés à internet GSM ont progressé de 27% pour se situer à 2,2 millions de personnes en raison de la poursuite des efforts de connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G.

Evolution du nombre d'abonnés

	2016	2017	2018	18/17
Téléphone ordinaire	18 866	21 235	21 878	3,0%
Téléphone cellulaire	2 684 517	2 663 254	2 979 618	11,9%
Total abonnés téléphone	2 703 383	2 684 489	3 001 496	11,8%
Nombre abonnés Internet				
Nombre abonnés ADSL	12 768	16 187	16 857	4,1%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	1 526 163	1 761 403	2 236 383	27,0%
Total abonnés Internet	1 538 931	1 777 590	2 253 240	26,8%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, Airtel Gabon

Dans un contexte marqué par la concentration du marché entre le groupe Gabon Télécom-Libertis et Airtel Gabon, en raison de la baisse des tarifs lié au déploiement de la fibre optique et des offres promotionnelles, le chiffre d'affaires a progressé de 0,9% à 206,3 milliards de FCFA.

Evolution des performances du secteur courriers et télécommunications

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	219,2	204,5	206,3	0,9%
Valeur ajoutée	91,6	100,5	85,8	-14,6%
Masse salariale	24,9	23,2	21,1	-9,1%
Effectifs (nombre d'agents)	715	704	696	-1,1%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, Airtel Gabon

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce est composé de l'ensemble des entreprises spécialisées dans le négoce. Il compte cinq branches :

- le commerce général structuré, qui concerne une gamme élargie de produits, à savoir: l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques;
- le commerce des véhicules, représenté par les concessionnaires agréés, regroupés au sein de l'Union des représentants des automobiles industriels (URAI) ;
- le commerce des produits pétroliers, assuré par le groupe des professionnels pétroliers (G.P.P) ;
- le commerce des produits pharmaceutiques, exercé par Pharmagabon et Ubipharm Gabon qui distribuent les produits pharmaceutiques à l'ensemble des pharmacies sur le territoire national ainsi que les organismes publics (CNSS) ;
- la distribution des ouvrages et périodiques.

En 2018, le secteur commerce a enregistré un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 2,6% pour s'établir à 1 043,7 milliards FCFA. Ce raffermissement s'explique par la reprise timide de l'activité économique dans certaines branches. C'est le cas notamment de la vente des produits pétroliers qui a affiché une tendance haussière en lien avec la montée en gamme de l'offre des lubrifiants, assortie

d'un repositionnement sur le marché pour certaines sociétés ; pour d'autres, cette bonne tenue repose sur l'amélioration du dispositif de contrôle interne.

Les investissements, la masse salariale et les effectifs suivent la même tendance et augmentent respectivement de 1,1%, 3,7% et 1,2%.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	1 036,0	1 016,9	1 043,7	2,6%
Valeur ajoutée	129,3	167,4	115,8	-30,8%
Investissements	24,2	43,2	43,7	1,1%
Masse salariale	37,7	53,9	55,9	3,7%
Effectifs (nombre d'agents)	6 150	5 849	5 917	1,2%

Source : L'échantillon d'entreprises du secteur commerce

II.9.1 Le commerce général structuré

En 2018, le commerce général structuré a enregistré un recul de 5,9% de son chiffre d'affaires qui s'est établi à 462,5 milliards FCFA. La branche a pâti une nouvelle fois du contexte économique national qui a affecté la demande domestique.

La valeur ajoutée s'est contractée de 5% pour s'établir à 59,6 milliards de FCFA. Les investissements, quant à eux, ont progressé de 1,8% à 5,7 milliards de FCFA et ont porté sur l'acquisition des équipements et la réfection des bâtiments.

Les effectifs ont augmenté de 2,3% et la masse salariale de 1,4%, du fait du paiement de bonus exceptionnels en guise d'encouragements à certains agents.

Evolution du commerce général structuré

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	542,7	491,3	462,5	-5,9%
Valeur ajoutée	79,7	62,8	59,6	-5,0%
Investissements	10,4	5,6	5,7	1,8%
Masse salariale	19,4	36,9	37,4	1,4%
Effectifs (nombre d'agents)	4 839	4 590	4 696	2,3%

Source : Ceca-Gadis, Bernabe Gabon, Bati-Plus, HMD, Nestlé Gabon, Cedicom, Sipagel, Gipa, Centre Affaires, Les Matériaux Réunis, Diesel Gabon, Bricorama, Gabon Meca, Royal Plaza, APC, Electra, Mbolu, San, Davum, CGE, Prix Import, Gabonaise de Chimie.

II.9.2 Le commerce des véhicules

Le marché national de l'automobile est marqué en 2018 par des résultats mitigés. En effet, le nombre de véhicules neufs vendus a connu une augmentation de 11,4% à 2 521 unités. Cependant, le ralentissement de l'activité économique, la contraction du marché des véhicules neufs depuis déjà 5ans et le dynamisme des opérateurs de la branche des véhicules d'occasion ont conduit les

concessionnaires de véhicules neufs à revoir à la baisse leur prix, avec pour conséquence le repli de 3,8% du chiffre d'affaires.

La valeur ajoutée est en hausse de 9,0%, soit 14,5 milliards de FCFA en 2018 contre 13,3 milliards de FCFA l'année précédente. Les investissements ont évolué de 3,8% en 2018 et ont été orientés vers les équipements.

La masse salariale est en progression de 8,8% pour se situer à 14,5 milliards de FCFA en 2018. Dans le même temps, les effectifs se sont contractés de 6,9%, en lien avec les plans sociaux (départs négociés, licenciements économiques, mise à la retraite anticipée).

Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Ventes de véhicules neufs (nombre)	3 190	2 264	2 521	11,4%
Chiffre d'affaires	116,6	117,1	112,7	-3,8%
Valeur ajoutée	18,3	13,3	14,5	9,0%
Investissements	4,1	2,6	2,7	3,8%
Masse salariale	8,9	6,8	7,4	8,8%
Effectifs (nombre d'agents)	699	666	620	-6,9%

Sources: Toyota Gabon, Sodim TP, CFAO, Tractafic Motors, Tractafic Equipement, Géant 241.

II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

Le chiffre d'affaires de la branche du commerce des produits pétroliers a enregistré un bond de 17,6% malgré le léger repli des ventes en volumes (-0,5%). Cette consolidation du chiffre d'affaires est essentiellement liée à la revalorisation des prix, suite à la réactivation du système d'indexation des prix des produits raffinés (essence et gasoil) à la pompe.

La valeur ajoutée est quasi-stable à 33,3 milliards FCFA. Pour leur part, les investissements ont progressé de 1,7% et ont concerné les travaux de construction et de réfection des stations existantes.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Ventes en volumes (TM)	676 235	660 362	657 170	-0,5%
Chiffre d'affaires	311,9	344,3	404,8	17,6%
Valeur ajoutée	23,65	33,29	33,26	-0,1%
Investissements	6,8	28,3	28,8	1,7%
Masse salariale	7,8	8,5	9,3	9,6%
Effectifs (nombre d'agents)	421	423	434	2,6%

Sources: Total Marketing, Petro Gabon, Engen, Olybia, SGEPP

II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 60 milliards de FCFA, en retrait de 0,4% sur un an, du fait des difficultés rencontrées par de nombreux adhérents bénéficiant de la couverture sociale CNAMGS. A cela, il faut ajouter le renchérissement des coûts d'importation.

La valeur ajoutée est en progression de 5,4% pour s'établir à 7,6 milliards de FCFA. Les investissements ont suivi la même tendance pour atteindre 0,8 milliard de FCFA. Cette hausse est rattachée aux travaux de construction du siège de l'un des opérateurs à Owendo (Alénakiri).

Enfin, les effectifs ont légèrement reculé de 0,7%, alors que la masse salariale a crû de 7,1%, du fait du paiement de primes d'ancienneté et des glissements catégoriels, en plus de primes d'incitation.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	59,8	60,2	60,0	-0,4%
Valeur ajoutée	6,5	7,2	7,6	5,4%
Investissements	2,8	0,6	0,8	33,3%
Masse salariale	1,4	1,4	1,5	7,1%
Effectifs (nombre d'agents)	142	136	135	-0,7%

Sources : Pharmagabon, Ubipharma Gabon

II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques

Le chiffre d'affaires du commerce des ouvrages s'est dégradé de 5,4% pour se situer à 3,8 milliards de FCFA en 2018 contre 4 milliards de FCFA en 2017. Cette contreperformance s'explique par le repli de l'activité principale (la vente de la presse). Aussi, les difficultés de la logistique maritime (transbordements des conteneurs, grèves des douaniers, etc.) ont affecté la livraison de la presse internationale qui parvenait déjà avec beaucoup de retard, occasionnant ainsi un taux élevé d'invendus. Quant à la presse locale, la tendance baissière de cette rubrique s'explique par les suspensions de certains titres par l'autorité de régulation.

Les investissements ont régressé de 10,1% et sont axés sur les équipements et autres. Les effectifs ont diminué de 5,9% en 2018, soit 32 agents.

Evolution du commerce des ouvrages

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	5 057	3 990	3 774	-5,4%
Valeur ajoutée	1 037	747	838	12,2%
Investissements	68	6 160	5 537	-10,1%
Masse salariale	275	240	265	10,4%
Effectifs (nombre d'agents)	49	34	32	-5,9%

Source : Sogapresse

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services est composé: des services rendus aux particuliers, des services de mécanique générale, des services immobiliers, des services rendus aux entreprises et des services parapétroliers. En 2018, les autres services ont globalement enregistré une amélioration du chiffre d'affaires (+25,7%), attribuable essentiellement aux bonnes performances des services parapétroliers.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	270 781	222 213	279 230	25,7%
Valeur ajoutée	76 096	50 267	49 684	-1,2%
Investissements	13 563	8 885	12 371	39,2%
Masse salariale	75 435	52 474	48 781	-7,0%
Effectifs (nombre d'agents)	6 016	5 140	5 177	0,7%

Sources: Echantillon des entreprises des autres services.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers regroupent les entreprises exerçant une diversité de prestations à savoir : les services médicaux, l'auto-école, les prestations funèbres, la photographie, les jeux et les loisirs, la décoration, etc.

En 2018, l'activité de cette branche a connu une baisse de 9,2% du chiffre d'affaires qui s'est situé à 42,6milliards de FCFA. Ce retrait est consécutif à la morosité économique, à la concurrence vigoureuse du secteur informel et aux tensions de trésorerie dues à la dette intérieure de l'Etat.

De même, la valeur ajoutée a reculé de 5,6% pour s'établir à 17, 5 milliards de FCFA en 2018. Par contre, les investissements ont progressé de 3,4% et ont été orientés vers le renouvellement du matériel et les aménagements des locaux.

Du fait des départs volontaires et des mises à la retraite, la masse salariale et les effectifs se sont contractés respectivement de 23,2% et 7,2% à 11,6 milliards de FCFA et 1 423 agents.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	51 170	46 896	42 580	-9,2%
Valeur ajoutée	23 013	18 581	17 549	-5,6%
Investissements	3 436	6 578	6 802	3,4%
Masse salariale	11 384	15 166	11 648	-23,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 621	1 534	1 423	-7,2%

Sources : Fanstel, Evènements, Polyclinique El rapha, Cabinet de groupe des médecins, Labo color, Staff Gabon, Pmug, Sgjl, Sgcl, Casepga, Gabosep, Saaf la colombe, GieGespac

II.10.2 Les services immobiliers

Les transactions immobilières, le syndic d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages définissent l'essentiel de l'activité des services immobiliers.

Avec la reprise de l'activité suite au redémarrage des projets d'envergure, à la commercialisation des immeubles, à la bonne tenue des locations et à la vente des parcelles dans les lotissements d'Akanda, de Moanda et d'Owendo, le chiffre d'affaires de cette branche a doublé. Il est passé de 5 milliards de FCFA à près de 13 milliards de FCFA en 2018.

Evolution de l'activité des services immobiliers

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	5 317	5 024	12 976	158,3%
Valeur ajoutée	2 339	2 033	10 045	394,1%
Investissements	1 263	458	83	-81,9%
Masse salariale	1 737	2 136	2 088	-2,2%
Effectifs (nombre d'agents)	154	187	185	-1,1%

Sources: BICP, Imp Conseil, Agences N°1, Sci Equateur III, AIL, Alliance, SNI

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services rendus aux entreprises comprennent les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels.

En 2018, cette branche s'est illustrée par une légère baisse de 0,3% de son chiffre d'affaires qui s'est établi à 38,3 milliards de FCFA. Ce fléchissement s'explique par les tensions de trésorerie de plusieurs sociétés, la perte de contrats et la fermeture de certains cabinets d'audit, juridique et financier.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	54 836	38 353	38 252	-0,3%
Valeur ajoutée	15 722	10 599	9 435	-11,0%
Investissements	1 080	936	1 090	16,5%
Masse salariale	30 856	11 437	11 279	-1,4%
Effectifs (nombre d'agents)	1690	1920	1765	-8,1%

Sources: Ernst & Young,PWC, PWC tax & legal, Averda, GPS, FEAG,CFAO Technologies, GBM, DTT, DJF

II.10.4 Les services de mécanique générale

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

La branche des services de réparation mécanique continue de pâtir de la baisse de la clientèle et des commandes en pièces détachées, du fait de la fermeture de nombreuses entreprises. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a reculé de 4,0% à 14,7 milliards de FCFA en 2018.

Parallèlement la valeur ajoutée a chuté de 22,8%. A contrario, les investissements, la masse salariale et les effectifs ont progressé respectivement de 2,3%, 3,5% et 4,3%. Cette hausse résulte principalement de la diversification de l'activité de la société Mega Services.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'Affaires	18 896	15 372	14 762	-4,0%
Valeur Ajoutée	3 140	3 329	2 569	-22,8%
Investissements	665	264	270	2,3%
Masse salariale	2 039	1 810	1 873	3,5%
Effectifs (nombre d'agents)	263	207	216	4,3%

Sources: Mega services, Sorelec, Pea, Ecig, Deselec, Big

II.10.5 Les services parapétroliers

La branche des services parapétroliers regroupe l'ensemble des sociétés de services pétroliers et gaziers. Le secteur comprend la fourniture de services et d'équipements pétroliers et gaziers dans les domaines de l'exploration et la production on shore et offshore.

L'activité parapétrolière a amorcé une remontée en 2018, en lien avec le relèvement du prix du baril de pétrole. Ainsi, le chiffre d'affaires de la branche a augmenté de 46,4% pour s'établir à 170,7 milliards de FCFA en 2018 contre 116,6 milliards en 2017, soutenu par la signature de nombreux contrats. De même, la relance de l'activité a permis de quintupler le niveau d'investissements pour atteindre 4,1 milliards de FCFA, principalement orienté vers l'amélioration de la productivité.

Evolution de l'activité des services pétroliers

(en millions de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	140 562	116 568	170 660	46,4%
Valeur Ajoutée	31 882	15 725	10 086	-35,9%
Investissements	7 119	649	4 126	535,7%
Masse salariale	29 419	21 925	21 893	-0,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	2 288	1 292	1 588	22,9%

Sources : SLUMBERGER, SESI, MI GABON SA, FOSELEV, FORASERV, BOURBON, CTPM, NOV, HYDROKARST, L2M, FRIEDLANDER

II.11 L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

En mutation continue, le secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme a enregistré une avancée significative sur le plan réglementaire avec le passage à l'assemblée nationale de «la loi portant orientation du secteur tourisme en République gabonaise».

Les acteurs économiques exercent dans les activités suivantes :

- l'hébergement (hôtels, résidences, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, catering ou restauration collective, snack bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, réserves, parcs nationaux, centres de loisirs).

II.11.1 L'hôtellerie

La capacité d'accueil est en augmentation depuis 2012, suite à l'implantation (et ouverture) chaque année de nouveaux hôtels et résidences.

Cette branche est répartie en trois segments :

- la grande hôtellerie (structures de dimension internationale) sous contrôle exclusif d'un grand Groupe (Waly hôtel and Resort), des chaînes intégrées (LEGACY) et des privés ;
- la petite hôtellerie (les hôtels de moyenne capacité, de une à trois étoiles) ;
- l'hébergement touristique commercial non hôtelier (les meublés de tourisme, les chambres et maisons d'hôtes, les locations saisonnières).

II.11.1.1 Les hôtels de classe internationale

En 2018, le secteur est marqué par une morosité de l'activité due principalement à l'absence des manifestations de grande envergure contrairement à l'année 2017. Ainsi, le nombre de clients ayant fréquenté les hôtels de dimension internationale a reculé de 9,9%. En conséquence, le taux d'occupation a perdu 1,1 point pour se situer à 39,85%. Dans le même temps, le prix moyen de la nuitée a régressé de 3,9%, entraînant un fléchissement du chiffre d'affaires de 16,2% à 19,3 milliards de FCFA.

En revanche, les effectifs et la masse salariale ont crû de 3,6% et 5,3% respectivement, en raison de la conversion de quelques contrats (CDD) en CDI et de la diversification des activités dans certaines structures.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17
Chiffre d'affaires	20,562	23,008	19,28	-16,2%
Nombre de clients	146 940	170 774	153 906	-9,9%
Taux d'occupation %	38,88	40,92	39,85	-1,1
Prix moyen/chambre (en FCFA)	89 580	77 499	74 457	-3,9%
Masse salariale	5,582	7,37	7,757	5,3%
Effectifs (nombre d'agents)	900	839	869	3,6%

Sources : Rê-dama, Radisson blu & Park inn, Boulevard, Ononmo, Nomad, le Cristal, Résidence hôtelière du phare, Bambou, SEHB

II.11.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

La branche renforce sa capacité d'accueil avec l'implantation croissante des nouvelles unités. Cependant, malgré les commodités offertes et les tarifs plus attractifs, le chiffre d'affaires a baissé de 21,4% pour se stabiliser à 1,7 milliard de FCFA.

II.11.2 La restauration

On y distingue:

- la restauration de haut de gamme (pratiquée dans les grands hôtels ou en implantation autonome);
- la restauration de classe moyenne;
- la restauration collective (ou catering).

La sous branche des restaurants de grand standing a enregistré un ralentissement de l'activité, suite à la baisse de fréquentation et à la vulgarisation de la restauration de proximité. Le chiffre d'affaires est ainsi passé de 9,3 milliards de FCFA en 2017 à 8,4 milliards FCFA en 2018, soit un retrait de 9,7%.

Le segment de la restauration collective (ou catering), tributaire de l'activité pétrolière, a amélioré ses résultats en 2018, conforté par les nouvelles grilles tarifaires du principal fournisseur (SAM Gabon). La faillite de certaines sociétés du fait de la crise pétrolière, a permis au reste d'élargir leurs portefeuilles clients. En conséquence, le chiffre d'affaires a progressé de 51,9% pour s'établir à 15,48 milliards de FCFA contre 10,189 milliards de FCFA en 2017.

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Au cours de l'année 2018, on dénombre sept (07) banques en activité. Les trois (03) autres établissements de crédit (tous publics) que comptait le système bancaire gabonais sont en cours de liquidation.

L'activité s'est substantiellement améliorée après deux années de ralentissement, lié à la crise économique. Les mesures prises par le Gouvernement et la remontée des cours des matières premières ont contribué à stimuler l'activité économique.

En termes de développement du secteur, le rythme de déploiement des établissements de crédit a connu un frein. Cette situation s'explique par la mise en liquidation de plusieurs sociétés et la baisse conjuguée du nombre d'espaces guichets automatiques bancaires (-6,8%). De même, le nombre de clients bancarisés a reculé de 2,6%.

Structure du secteur bancaire

	2016	2017	2018	Var (%) 18/17
Nombre d'agences	72	74	75	1,4%
Nombre de GAB	289	249	232	-6,8%
Nombre de clients	337 816	312 909	304 652	-2,6%
Effectifs	1 766	1 770	1 754	-0,9%
Masse salariale (en milliards)	45,0	44,7	42,3	-5,5%

Source : Banques

II.12.1 Les banques commerciales et de développement

Les opérations bancaires

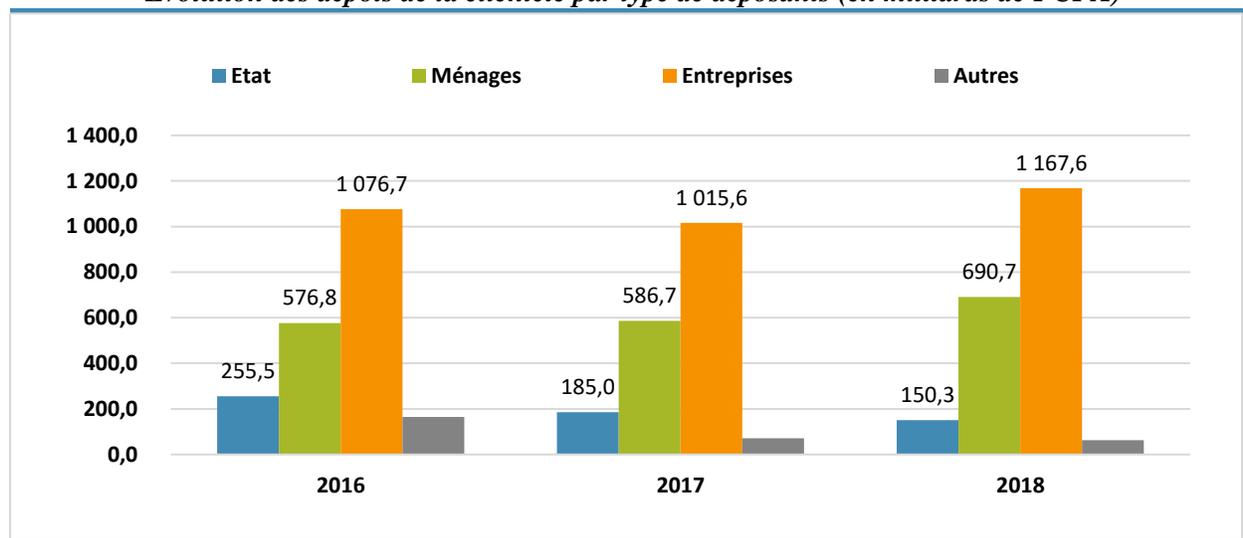
L'activité des banques s'articule principalement autour de la collecte des fonds et l'octroi des crédits aux agents économiques.

Les ressources

En 2018, les ressources bancaires, constituées essentiellement des dépôts à vue et des dépôts à terme de la clientèle (Etat, ménages et entreprises) ont augmenté de 11,5% pour s'établir à 2 071,9 milliards de FCFA.

Les dépôts de l'Etat ont régressé de 18,8% à 150,3 milliards de FCFA contre 185 milliards un an auparavant. En revanche, les dépôts des ménages et des entreprises se sont consolidés respectivement de 17,7% à 690,7 milliards de FCFA et de 15% à 1 167,6 milliards.

Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en milliards de FCFA)



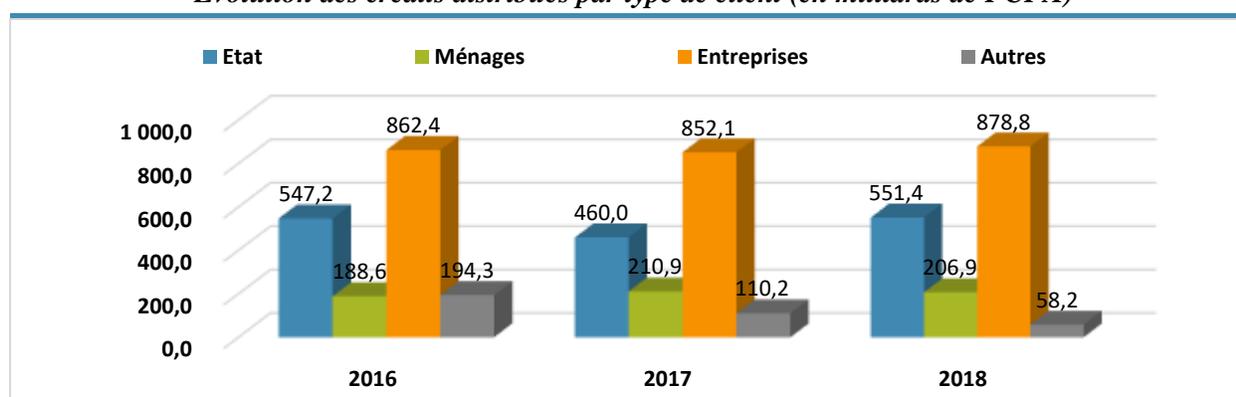
Sources : Banques, COBAC

Les crédits distribués

A fin décembre 2018, l'encours des crédits distribués s'est raffermi de 3,8% pour s'établir à 1 695,4 milliards de FCFA. Les crédits octroyés à l'Etat ont augmenté de 19,9% à 551,4 milliards de FCFA, après avoir enregistré une baisse au cours de l'année précédente.

Les crédits accordés aux entreprises se sont confortés de 3,1% à 878,8 milliards de FCFA. Cette situation est essentiellement liée à la stratégie de restructuration du portefeuille de certaines banques, l'augmentation de l'exposition sur le secteur hors pétrole notamment l'accompagnement des entreprises installées dans la zone économique spéciale de Nkok. Parallèlement, les crédits consentis aux ménages ont baissé de 1,9% à 206,9 milliards.

Evolution des crédits distribués par type de client (en milliards de FCFA)



Source : Banques

Les opérations de gestion

Au cours de la période sous revue, les créances en souffrance sont élevées à 289,8 milliards de FCFA représentant 17,1% des crédits bruts, en hausse de 39%. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation qui prévalait à fin décembre 2017. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'est situé à 25,7% contre 30,9% en décembre 2017.

Par ailleurs, le produit net bancaire (PNB) a enregistré une consolidation de 7% à 218,9 milliards de FCFA en décembre 2018, essentiellement corrélée au développement des services numériques et aux commissions perçues sur les services autres que les opérations de banque.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2016	2017	2018	Var (%) 18/17
Total des actifs	2 601,1	2 386,0	2 580,3	8,1%
Fonds propres	225,3	264,3	287,2	8,7%
Fonds propres/Total actifs	71,2%	85,9%	91,4%	6,4%
Total prêts	1 792,6	1 633,2	1 695,4	3,8%
Créances en souffrance	174,0	208,5	289,8	39,0%
Provisions pour prêts improductifs	53,2	64,5	74,6	15,7%
Résultats nets	49,8	46,1	53,0	14,9%
PNB	212,9	204,7	218,9	7,0%

Source: Banques

Les opérations de trésorerie

Les ressources des banques se sont amenuisées de 26,4% à 131,7 milliards de FCFA. Elles sont essentiellement constituées de ressources à terme (41,5%) et de ressources à vue (57,9%).

Les emplois ont augmenté de 19,4% à 832,3 milliards de FCFA. Ils sont majoritairement répartis entre les emplois à terme (20,6%) et les emplois à vue (61,5%).

Le déficit de trésorerie s'est accru de 35,2% pour s'établir à 700,6 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2016	2017	2018	Var (%) 18/17
Emplois de trésorerie	789,8	697,2	832,3	19,4%
Ressources de trésorerie	276,4	178,9	131,7	-26,4%
Excédent/déficit de trésorerie	-513,4	-518,3	-700,6	35,2%

Source : COBAC

II.12.2 Les Etablissements de MicroFinance (EMF)

L'activité de microfinance, en plein essor depuis plusieurs années, est dominée par les établissements de deuxième catégorie. En 2018, le secteur a été constitué de quatorze (14) EMF agréés, dont cinq (5) de type société coopérative (première catégorie) et neuf (9) sociétés anonymes (deuxième catégorie).

L'activité de microfinance

Indicateurs	Déc 2016	Déc 2017	Déc 2018	Var 18/17
Capitaux propres	6,1	4,4	6,3	43,6%
Nombre d'EMF	14	14	14	0
Nombre d'agences	67	67	69	2%
Clientèle	152511	165 778	194 802	17,5%
Effectifs	558	597	613	2,7%

Source: EMF

La configuration du secteur

En 2018, on a dénombré deux (2) agences et points de vente supplémentaires, suite au démarrage effectif des activités de deux nouveaux établissements.

Capitaux propres

Les fonds propres des EMF, établis à 6,3 milliards de FCFA, ont augmenté de 43,6%, suite à la réforme du dispositif réglementaire relatif au capital social minimum des EMF de deuxième catégorie. Initialement fixé à hauteur de 50 millions, le capital social minimum a été porté à 300 millions de FCFA pour l'horizon 2020 avec l'exigence d'un minimum de 150 millions en 2019 pour les établissements déjà existants.

Couverture géographique, la clientèle et les effectifs

Les activités sont majoritairement concentrées sur les grands centres urbains que sont Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

La politique de proximité initiée par les EMF s'est traduite par l'augmentation de la clientèle et des effectifs. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 17,5% de sa clientèle qui passe de 165 778 à 194 802 usagers.

La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers.

Les effectifs du secteur se sont renforcés pour atteindre 597 agents, en rapport avec les nouveaux recrutements pour les besoins de fonctionnement des structures.

Intermédiation financière

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une évolution relativement favorable à l'inclusion financière. En effet, les dépôts collectés se sont élevés à 57,3 milliards de FCFA contre 44 milliards en 2017, soit une hausse de 30,2%.

Cette évolution résulte principalement des performances commerciales de cinq établissements (Finam, Loxia, CSG, EDG et Express-Union) et de la décision de domiciliation obligatoire des salaires des fonctionnaires dans les établissements financiers. On note toutefois, la prépondérance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total.

Évolution des dépôts des clients et membres par type de comptes

En milliards de FCFA	Déc 2016	Déc 2017	Déc 2018	Var (%) 18/17
Comptes à vue	27,93	31,65	43,98	39%
Compte à terme	4,19	4,03	4,13	2,5%
Comptes de dépôts à régime spécial	3,46	7,73	7,83	1,3%
Autres comptes	0,72	0,57	1,32	131,6%
Total des dépôts	36,3	44	57,3	30,2%

Source : EMF

Les crédits bruts se sont établis à 46,95 milliards de FCFA en décembre 2018 contre 39,18 milliards en 2017, soit une hausse de 19,8% due au relèvement du taux de bancarisation et au financement des besoins d'exploitation des PME/PMI.

Evolution des crédits nets

En milliards de FCFA	Déc 2016	Déc 2017	Déc 2018	Var (%) 18/17
Crédits bruts	33,38	39,18	46,95	19,8%
Créances en souffrance	6,38	4,9	3,98	-18,8%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	2,81	4,03	2,77	-31,3%
Crédits nets	30,57	41,47	44,18	6,5%

Source : EMF

L'excédent entre les dépôts et les crédits a évolué à la hausse, passant de 4,80 milliards à 10,91 milliards de FCFA. Parallèlement, le taux de couverture des crédits par les dépôts demeure toujours au-dessus de 100% et ressort à 123,5% à fin décembre 2018.

Evolution du taux de couverture

En milliards de FCFA	Déc 2016	Déc 2017	Déc 2018
Dépôts	36,3	43,98	57,3%
Crédits bruts	33,38	39,18	46,95%
Excédent (+) ou Déficit (-)	2,92	4,80	10,9%
Taux de couverture	108,74	112,25	123,5%

Source : EMF

La structure des taux d'intérêt est restée identique à celle de 2017 et cela, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs ont varié de 4,5 à 5% et débiteurs de 14 à 24% l'an.

Dans la majorité des EMF, le taux de recouvrement des crédits aux fonctionnaires s'est dégradé, suite à la suspension par l'Etat des précomptes Solde.

Opération de gestion et de trésorerie

La qualité du portefeuille des EMF s'est améliorée. Les créances en souffrance sont passées de 4,9 milliards de FCFA à 3,98 milliards de FCFA sur la période, soit une baisse de 18,8%. Elles ont représenté environ 8% des crédits bruts contre 12% en 2017.

Les ressources et les emplois de trésorerie du secteur se sont respectivement contractés de 57% et de 5,7%. Cependant, la trésorerie nette est prêteuse à 11,39 milliards de FCFA. Elle est constituée des avoirs à vue et à terme auprès des banques UGB, ORABANK, ECOBANK et BGFI.

Les opérations de trésorerie

En milliards de FCFA	Déc 2016	Déc 2017	Déc 2018	Var 18/17
Emplois de trésorerie	17,81	18,22	17,18	-5,7%
Ressources de trésorerie	11,22	13,45	5,79	-57%
Excédent/déficit de trésorerie	6,59	4,77	11,39	

Source : EMF

Rentabilité du secteur

Le produit net financier (PNF) s'est établi à 13,1 milliards de FCFA contre 11,8 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 11,0%. Il est alimenté essentiellement par les intérêts sur crédits et les commissions sur transferts.

Le produit net financier

En milliards de FCFA	Déc 2016	Déc 2017	Déc 2018	Var (%) 18/17
produit net financier	9,48	11,8	13,1	11,0

Source : EMF

II.12.3 Les compagnies d'assurance

En 2018, le marché des sociétés d'assurance gabonaises compte:

- sept sociétés d'assurance « Non Vie » (Ogar, Assinco, Axa, Saham, Nsia, Assurances du Gabon, Sunu IARD) ;
- quatre sociétés « Vie » (Ogar-Vie, Nsia Vie, Sunu Assurances, Saham Vie) ;
- une compagnie de réassurance ;
- trente-quatre sociétés de courtage d'assurance agréées.

Le marché gabonais est resté le 4^{ème} de la zone CIMA depuis 2016, malgré la faible démographie. Il est dominé par le groupe Ogar et les sociétés Assinco, Saham et Axa qui représentent 69,8% des émissions du secteur en termes de chiffre d'affaires, au cours de la période sous-revue.

II.12.3.1 Les activités des sociétés d'assurance

L'activité du pôle assurance a connu une baisse de l'encaissement global dans ses deux composantes Non Vie et Vie pour la cinquième année consécutive, après une année exceptionnelle en 2014 où le marché avait atteint le niveau de collecte le plus haut (+5,07% à 120,2 milliards de FCFA). Cette morosité découle essentiellement du non renouvellement des polices d'assurance, en raison des difficultés financières des clients et des arriérés de primes dues par l'Etat et le secteur privé. Conséquemment, le chiffre d'affaires consolidé s'est replié de 7,4% pour s'établir à 90,30 milliards de FCFA en 2018.

Evolution du Chiffre d'affaires des compagnies d'assurance

(en milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17	Répartition du C.A
Non Vie	86,39	74,90	70,24	-6,2%	78%
Vie et capitalisation	19,61	22,62	20,06	-11,3%	22%
Total	106,00	97,52	90,30	-7,4%	100%

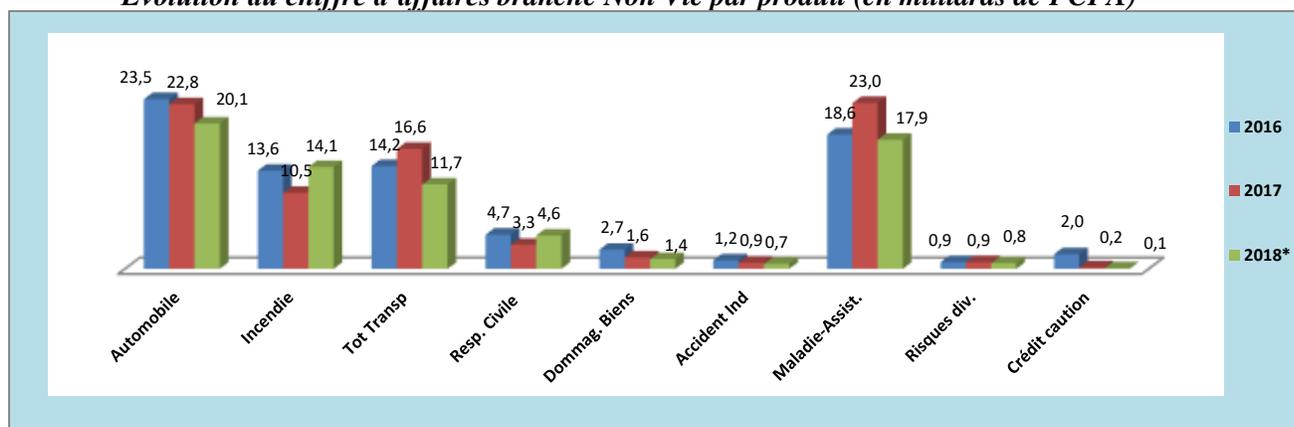
Sources : GROUPES OGAR, NSIA ET LES SOCIETES, SAHAM, ASSINCO, AXA, SUNU ASSURANCES ; ASSURANCES DU GABON
Données non Disponibles : SAHAM VIE ET SUNU IARD

II.12.3.2- La Branche Non Vie

La branche Non Vie couvre les opérations des produits d'assurance relatifs au Transport (aérien, maritime et autres transports), l'Incendie, l'Automobile, la Responsabilité Civile, le Dommage aux biens, l'Accident individuel, l'Accident corporel, le Vol, la Maladie et l'Assistance, l'Assistance aux véhicules (aide au constat, remorquage et véhicule de remplacement), l'Assistance aux voyageurs, les Multirisques habitations, les Risques divers. Cette branchea représenté 78% de l'encours des primes du secteur.

Au terme de l'exercice 2018, le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 6,2% à 70,2 milliards de FCFA, sous l'effet conjugué de la durée courte de contrats souscrits et des tensions de trésorerie des clients. Cette évolution a reflété la baisse du niveau de souscriptions enregistrée principalement dans les produits à rendement garanti «Automobile » (-11,88% à 20,11 milliards), « Maladie-Assistance » (-22,17% à 17,87 milliards) et« Total Transports-Off-Shore » (-29,58% à 11,69 milliards).

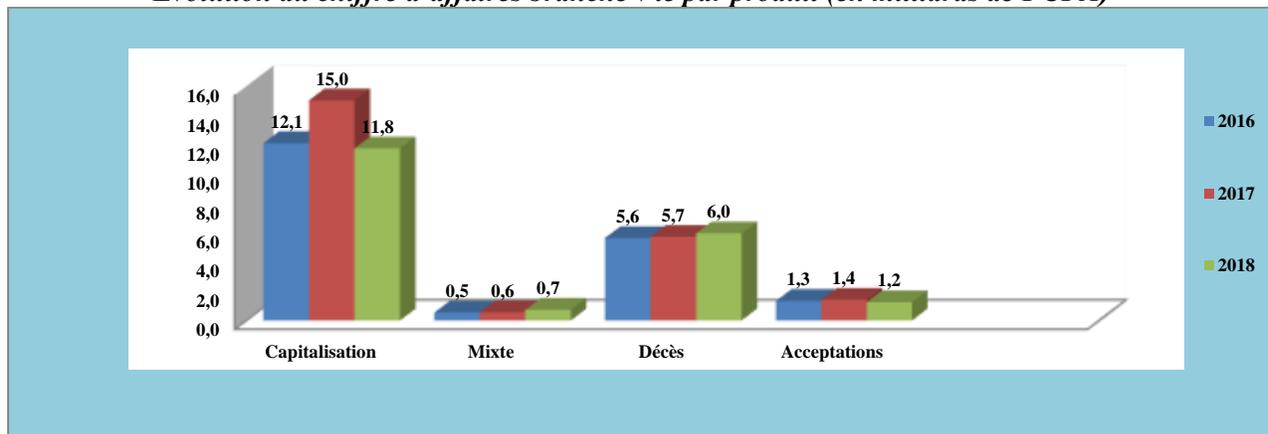
Evolution du chiffre d'affaires branche Non Vie par produit (en milliards de FCFA)



II.12.3.3La branche Vie et capitalisation

La branche est constituée des produits d'assurance Capitalisation, décès, Mixte et acceptations. Elle a représenté 22% du total des primes du secteur sur la période. Son chiffre d'affaires a baissé de 11,3% pour se situer à 20 milliards de FCFA, en liaison avec la contraction de la demande de contrats à long terme et l'importance des flux des rachats. Cette contraction a touché essentiellement le seul produit d'épargne « Capitalisation » qui a représenté 59,8% de l'encours des contrats d'assurance de la branche.

Evolution du chiffre d'affaires branche Vie par produit (en milliards de FCFA)



11.12.3.4 Les Charges financières

Commissions Versées aux courtiers

Le montant total des commissions versées aux courtiers a diminué de 7,2% à 10,7 milliards de FCFA en 2018, suite à l'insuffisance de nouveaux contrats souscrits. Les commissions versées pour le compte des activités Non Vie ont suivi la même tendance, soit 4,1% à 9 milliards de FCFA. En revanche, dans la branche Vie, les intermédiaires ont encaissé 1,70 milliard, en légère hausse de 1,80%.

Sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés a baissé de 21,4% pour s'établir à 37,26 milliards de FCFA en 2018 contre 37,89 milliards de FCFA un an plus tôt.

La sinistralité de la branche Non Vie a représenté 57,2% du total des sinistres payés. Toutefois, elle a régressé de 9,3% à 21,66 milliards de FCFA en 2018, en raison de la baisse respective des produits «Incendie» (-16,6%) et «maladie»(-4,1%). Par contre, pour le produit «Automobile», les sinistres payés ont progressé de 12,7% à 6,14 milliards de FCFA sur la période d'analyse.

La branche Vie et capitalisation a couvert 42,8% de la charge des sinistres réglés du secteur sur la période sous revue. Les sinistres payés ont augmenté de 21,4% pour s'établir à 16,23 milliards de FCFA en 2018, en liaison avec le seul produit d'épargne Capitalisation (+33,7% à 13,28 milliards) dont les montants réglés ont été plus importants.

Investissements de développement et placements

L'atonie du secteur décrite plus haut a eu pour effet la mise en veille des programmes d'investissements. Ces derniers se sont établis à 366 millions de FCFA, soit une chute de 93%.

De même, les placements du secteur ont reculé de 5,6% pour se situer à 112,37 milliards de FCFA en 2018. Ceux effectués au Gabon ont représenté 78% de l'encours des placements alors que les placements faits dans la zone CIMA et hors CIMA se sont situés respectivement à 20% et 2% du volume global. Les actifs des branches Non Vie ont représenté 42% et ceux de la branche Vie 58% de l'encours total en 2018.

Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs Non Vie et Vie

Branches (Non Vie et Vie) en milliards de FCFA	Placements Globaux			Parts marché %
	2016	2017	2018*	2018
Placements au Gabon	72,22	91,11	87,95	78%
.Immobiliers	32,05	18,90	22,14	
.Financiers	40,17	72,21	65,81	
Placements dans la zone CIMA	26,81	25,75	22,46	20%
.Immobiliers	5,72	0,00	0,00	
.Financiers	21,09	25,55	22,26	
Placements hors zone CIMA	3,01	2,19	1,96	2%
.Immobiliers	0	0,00	0,00	
.Financiers	3,01	2,19	1,96	
Total	102,04	119,06	112,37	100%

Source : Sociétés d'assurance

NB : données indisponibles :Sunu IARD et Saham Vie ; 2018* = données estimées

Effectifs et masse salariale

Les effectifs du pôle assurance ont été de 501 agents en 2018, en retrait de 2,7% par rapport à l'année précédente. A contrario, la masse salariale a augmenté de 16,8% pour atteindre 10,6 milliards de FCFA en 2018, en lien avec les emplois temporaires effectués dans le cadre des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des nouveaux produits d'assurance.

II.12.3.5.L'activité de Réassurance

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance, créée le 22 février 2012 dans le cadre d'un partenariat public-privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon, opère uniquement sur le marché de la réassurance.

Le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 5% à 12,88 milliards de FCFA en 2018. Cette progression a été principalement liée au développement du marché de la réassurance à l'international des branches acceptations facultatives et traités.

Evolution des Principaux Agrégats de la S.C.G-RE

En milliards de FCFA	2016	2017	2018*	Var (%) 18/17
Chiffre d'affaires	11,3	12,27	12,88	5,0%
Primes cession légale	9,06	8,75	8,94	2,2%
Primes facultatives	2,24	3,51	3,94	12,26%
Commissions payées	1,84	2,10	1,83	-12,98%
Sinistres réglés	2,58	4,00	3,01	-24,86%
Charges de sinistres	4,19	6,34	4,66	-26,49%
Fonds propres	7,54	8,11	8,97	10,55%
Investissements physiques	0,53	1,19	0,83	-30,39%
Résultat Net	0,57	1,21	0,87	-28,1%
Placements Financiers	17,07	19,72	15,57	-21,06%
Total Effectifs (nbre)	20	24	22	-8,33%
Masse salariale	0,55	0,64	0,64	0,54%

Source : S.C.G-RE ; 2018* = données estimées

II.12.3.6.L'Activité de Courtier d'assurance

Les Sociétés de courtage d'assurance

En 2018, le secteur a été animé par trente-quatre sociétés. L'activité de courtage a généré près de 80% des primes des sociétés d'assurances. Les intermédiaires interviennent sur le marché en apportant des affaires aux compagnies d'assurances contre des rémunérations sous forme de commissions. La société Ascoma est restée le leader du marché avec près de 98% des commissions reçues par les sociétés de courtage en assurance.

Les primes reçues par les intermédiaires ont régressé de 2,1% à 9 milliards de FCFA en 2018 contre 9,2 milliards l'année précédente. Cette contreperformance a résulté de la faiblesse de la collecte enregistrée par les sociétés de courtage, en raison notamment de la morosité de la conjoncture économique.

Evolution des Principaux Agrégats des sociétés de courtage d'assurance

En milliards de FCFA	2016	2017	2018*	18/17
Commissions reçues	8,56	9,19	9,00	-2,1%
Investissements physiques	0,17	0,17	0,10	-41,2%
Effectif féminin (nombre)	163	214	225	5,1
Total Effectifs (nombre)	289	362	382	5,5%
Masse salariale	4,15	4,68	4,41	-5,8%

Source : Statistiques recueillies auprès de 10/16 Sociétés de courtage en assurance agréées ; 2018* = données estimées.

II.12.4 Les Etablissements Financiers

Les deux (2) établissements financiers recensés sur le marché gabonais ont pour activités les opérations de leasing, les crédits automobiles, le crédit-bail, les crédits d'équipements, les crédits d'investissements et de location longue durée.

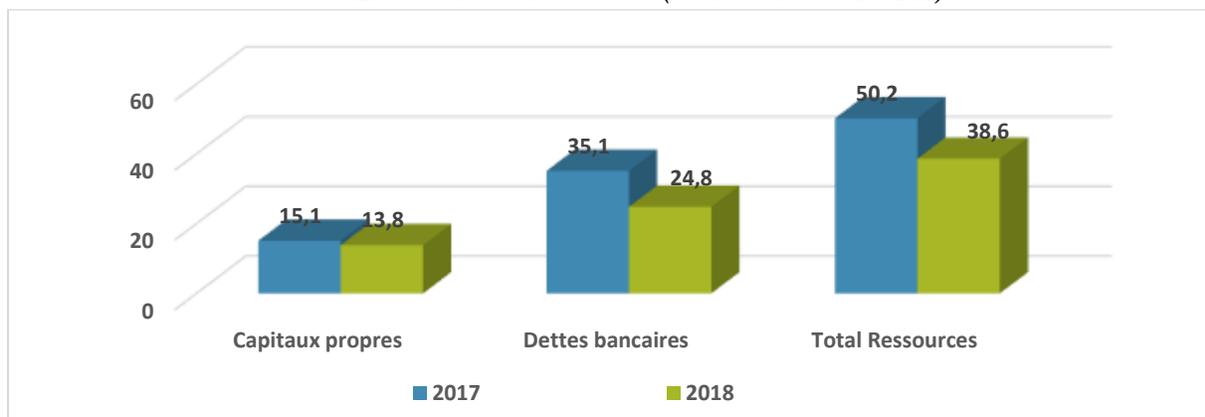
A fin décembre 2018, l'activité de ces établissements financiers est marquée par:

- -une baisse des ressources;
- -une contraction des emplois;
- -un faible niveau d'investissement;
- -une diminution des créances impayées.

Les ressources

Au cours de la période sous revue, les ressources du secteur ont connu un fléchissement de 23,2% à 38,6 milliards de FCFA, attribuable à la baisse conjuguée de la dette bancaire (-29,3% à 24,8 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-8,6% à 13,8 milliards de FCFA). Cette évolution a traduit l'atonie de l'environnement économique entraînant des difficultés dans la production et le recouvrement des créances.

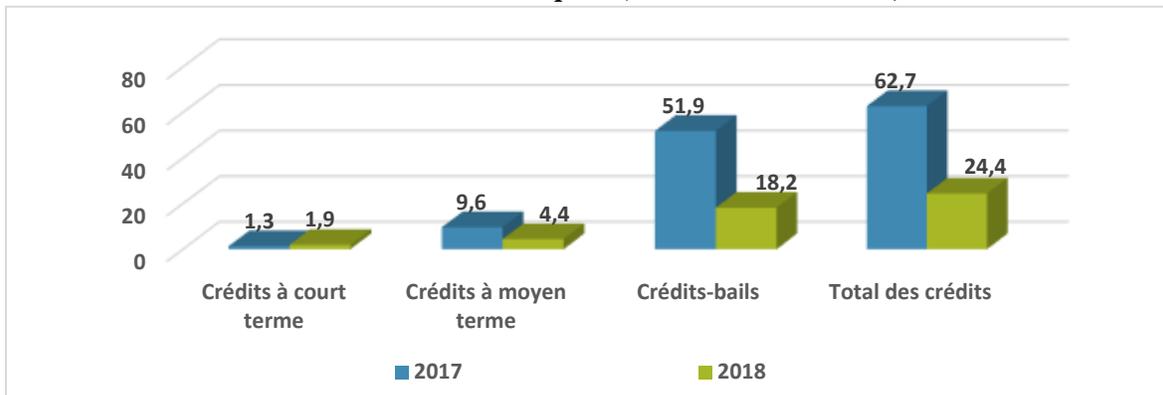
Evolution des ressources (en milliards de FCFA)



Les emplois

A fin décembre 2018, les emplois ont fortement reculé de 61,1% à 24,4 milliards de FCFA, en rapport avec la baisse simultanée du crédit-bail (-64,9% à 18,2 milliards de FCFA) et des opérations à moyen terme (-54,4% à 4,4 milliards de FCFA). Cette évolution s'explique par la morosité de l'activité économique induisant un resserrement des conditions d'accès au crédit pour la clientèle.

Evolution des emplois (en milliards de FCFA)



Les Investissements et créances impayées

Sur la période de référence, on a relevé un accroissement des investissements, passant de 110 millions de FCFA en 2017 à 130 millions de FCFA en 2018, soit une hausse de 18,2%. Dans le même temps, les titres de participation sont restés stables autour de 300 millions de FCFA.

Par ailleurs, les créances impayées ont diminué de 21,2% à 5,2 milliards de FCFA en 2018, consécutivement à l'opération de titrisation effectuée sur le marché secondaire des crédits octroyés aux agents publics.

Evolution des investissements et créances impayées (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2017	2018	Var(%) 18/17
Investissements	0,11	0,13	18,2
Titre de participation	0,3	0,3	0
Créances impayées	6,6	5,2	-21,2%

TROISIEME PARTIE

**LES GRANDEURS
MACROECONOMIQUES**

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2016	2017	2018	17/16	18/17
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	5 458,9	5 484,7	5 530,9	0,5%	0,8%
PIB en valeur	Mds de FCFA	8 310,6	8 668,9	9 366,1	4,3%	8,0%
PIB hors pétrole (nominal)	Ratio au PIB	81,2%	80,3%	78,2%		
PIB pétrole (nominal)	Ratio au PIB	18,8%	19,7%	21,8%		
Importations en valeur	Mds de FCFA	2 168,9	2 153,5	2 004,1	-0,7%	-6,9%
Importations	Ratio au PIB	26,1%	24,8%	21,4%		
Total Ressources en valeur	Mds de FCFA	10 479,5	10 822,4	11 370,2	3,3%	5,1%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4 577,5	4 612,0	4 596,9	0,8%	-0,3%
Publique	Mds de FCFA	1 216,8	1 147,0	989,9	-5,7%	-13,7%
Privée	Mds de FCFA	3 360,8	3 464,9	3 607,0	3,1%	4,1%
Consommation	Ratio au PIB	55,1%	53,2%	49,1%		
FBCF en valeur	Mds de FCFA	2 242,4	1 856,2	2 040,0	-	9,9%
Publique	Mds de FCFA	424,6	152,7	175,7	-	15,1%
Publique/FBCF	%	18,9%	8,2%	0,1	-	4,7%
Privé	Mds de FCFA	1 817,8	1 703,5	1 864,3	-6,3%	9,4%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	932,0	791,1	910,4	-	15,1%
FBCF	Ratio au PIB	27,0%	21,4%	21,8%		
Dont Pétrole	Ratio au PIB	0,1	0,1	0,1		
Exportations en valeur	Mds de FCFA	3 659,6	4 354,1	4 733,3	19,0%	8,7%
Exportations	Ratio au PIB	44,0%	50,2%	50,5%		
Absorption (hors variation des stocks)	Mds de FCFA	5 828,5	6 507,6	6 737,4	11,7%	3,5%
Solde biens et services non-facteurs (X-M) en valeur	Mds de FCFA	1 490,7	2 200,6	2 729,2	47,6%	24,0%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	17,9%	25,4%	29,1%		
Taux de couverture (Export./Import.)	%	168,7%	202,2%	236,2%	19,8%	16,8%
Emploi	Effectifs	197 396	196 584	194 794	-0,4%	-0,9%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	108 150	109 752	106 862	1,5%	-2,6%
Dont MONP	Effectifs	15 227	14 888	14 026	-2,2%	-5,8%
Public/Emploi Total	%	54,8%	55,8%	54,9%	1,9%	-1,7%
Privé et parapublic	Effectifs	89 246	86 832	87 932	-2,7%	1,3%

Masse salariale	Mds de FCFA	2 089,3	2 076,9	2 018,6	-0,6%	-2,8%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	768,6	767,8	735,1	-0,1%	-4,3%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1 320,7	1 309,1	1 283,5	-0,9%	-2,0%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2 080,8	2 004,5	2 311,9	-3,7%	15,3%
Vitesse de circulation de la monnaie	Mds de FCFA	4,0	4,3	4,1	8,3%	-6,3%
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	130,1	133,5	139,9	2,7%	4,8%

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2018, la situation macroéconomique du Gabon s'est améliorée. L'activité a renoué avec un rythme de croissance positif, dans un contexte international caractérisé par la hausse des prix de matières premières et le raffermissement de la conjoncture économique internationale aussi bien dans les pays développés qu'émergents.

Au plan national, l'amélioration du cadre macroéconomique a été favorisée notamment par les effets positifs des politiques économiques mises en œuvre dans le cadre du PRE, soutenu par les partenaires économiques et financiers, d'une part, par la bonne tenue des secteurs industries, agriculture, mines et bois, notamment, en dépit des contreperformances du secteur pétrolier, d'autre part.

Dans le même temps, la reprise économique, s'est accompagnée d'une amélioration des échanges commerciaux et d'une optimisation des recouvrements des recettes budgétaires.

En revanche, l'évolution des prix des denrées alimentaires de consommation courante, des transports et communications, ainsi que de l'eau et de l'électricité a occasionné une inflation de 4,8%.

En définitive, le produit intérieur brut a progressé de 0,8% en 2018 contre 0,5% en 2017. Cette amélioration de l'activité est expliquée par le secteur hors pétrole (+2,0%).

Evolution du taux de croissance 2016-2018

	2016	2017	Var (%) 18/17
PIB total	2,1%	0,5%	0,8%
Pétrole	-3,7%	-8,5%	-8,2%
Hors pétrole	3,0%	1,7%	2,0%

Source : DGEPPF

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

Du point de vue de l'offre, à l'exception du secteur primaire, les secteurs secondaire et tertiaire ont contribué positivement à la croissance. En effet, ces secteurs ont enregistré une progression respective de 3,1% et de 2,5% en 2018 par rapport à 2017. Le secteur primaire a connu un repli de 0,6% en 2018.

Le repli des activités du secteur primaire provient essentiellement des contreperformances de la branche pétrole, malgré la hausse de l'activité dans les autres branches, notamment l'agriculture, les mines et l'exploitation forestière.

La baisse de la production pétrolière (-8,2%) s'explique par le déclin naturel des champs matures enregistré depuis quelques années, le maintien du quota de 9000 barils/jour dans le cadre de la stratégie des pays membres de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP), les arrêts

pour travaux de maintenance ainsi que l'impact des grèves d'Addax Petroleum, de Sino Gabon et de Total Gabon en juillet 2018. Toutefois, la réduction de la production a été légèrement atténuée au quatrième trimestre 2018 par l'entrée en production de deux nouveaux champs, ainsi que par la bonne tenue des prix du pétrole sur le marché international.

En revanche, les performances des branches agricole (9,4%) et forestière (10,0%) s'expliquent par la montée en puissance de la production d'huile de palme du groupe Olam et par la progression de la demande des industries de bois, dans un contexte de raffermissement des prix sur le marché international.

La hausse de la production de la branche minière de 9,4% découle de la consolidation des activités des mines de Ndjolé (CICMHZ), de Franceville (Nouvelle Gabon Mining) et de la montée des performances de la COMILOG, en lien avec la bonne tenue des prix du minerai de manganèse sur le marché international.

La reprise de l'activité dans le secteur secondaire (+3,1% contre -8,2% en 2017) s'explique par la progression de l'ensemble des branches du secteur, à l'exception des branches raffinage et BTP.

L'augmentation de 7,1% de l'activité des industries agro-alimentaires est favorisée par la mise en exploitation de la nouvelle usine de production de farine dans la province de l'Estuaire, le raffermissement de la demande d'eau minérale et de boisson ainsi que le renforcement des capacités de transformation d'huile de palme raffinée.

La reprise des activités des autres industries de transformation (+13,2% en 2018 contre -4,4% en 2017) est liée à la consolidation des performances de CIMAF et à la reprise d'activité de Cimgabon, dans un contexte marqué par un meilleur approvisionnement de l'usine en clinker.

L'activité des industries du bois s'est accrue de 18,6% en 2018, suite à la montée en puissance des usines nouvellement installées dans la zone de Nkok et l'amélioration des conditions d'approvisionnement des unités de production.

En 2018, la branche BTP a enregistré à nouveau un repli de son activité (-23,1%). En effet, depuis 2014, cette branche s'est caractérisée par des contreperformances (-12,0% en moyenne). Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse de la commande publique.

La hausse de 2,5% des activités du secteur tertiaire est consécutive à l'amélioration des activités des autres services et à la bonne tenue des branches transport et services bancaires, en liaison avec la hausse des dépôts de la clientèle. L'augmentation de l'activité de la branche transport s'explique par le dynamisme des branches mines et bois, ainsi que de celui de la plateforme portuaire avec la mise en exploitation des nouveaux ports.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2016 à 2018

En milliards de FCFA	PIB Nominal en valeur (Prix du marché)					PIB Réel en volume (Prix constant 2001)				
	2016	2017	2018	17/16	18/17	2016	2017	2018	17/16	18/17
Produit intérieur brute	8 310,6	8 668,9	9 366,1	4,3%	8,0%	5 458,9	5 484,7	5 530,9	0,5%	0,8%
PIB marchand	6 942,0	7 292,4	8 048,7	5,0%	10,4%	4 414,2	4 424,2	4 497,6	0,2%	1,7%
Secteur primaire	2 103,6	2 370,4	2 786,3	12,7%	17,5%	1 066,9	1 074,5	1 068,1	0,7%	-0,6%
Agriculture, Elevage, Pêche	322,2	349,8	390,7	8,6%	11,7%	266,2	297,8	325,6	11,9%	9,4%
Exploitation forestière	91,1	106,6	118,6	17,0%	11,2%	62,7	71,2	78,3	13,5%	10,0%
Pétrole brut	1 566,1	1 708,6	2 040,4	9,1%	19,4%	670,7	613,4	563,3	-8,5%	-8,2%
Mines	124,2	205,3	236,7	65,3%	15,3%	67,4	92,2	100,8	36,8%	9,4%
Secteur secondaire	2 056,7	2 027,6	2 207,2	-1,4%	8,9%	1 057,3	970,8	1 000,4	-8,2%	3,1%
Industries agro-alimentaires, boissons	161,8	162,1	179,6	0,2%	10,8%	117,7	115,2	123,3	-2,2%	7,1%
Industrie du bois	153,1	160,1	191,8	4,6%	19,8%	90,6	100,0	118,6	10,3%	18,6%
Autres industries y compris minières	280,3	268,8	316,8	-4,1%	17,9%	148,6	144,9	170,0	-2,5%	17,3%
Raffinage	10,0	9,8	9,8	-2,5%	-0,1%	9,7	7,6	7,3	-21,2%	-4,4%
Electricité, Eau	96,5	106,7	111,5	10,6%	4,5%	53,4	53,8	53,9	0,7%	0,2%
BTP	505,4	393,2	308,3	22,2%-	21,6%-	284,2	223,7	172,0	21,3%-	-23,1%
Recherche, services pétroliers	849,6	926,9	1 089,4	9,1%	17,5%	352,9	325,7	355,4	-7,7%	9,1%
Secteur tertiaire	2 096,4	2 320,7	2 488,5	10,7%	7,2%	1 730,4	1 865,2	1 911,5	7,8%	2,5%
Transports & Communications	515,8	753,0	856,6	46,0%	13,8%	521,8	683,1	703,2	30,9%	2,9%
Services	990,3	976,3	1 010,5	-1,4%	3,5%	785,3	757,0	769,2	-3,6%	1,6%
Commerce	448,7	444,2	454,4	-1,0%	2,3%	278,8	278,0	279,1	-0,3%	0,4%
Services bancaires, assurances	247,7	254,6	282,6	2,8%	11,0%	261,7	263,0	279,3	0,5%	6,2%
SIFIM	-106,1	-107,4	-115,7	1,2%	7,7%	-117,2	-115,9	-119,2	-1,1%	2,9%
DTI et TVA	685,3	573,6	566,8	-16,3%	-1,2%	559,5	513,7	517,5	-8,2%	0,7%
PIB non marchands	1 368,6	1 376,5	1 317,4	0,6%	-4,3%	1 044,7	1 060,5	1 033,4	1,5%	-2,6%

Source : DGEPPF

III.1.2 Le PIB par la demande

Au terme de l'année 2018, la croissance du point de vue de la demande a résulté essentiellement de la hausse demande extérieure nette (+1%) dans un contexte de baisse de la demande intérieure (-1,4%).

L'accroissement de la demande extérieure nette s'explique par la bonne tenue des exportations (+3,6%), notamment les exportations de rente (+42,9%) et le repli de 2% du volume des importations, exacerbé par une baisse de 12,4% des importations de biens d'équipement, en 2018. Cette orientation des exportations s'explique essentiellement par la fermeté de la demande mondiale des produits sidérurgiques, d'huile de palme et des produits sylvicoles. Cependant, la hausse des exportations a été atténuée par le recul des exportations de pétrole (-7,7%) en lien avec le retrait de la production pétrolière.

Quant à la demande intérieure, la baisse observée en 2018 est liée au repli de la consommation totale (-5,7%) aussi bien privée (-0,6%) que publique (-18,2%), en dépit de la hausse de l'investissement total (+7,8%) soutenu par les bonnes performances du secteur pétrolier (+14,1%) et du hors pétrole (+3,8%). Aussi, a-t-on enregistré une reprise de l'investissement public de 14,1% et de 7,1% pour le secteur privé par rapport à 2017.

Evolution du PIB par la demande de 2016 à 2018

En milliards de FCFA	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2016	2017	2018	17/16	18/17	2016	2017	2018	17/16	18/17
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 310,6	8 668,9	9 366,1	4,3%	8,0%	5 458,9	5 484,7	5 530,9	0,5%	0,8%
DEMANDE NETTE INTERIEURE	6 819,9	6 468,3	6 636,9	-5,2%	2,6%	5 595,1	5 370,0	5 293,1	-4,0%	-1,4%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	1 490,7	2 200,6	2 729,2	47,6%	24,0%	-136,2	114,7	237,8	-184,2%	107,3%
CONSOMMATION TOTALE	4 577,5	4 612,0	4 596,9	0,8%	-0,3%	3 677,6	3 674,3	3 465,0	-0,1%	-5,7%
Ménages	3 360,8	3 464,9	3 607,0	3,1%	4,1%	2 605,4	2 616,3	2 599,6	0,4%	-0,6%
Administrations	1 216,8	1 147,0	989,9	-5,7%	-13,7%	1 072,3	1 058,0	865,4	-1,3%	-18,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 242,4	1 856,4	2 040,0	-17,2%	9,9%	1 917,5	1 695,7	1 828,1	-11,6%	7,8%
Privé	1 817,8	1 703,5	1 864,3	-6,3%	9,4%	1 510,0	1 534,7	1 643,9	1,6%	7,1%
dont : Pétrole	932,0	791,1	910,4	-15,1%	15,1%	500,2	489,4	558,3	-2,2%	14,1%
Hors Pétrole	885,8	912,4	953,9	3,0%	4,5%	1 009,8	1 045,3	1 085,6	3,5%	3,8%
Administration	424,6	152,7	175,7	-64,0%	15,1%	407,3	162,2	184,3	-60,2%	13,6%
EXPORTATIONS TOTALES	3 659,6	4 354,1	4 733,3	19,0%	8,7%	2 252,6	2 329,6	2 416,2	3,4%	3,7%
Pétrole	2 704,7	3 186,3	3 420,8	17,8%	7,4%	1 439,3	1 291,0	1 191,5	-10,3%	-7,7%
Hors Pétrole	749,6	968,4	1 162,4	29,2%	20,0%	765,0	988,9	1 170,1	29,3%	18,3%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	181,1	294,2	403,6	62,5%	37,2%	184,3	272,5	389,5	47,9%	42,9%
Mines	219,3	373,2	395,2	70,1%	5,9%	264,1	391,7	391,9	48,3%	0,1%
Bois transformé	346,5	297,6	360,0	-14,1%	21,0%	313,6	321,4	385,0	2,5%	19,8%
Produits manufacturiers	2,7	3,5	3,6	28,2%	2,7%	3,0	3,3	3,6	8,0%	9,0%
IMPORTATIONS TOTALES	2 168,9	2 153,5	2 004,1	-0,7%	-6,9%	2 388,8	2 214,8	2 178,4	-7,3%	-1,6%
dont Consommations	452,7	479,0	406,2	5,8%	-15,2%	384,1	392,9	378,8	2,3%	-3,6%
Equipements	820,9	952,3	758,0	16,0%	-20,4%	1 059,6	1 092,4	957,5	3,1%	-12,4%

Source : DGEPPF

III.2 LE BUDGET DE L'ETAT

Pour tenir compte des perspectives de raffermissement de l'économie mondiale, de l'éventuelle consolidation des prix des principales matières premières, dont le pétrole et le manganèse, et des perspectives d'amélioration des emprunts, le budget de l'Etat a fait l'objet d'une modification en 2018.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'année 2018 a été arrêté à 2 918,5 milliards de FCFA en ressources et emplois. Il a enregistré un accroissement de 9,2% par rapport à l'initiale.

Budget prévisionnel de l'Etat

En milliards de FCFA	LFI 2018	LFR 2018	LFR 2018/LFI 2018
Nature des ressources			
Recettes propres	1 842,6	2 042,2	10,8%
Pétrole	534,6	698,3	30,6%
Hors pétrole	1 308,0	1 343,9	2,7%
Ressources d'emprunt	831,2	876,3	5,4%
Total des ressources	2 673,8	2 918,5	9,2%
Nature des charges			
Service de la dette	895,1	1 181,4	32,0%
Fonctionnement	1 222,9	1 215,3	-0,6%
Investissement	433,0	352,9	-18,5%
Autres dépenses	122,8	168,9	37,5%
Total des charges	2 673,8	2 918,5	9,2%

Source : DGBFIP

III.2.1.1 Les ressources

Les prévisions budgétaires révisées de l'année 2018 ont tablé sur des ressources projetées à 2 918,5 milliards de FCFA, en augmentation de 9,2% comparativement aux prévisions initiales, en raison du renforcement des ressources propres et des ressources d'emprunt.

La hausse des ressources propres devrait résulter des perspectives d'accroissement des recettes pétrole et hors pétrole.

L'accroissement des recettes pétrolières serait consécutif au renforcement des recettes fiscales (+15,8 milliards de FCFA) et des recettes hors fiscales (+147,9 milliards de FCFA). Celui des recettes hors pétrole serait relatif à la consolidation des recettes hors fiscales (+44,1 milliards de FCFA), malgré la diminution des recettes fiscales (-8,2 milliards de FCFA).

L'accroissement des ressources d'emprunt (+45,2 milliards de FCFA) proviendrait de l'augmentation des emprunts d'équilibre (+68,9 milliards de FCFA), nonobstant la diminution des tirages sur emprunts extérieurs (-23,7 milliards de FCFA).

III.2.1.2 Les emplois

Suite à l'accroissement des ressources et pour tenir compte des exigences du programme avec les partenaires économiques et financiers, le service de la dette a été ajusté à la hausse contrairement aux dépenses de fonctionnement et d'investissement revues à la baisse. De même, les autres dépenses ont évolué à la hausse.

L'augmentation du service de la dette résulterait du règlement du principal, en dépit de la baisse du paiement des intérêts. En effet, le remboursement du principal progresserait de 44,7% à 949,5 milliards de FCFA, suite au renforcement de l'amortissement des emprunts intérieurs (+45,1% à 692,4 milliards de FCFA) et des emprunts extérieurs (+43,7% à 257 milliards de FCFA). Le règlement des intérêts se replierait de 3% à 232 milliards de FCFA, du fait de la diminution des intérêts sur les emprunts extérieurs (-5% à 153,6 milliards de FCFA), nonobstant l'accroissement de ceux sur les emprunts intérieurs (+1,4% à 78,3 milliards de FCFA).

L'ajustement à la baisse des dépenses de fonctionnement (-0,6%) serait lié au recul des dépenses de personnel (-9,7% à 640,9 milliards de FCFA), en dépit du renforcement des dépenses en biens et services (+14,7% à 315,1 milliards de FCFA) et des transferts et subventions (+8,8% à 259,4 milliards de FCFA).

La diminution des dépenses d'investissement s'expliquerait, d'une part, par la baisse des financements attendus sur les ressources extérieures (-61,9% à 108,6 milliards de FCFA). Ce, malgré le renforcement de l'enveloppe dédiée au financement des projets par les ressources propres (+62,3% à 214,8 milliards de FCFA) et les collectivités locales (+24,2% à 19,3 milliards de FCFA). Elle découlerait, d'autre part, de l'affectation de 5,5 milliards de FCFA au Fonds d'Entretien Routier et 4,7 milliards de FCFA au Fonds National de l'Habitat.

L'accroissement des autres dépenses serait inhérent à la hausse des coûts sociaux relatifs à la restructuration des entreprises (+10,5 milliards de FCFA) et aux contentieux (+40 milliards de FCFA).

III.2.2 L'exécution du budget

Pour la deuxième année consécutive, la situation des finances publiques s'est améliorée. En effet, l'exécution du budget s'est soldée en 2018 par un excédent primaire, en nette progrès par rapport à celui enregistré l'année précédente, et une poursuite de l'atténuation des déficits base engagement et base caisse. Toutefois, l'économie gabonaise reste vulnérable à l'égard des chocs exogènes, notamment ceux liés aux fluctuations des cours des matières premières. La mise en œuvre des politiques publiques visant à accroître la résilience s'est poursuivie.

La stabilisation de la situation des finances publiques résulte de la conjonction de plusieurs facteurs. La hausse des cours des produits de base, la politique d'optimisation des recettes et la politique de maîtrise du train de vie de l'Etat, dans un contexte d'exécution du plan de relance de l'économie, en sont les principaux facteurs.

De façon spécifique, le solde primaire a affiché un excédent de 114,2 milliards de FCFA en 2018, après avoir enregistré un surplus de 58,1 milliards de FCFA en 2017. L'embellie du solde primaire provient de la consolidation plus importante des recettes budgétaires (+4,6%) comparativement à l'accroissement des dépenses primaires (+1,1%). Par conséquent, l'excédent primaire s'est renforcé de 0,5 point du PIB pour représenter 1,2% de la richesse créée tout au long de l'année 2018.

La diminution du déficit base engagement a été atténuée par l'accroissement du règlement des intérêts dus aux créanciers résidents. Néanmoins, le déficit base engagement a reculé de 50,6 milliards de FCFA pour s'établir à 110,3 milliards de FCFA. En ratio du PIB, ce déficit s'est replié de 0,7 point à 1,2%.

Le déficit budgétaire base caisse s'est établi, quant à lui, à 205,9 milliards de FCFA après s'être situé à 299,2 milliards de FCFA une année auparavant. Son reflux est consécutif notamment à l'amélioration du solde base engagement (hausse des recettes et faible progression des dépenses) et au repli des paiements des instances du Trésor (-95,1 milliards de FCFA milliards de FCFA contre -125,4 milliards en 2017). En ratio du PIB, ce déficit a reculé de 1,3 point à 2,2% en 2018.

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Recettes pétrolières	423,1	574,4	583,4	1,6%
Recettes hors pétrole	1 134,3	1 026,7	1 090,7	6,2%
Recettes totales	1 557,3	1 601,1	1 674,1	4,6%
Dépenses de fonctionnement	1 219,5	1 131,4	1 045,1	-7,6%
Dépenses d'investissement	405,1	132,7	247,7	86,6%
Autres dépenses*	148,5	278,8	267,1	-4,2%
Dépenses primaires totales	1 773,2	1 542,9	1 559,9	1,1%
Solde primaire	-215,8	58,1	114,2	96,6%
Solde base engagement	-409,0	-160,9	-110,3	-31,4%
Solde base caisse	-542,2	-299,2	-205,9	-31,2%
En ratio du PIB nominal				
Solde primaire	-2,6%	0,7%	1,2%	
Solde base engagement	-4,9%	-1,9%	-1,2%	
Solde base caisse	-6,5%	-3,5%	-2,2%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 310,6	8 668,9	9 366,1	

Sources : DGCPT, DGEFP/* Hors paiement des intérêts sur la dette publique

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En hausse de 4,6% par rapport à l'année précédente, le budget en recette s'est établi à 1 674,1 milliards de FCFA en 2018. Cette évolution est consécutive à l'accroissement aussi bien des recettes pétrolières que non pétrolières. En pourcentage du PIB, les recettes budgétaires ont sensiblement diminué, passant de 18,5% à 17,9%. Dans le même temps, la pression fiscale a perdu 0,5 point pour se situer à 10,2%, en deçà de la norme communautaire fixée à 17%.

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Pour la deuxième année consécutive, les recettes pétrolières collectées se sont améliorées. Comparativement à l'année 2017, elles ont augmenté de 1,6% suite à l'accroissement substantiel du cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux, malgré le repli de la production pétrolière et l'appréciation du FCFA par rapport au dollar. En 2018, les recettes pétrolières ont représenté 28,6% du PIB contre 33,6% l'année précédente.

Tout comme en 2017, la redevance minière proportionnelle est la composante qui a rapporté le plus de recettes dans le secteur pétrolier (45,9%). Associés aux contrats de partage, la redevance minière proportionnelle a permis au trésor public d'engranger 389,8 milliards de FCFA (soit 66,8% des revenus pétroliers). L'impôt sur les sociétés pétrolières a généré 14,8% des recettes pétrolières. Les transferts de la Société Gabonaise de Raffinage ont représenté 12,6% des recettes pétrolières collectées. Les discounts et les bonus de production ont rapporté 30,9 milliards de FCFA (5,3% des recettes pétrolières) contre 2,5 milliards de FCFA pour la redevance superficielle (soit 0,4% des recettes pétrolières). Aucun revenu de participation dans les sociétés pétrolières n'a été perçu en 2018.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Impôts sur les sociétés	1,2	84,4	86,6	2,6%
Redevance Minière Proportionnelle	203,9	228,8	267,6	17,0%
Autres	169,8	206,0	155,7	-24,4%
Transferts SOGARA	48,3	55,3	73,6	33,1%
Total des recettes pétrolières	423,1	574,4	583,4	1,6%
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	27,0%	33,6%	28,6%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1 566,1	1 708,6	2 040,4	

Sources : DGCPT, DGEPEF

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

Après trois (3) années de baisse, les recettes hors pétrole se sont consolidées en 2018. En effet, elles ont augmenté de 6,2% pour s'établir à 1 090,7 milliards de FCFA. Leur hausse a résulté de l'accroissement:

- du recouvrement des droits de douanes ;
- des impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur les personnes physiques) ;
- des comptes spéciaux (consolidation des recettes des correspondants et des excédents de versements) ;
- des autres recettes (notamment les recettes issues de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et les recettes issues des pénalités).

Cette évolution a été contrariée par la baisse de la collecte de la taxe sur les biens et services.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Droits de douanes	277,2	246,2	254,7	3,4%
Taxes sur les biens et services	218,5	215,4	147,8	-31,4%
dont TVA	154,7	159,2	95,4	-40,1%
Impôts directs	299,9	270,9	297,8	9,9%
Autres recettes	205,5	210,5	297,0	41,1%
Recettes hors comptes spéciaux	1 001,2	943,0	997,4	5,8%
Comptes spéciaux	133,1	83,6	93,3	11,6%
Total recettes hors - pétrole	1 134,3	1 026,6	1 090,7	6,2%
En ratio du PIB hors pétrole				
Total des recettes hors pétrole	16,8%	14,7%	14,8%	
Recettes hors comptes spéciaux	14,8%	13,5%	13,6%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	6 744,5	6 960,3	7 325,7	

Sources : DGCPT, DGEFP

III.2.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires ont enregistré une augmentation de 1,3% à 1 784,4 milliards de FCFA comparativement à 2017, suite à l'accroissement des dépenses en capital (+86,6%) et du paiement des intérêts (+2,5%), malgré la diminution des dépenses de fonctionnement (-7,6%) et des autres dépenses (-4,2%). Leur poids dans le PIB a toutefois baissé de 1,3 point à 19,1%.

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

En 2018, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 045,1 milliards de FCFA contre 1 131,4 milliards de FCFA en 2017, soit un repli de 7,6%. Cette évolution a résulté de la baisse des dépenses de personnel, des dépenses en biens et services et des transferts et subventions. En ratio du PIB, elles ont reculé de 1,9 point à 11,2%.

En raison de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (-1,2%), de la diminution du traitement de la main d'œuvre non permanente (-10,8%) et de la chute des autres dépenses de personnel (-55,4%), en lien avec les mesures gouvernementales sur la maîtrise de la masse salariale, les dépenses de personnel ont baissé de 4,3% pour s'établir à 701 milliards de FCFA. En conséquence, les dépenses de personnel ont représenté 73,3% des recettes fiscales contre 79,1% l'année précédente. Elles demeurent encore largement au-dessus de la norme communautaire (35% au maximum).

Les dépenses en biens et services se sont établies à 139,6 milliards de FCFA en 2018. Elles se sont repliées de 16,6% comparativement à 2017 en raison de la baisse des dépenses liées aux autres biens et services (-19,2%), malgré l'accroissement des dépenses en télécommunications (+4,3%).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 204,4 milliards de FCFA. Elles ont baissé de 11,6% suite à la diminution des subventions (-44,8 milliards de FCFA), du soutien aux prix des carburants (-6,8 milliards de FCFA) et des ressources allouées au Fonds de sécurité/souveraineté (-176,6 millions de FCFA), malgré l'accroissement des autres transferts et interventions (+25,0 milliards de FCFA).

III.2.2.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont enregistré une amélioration de 86,6% pour s'établir à 247,7 milliards de FCFA en 2018. Cette expansion est consécutive à la mobilisation des financements aussi bien sur ressources propres (+21,5%), en raison de l'accroissement des cours du pétrole et de la maîtrise des dépenses de fonctionnement, que sur ressources d'emprunt extérieures (+153,8%), en lien avec l'exécution des projets. En ratio du PIB, les dépenses en capital se sont consolidées de 1,1 point à 2,6%.

III.2.2.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (hors intérêts de la dette publique) ont été exécutées à hauteur de 267,1 milliards de FCFA en 2018 contre 278,8 milliards de FCFA une année plus tôt. Leur diminution s'explique essentiellement par le repli conjoint des fonds alloués au Fonds d'Entretien Routier (FER) et au Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS) malgré la consolidation du poste « Prêts nets y compris prise de participation ». Leur part dans le PIB s'est sensiblement repliée, passant de 3,2% à 2,9%.

III.2.2.4 Les intérêts de la dette

En 2018, le paiement des intérêts a été effectué pour un montant de 224,5 milliards de FCFA contre 219 milliards de FCFA en 2017. Cette hausse du règlement des intérêts sur la dette publique (+2,5%) s'explique par l'accroissement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+15,3%), nonobstant la diminution du règlement de ceux sur la dette extérieure (-4,8%). En ratio des recettes budgétaires, le paiement des intérêts de la dette publique a diminué de 0,3 point par rapport à 2017. Ce montant représente 13,4% des recettes collectées en 2018, soit 3,4 points de plus que la norme en matière de liquidité. Par ailleurs, la charge financière de la dette a représenté 2,4% du PIB en 2018 contre 2,5% du PIB l'année précédente.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Fonctionnement	1 219,5	1 131,4	1 045,1	-7,6%
Salaires et traitements	730,9	732,8	701,0	-4,3%
Biens et services	251,7	167,4	139,6	-16,6%
Transferts et subventions	236,9	231,2	204,4	-11,6%
Investissements	405,1	132,7	247,7	86,6%
Ressources propres	165,9	67,4	81,9	21,5%
Finex	239,2	65,3	165,8	153,8%
Autres dépenses	148,5	278,8	267,1	-4,2%
Prêts nets yc prise de participation	24,7	78,9	91,0	15,4%
FER	19,5	20,0	2,9	-85,7%
CNAMGS yc FNDS	-	33,3	25,7	-22,6%
Comptes spéciaux	104,3	146,7	147,5	0,5%
Total dépenses primaires	1 773,2	1 542,9	1 559,9	1,1%
Intérêts sur la dette	193,2	219,0	224,5	2,5%
Total des dépenses	1 966,3	1 762,0	1 784,4	1,3%
En ratio du PIB nominal				
Fonctionnement	14,7%	13,1%	11,2%	
Investissements	4,9%	1,5%	2,6%	
Autres dépenses	1,8%	3,2%	2,9%	
Intérêts sur la dette	2,3%	2,5%	2,4%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 310,6	8 668,9	9 366,1	

Sources : DGCPT, DGEPPF

III.3.LA DETTE PUBLIQUE

L'année 2018 a été caractérisée par une baisse du règlement et un renforcement du stock de la dette publique.

III.3.1 Le règlement de la dette

Une enveloppe de 622,8 milliards de FCFA a été consacrée au paiement de la dette publique contre 777 milliards de FCFA l'année précédente. Cette diminution (-19,8%) a résulté de la baisse du règlement de la dette extérieure, en dépit de la légère hausse de la dette intérieure.

Le repli du paiement de la dette extérieure est lié à la baisse du règlement dans toutes ses composantes. La hausse du paiement de la dette publique intérieure a découlé notamment de l'accroissement du règlement du marché financier sous régional et des prêts contractés auprès des banques, malgré la diminution du paiement de la dette moratoire et divers.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a été moins importante, passant de 48,5% en 2017 à 35,9% en 2018. Celle des intérêts sur les recettes budgétaires a légèrement augmenté de 0,9 point à 12,3%. Ces évolutions de ratios s'expliquent par la baisse du règlement du principal (-32,3%) par rapport aux recettes budgétaires, d'une part, la hausse des intérêts plus prononcée (+6,4%) par rapport à la progression des recettes budgétaires(+4,6%), d'autre part.

Évolution du règlement

(En milliards de FCFA)	2016	2017	2018	18/17	Poids (%)
Dette extérieure	211,6	485,3	323,5	-33,4%	51,9%
Multilatérale	24,5	51,0	48,3	-5,2%	7,8%
Bilatérale	47,4	83,7	66,0	-21,1%	10,6%
Commerciale	51,8	151,5	128,4	-15,3%	20,6%
Marché financier	87,9	199,2	80,8	-59,4%	13,0%
Dette intérieure	131,5	291,7	299,3	2,7%	48,1%
Bancaire	42,4	64,6	87,8	36,0%	14,1%
Divers intérieur	11,2	133,1	92,6	-30,4%	14,9%
Moratoire	43,2	13,1	7,1	-45,8%	1,1%
Marché financier	34,7	80,91	111,8	38,2%	18,0%
Total	343,1	777,0	622,8	-19,8%	100,0%

Source: DGD

III.3.2 L'encours de la dette

A fin 2018, le stock de la dette publique a augmenté de 9,4% pour s'établir à 5 259,7 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique à la fois par la hausse des encours extérieur (+11,6%) et intérieur (+4,4%).

La progression observée en 2018 de l'encours extérieur est consécutive à l'accroissement des emprunts multilatéraux, bilatéraux et de ceux contractés sur le marché financier international, en dépit du repli des emprunts auprès des bailleurs commerciaux. De même, la hausse de l'encours intérieur s'explique essentiellement par l'augmentation de la dette moratoire et celle du marché financier sous régional, malgré le repli des divers et des bancaires. Tout comme les années précédentes, le portefeuille de la dette publique est dominé par la dette extérieure. Toutefois, le poids de la dette intérieure a diminué de 1,4 point à 28,8%.

Au total, le taux d'endettement a crû de 0,7 point pour s'établir à 56,2%, en deçà du seuil communautaire (+70%). Cette situation est consécutive au recours à l'emprunt pour le financement des projets structurants, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique.

Évolution du stock de la dette

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17	Poids
Dette extérieure	3107,1	3355,8	3743,7	11,6%	71,2%
Multilatérale	376,9	913,5	1214,8	33,0%	23,1%
Bilatérale	742,8	678,9	804,6	18,5%	15,3%
Commerciale	641,4	566,5	471,4	-16,8%	9,0%
Marché financier International	1346,0	1196,9	1252,8	4,7%	23,8%
Dette intérieure	985,8	1451,9	1516,1	4,4%	28,8%
Bancaire	358,2	826,4	772,4	-6,5%	14,7%
Moratoires	20,0	240,9	340,6	41,4%	6,5%
Divers	313,2	14,0	7,0	-49,9%	0,1%
Marché financier International	294,4	370,6	396,1	6,9%	7,5%
Total	4092,9	4807,6	5259,7	9,4%	100,0%
En ratio du PIB nominal					
Stock de la dette	49,2%	55,5%	56,2%		
Dette extérieure	37,4%	38,7%	40,0%		
Dette intérieure	11,9%	16,7%	16,2%		

Source: DGD

III.4 LA MONNAIE ET LE CREDIT

Au 31 décembre 2018, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur est caractérisée par :

- une hausse de la masse monétaire ;
- un raffermissement du crédit intérieur ;
- une appréciation des avoirs extérieurs nets ;
- une détérioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- un infléchissement de la politique monétaire.

Situation monétaire large

Trimestre	déc-16	déc-17	déc-18
Avoirs extérieurs nets	446,6	549,9	601,5
Banque centrale	358,3	307,3	419,7
Banques commerciales	88,3	242,6	181,8
Crédits intérieurs nets	1761,9	1712,5	1975,4
Créances nettes sur l'Etat	589,4	592,5	804,9
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>547,8</i>	<i>658,9</i>	<i>845,0</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>41,6</i>	<i>-66,4</i>	<i>-40,1</i>
Créances sur le reste de l'économie	1172,5	1120,0	1170,5
Ressources = Contreparties	2208,5	2262,4	2576,9
Monnaie au sens large	2080,8	2004,5	2311,9
Circulation fiduciaire	358,1	329,0	387,5
Dépôts	1722,7	1675,5	1924,4
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>719,3</i>	<i>696,6</i>	<i>785,7</i>
Ressources extra-monétaires	127,7	257,9	265,0
Avoirs extérieurs nets	-58,9%	23,1%	9,4%
Crédits intérieurs nets	28,9%	-2,8%	15,4%
Créances nettes sur l'Etat	-	0,5%	35,8%
Créances sur le reste de l'économie	-10,3%	-4,5%	4,5%
Ressources = Contreparties	-10,9%	2,4%	13,9%
Masse monétaire	-9,0%	-3,7%	15,3%
Circulation fiduciaire	-5,4%	-8,1%	17,8%
Dépôts	-9,7%	-2,7%	14,9%

Source : Beac

III.4.1 Les ressources du système monétaire

III.4.1.1 La masse monétaire (M2)

Elle a augmenté de 15,3% à 2311,9 milliards FCFA en décembre 2018, en liaison avec la hausse conjointe des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur net (+15,4%). Au niveau de ses composantes, on note une progression de la circulation fiduciaire (17,8% à 387,5 milliards de FCFA) et des dépôts collectés (14,9% à 1924,4 milliards de FCFA).

III.4.1.2 La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a crû de 12,8% à 785,7milliards de FCFA en décembre 2018, suite au relèvement de l'épargne des agents économiques, notamment dans le secteur privé.

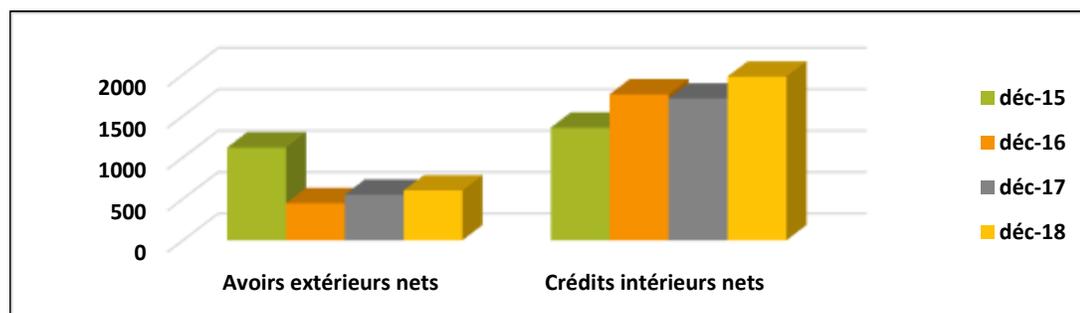
III.4.1.3 Les ressources extra-monétaires

Elles ont connu une augmentation de 2,7% à 265 milliards de FCFA corrélée à l'amélioration des fonds propres de 6,6% à 400,3 milliards de FCFA.

III.4.2 Les contreparties des ressources du système monétaire

Sur la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires ont progressé de 13,9% à 2576,9 milliards de FCFA, consécutivement à l'appréciation des avoirs extérieurs nets (+9,4%) et du crédit intérieur (+15,4%).

Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards de FCFA)



III.4.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Au cours de la période, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont consolidés de 9,4% à 601,5 milliards de FCFA, en relation avec l'amélioration de la position extérieure nette de la Banque centrale (+36,6% à 419,7 milliards de FCFA).

III.4.2.2 Le crédit intérieur

A fin décembre 2018, le crédit intérieur s'est raffermi de 15,4% à 1975,4 milliards de FCFA, du fait de la hausse concomitante des créances nettes sur l'Etat et des créances sur l'économie.

Les créances nettes sur l'Etat

La position nette débitrice de l'Etat envers le système bancaires'est établie à 804,9 milliards de FCFA en décembre 2018 après 592,5 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi l'effort d'accompagnement de l'Etat par le secteur bancaire. Conséquemment, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée, passant de 658,9 milliards de FCFA en décembre 2017 à 845 milliards de FCFA en décembre 2018.

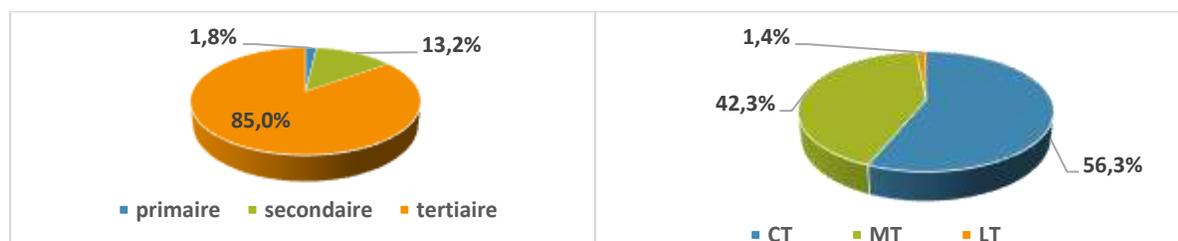
Les créances sur l'économie

Elles se sont renforcées de 4,5% à 1170,5 milliards de FCFA en décembre 2018, corrélativement à la hausse des prêts octroyés au secteur privé non financier, représentant 92% des crédits bancaires.

III.4.2.3 Le financement de l'économie

A fin décembre 2018, l'encours des crédits à l'économie recensés par la Centrale des Risques de la Beac, s'est consolidé de 24,4% à 1420,4 milliards de FCFA.

Répartition des crédits bancaires par secteur et par terme



Le secteur primaire

Les crédits consentis à ce secteur représentent 1,8% de l'ensemble des prêts bancaires en décembre 2018. Ils ont reculé de 48,5% à 26,2 milliards de FCFA au cours de cette période, suite à la baisse des concours octroyés à la sylviculture, concentrant 75,5% de l'encours sectoriel.

Le secteur secondaire

Les crédits concédés au secteur secondaire ont absorbé 13,2% du total des prêts bancaires. Ces prêts ont diminué de 45,3% à 186,9 milliards de FCFA en décembre 2018. Cette situation est

imputable à l'amenuisement des crédits accordés à la division Construction, absorbant 39,8% du financement sectoriel.

Le secteur tertiaire

Ce secteur a bénéficié de 85% de l'encours des crédits distribués. Dans l'optique de la diversification de l'économie gabonaise, les activités du secteur tertiaire ont été soutenues, entraînant un affermissement des crédits qui passent de 606,7 milliards de FCFA en décembre 2017 à 1207,3 milliards de FCFA, à la même période en 2018.

III.4.3 La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a reposé sur le relèvement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et la reconduction du taux de rémunération des réserves obligatoires.

La politique des taux d'intérêt

Au plan sous régional, le Comité de Politique Monétaire (CPM) du 18 décembre 2018 a relevé une croissance économique de 1,5%, traduisant une reprise économique généralisée ainsi qu'une conjoncture plus favorable, un excédent du solde budgétaire de 0,8% du PIB et un taux de couverture extérieure de la monnaie stable autour de 60,7%.

Le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO): 3,5%;
- Taux Créditeur Minimum: 2,45% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05% ;
- Taux de pénalité des banques : 7,55%.

De même, les facilités ont été fixées comme suit :

- Facilité marginale de prêt : 6% ;
- Facilité de dépôt : 0%.

La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été reconduits ainsi qu'il suit

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25%.

III.5 LA BALANCE DES PAIEMENTS

III. 5. 1 La balance des transactions courantes

En 2018, le déficit courant s'est amélioré pour se situer à -214,7 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à l'affermissement du solde commercial (+35,4%) et à la progression des revenus (+4,1%). Les balances des services et des transferts courants se sont par contre détériorées respectivement de 22,8% et de 2,7%.

III.5.1.1 La balance commerciale

La hausse du solde commercial est liée à l'affermissement des exportations (+14,3%) et à la baisse des importations (-2,3%). Le taux de couverture a par conséquent progressé de 31 points par rapport à 2017 pour atteindre 209,7% en 2018.

En effet, les exportations des biens ont augmenté de 14,3% à 3 441,4 milliards de FCFA. L'analyse de la répartition de ces ventes par composantes révèle que les expéditions de la quasi-totalité des produits ont crû en 2018, à l'exception de l'or brut, suite à la suspension temporaire de toutes activités d'orpaillage par les autorités depuis le quatrième trimestre 2018.

La hausse des exportations de pétrole de 18,4% à 2 449,7 milliards de FCFA est principalement liée à la reprise des cours du baril sur le marché international (+32,1% à 69,4 dollars US). L'accroissement des ventes de manganèse de 6,3% à 656,7 milliards de FCFA fait suite à la consolidation des activités sur les sites de Ndjolé (CICMHZ) et de Franceville (Nouvelle Gabon Mining). Les ventes de bois sciés ont progressé de 6% à 284,7 milliards de FCFA en liaison notamment avec la fermeté de la demande de bois sciés sur le marché asiatique.

Les importations du Gabon ont diminué de 2,3% à 1 640,9 milliards de FCFA en 2018. Cette régression est liée au repli des importations des biens de consommation (-8,1% à 376,7 milliards de FCFA). Cependant, la hausse des commandes du secteur pétrolier ont permis de contenir cette baisse. En effet, la reprise observée des investissements des opérateurs du secteur pétrolier a induit une augmentation des achats liés à ce secteur

Evolution de la balance commerciale de 2015 à 2018

En milliards de FCFA	2016*	2017*	2018*	18/17
Exportations (fob)	2 579,4	3 010,0	3 441,4	14,3%
Pétrole	1 940,5	2 068,8	2 449,7	18,4%
Manganèse	321,5	617,8	656,7	6,3%
Or	2,8	6,4	2,0	-68,8%
Bois	278,0	268,7	284,7	6,0%
Huile de palme	2,8	5,0	5,0	0,0%
Autres	33,8	43,5	43,3	-0,5%
Importations (fob)	1 561,7	1 680,0	1 640,9	-2,3%
Balance commerciale	1 017,7	1 330,0	1 800,5	35,4%
Taux de couverture	165,2%	179,2%	209,7%	-

Source : BEAC, * Estimations

III.5.1.2 La balance des services

Le déficit du solde des services s'est alourdi, passant de -1 128,5 milliards de FCFA en 2017 à -1 386,3 milliards de FCFA en 2018. Cette évolution est essentiellement attribuable à la dégradation du déficit de la quasi-totalité des rubriques, exceptés les "autres transports et assurances" dont le déficit s'est amélioré de 2,4 milliards de FCFA à -78,8 milliards de FCFA.

III.5.1.3 La balance des revenus

En 2018, le déficit de la balance des revenus s'est atténué, atteignant -571,1 milliards de FCFA contre -595,5 milliards de FCFA en 2017. Cette évolution est liée à la hausse des entrées de capitaux au titre des revenus du travail (+3%) et du capital (+3,1%). En revanche, le déficit des transferts s'est dégradé de 2,7% à -57,1 milliards de FCFA en 2018, en lien avec la détérioration des transferts privés nets.

III. 5. 2 La balance des capitaux

La balance des capitaux est demeurée excédentaire mais en diminution de 31% à 295,7 milliards de FCFA en 2018. Ce repli est attribuable à l'alourdissement du déficit des autres Investissements (-47,3%), en dépit de la consolidation de l'excédent des Investissements Directs Etrangers (+8%) et des investissements de portefeuille (+26,6%).

III.5.2.1 Les investissements étrangers

L'amélioration du solde excédentaire des IDE observée en 2017 (+6,5%) s'est poursuivie en 2018 (+8%). Celle-ci a été favorisée par un contexte de reprise du rythme de l'activité économique. Les IDE engrangés ont concerné essentiellement :

- les activités pétrolières, compte tenu dans la remontée des prix et de l'arrivée de nouveaux opérateurs (ASSALA,.....);
- le secteur des mines;
- la construction de nouvelles usines dans la zone de Nkok, notamment dans le secteur bois ;

III.5.2.2 Les investissements en portefeuille

L'excédent du solde des investissements de portefeuille s'est amélioré de 26,6% à 165,9 milliards de FCFA en 2018. Cette situation fait essentiellement suite à la hausse des entrées de capitaux (+26,2%) au titre des participations des filiales non-résidentes dans le capital social des unités de production résidentes.

III.5.2.3 Les autres investissements

Le déficit des flux nets liés aux autres investissements s'est alourdi, passant de -486,5 milliards de FCFA à -716,7 milliards de FCFA en 2018. Cette situation provient du recul aussi bien des autres investissements à court terme (-89,3%) que des autres investissements à moyen et long terme (-15,6%). En effet, s'agissant des opérations à moyen et long terme, les flux des capitaux du secteur public au titre de l'emprunt extérieur de l'Etat, pour financement des projets, ont baissé de 15,4% à 208,9 milliards de FCFA.

Situation de la balance de paiements en 2016-2018

En milliards de FCFA	2016*	2017*	2018*	18/17
1- Transactions courantes	-412,3	-450	-214,7	-52,3%
A- Biens et Services	38,5	201,5	414,2	105,6%
a- biens	1017,7	1 330,00	1 800,50	35,4%
b- services	-979,2	-1128,5	-1 386,30	22,8%
c- revenus	-396,6	-595,9	-571,7	-4,1%
B- Transferts	-54,1	-55,6	-57,1	2,7%
2- Mouvements de Capitaux	-54,1	-55,6	-57,1	2,7%
- Investissements directs	736,0	784	846,5	8,0%
- Investissements de portefeuille	117,0	131	165,9	26,6%
- Autres investissements	-1064,0	-486,5	-716,7	47,3%
Secteur privé	-518,8	-524	-529,2	1,0%
Secteur public	-4,8	246,9	208,9	-15,4%
Banques commerciales	29,6	-154,3	83,1	-153,9%
3- Erreurs et Omissions	-171,7	-139,8	110,3	-178,9%
BALANCE GLOBALE	-794,9	-161,3	191,4	-218,7%

Source : BEAC, Estimations

III.5.3 La balance globale

Après avoir été déficitaire de 161,3 milliards de FCFA en 2017, les paiements du Gabon ont enregistré un excédent de 191,4 milliards de FCFA en 2018, suite à la baisse du déficit courant, malgré la diminution de l'excédent du compte des capitaux.

III.6 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.6.1 L'emploi

A fin décembre 2018, l'emploi dans le secteur moderne a connu une baisse de 0,9% comparativement à l'année 2017. Le secteur moderne a enregistré 194 794 agents et est resté, comme les années antérieures, dominé par l'emploi public (106 862 agents). La diminution des emplois observée a été essentiellement liée à la baisse des effectifs dans le secteur public (-2,6%) en raison des politiques d'ajustements visant à maîtriser la masse salariale.

Evolution de l'emploi dans le secteur moderne

Désignation	2016	2017	2018	Var. 18/17
Sociétés	89 246	86 832	87 932	1,3%
Parapubliques	4 051	3 889	3 971	2,1%
Privées	85 195	82 943	83 962	1,2%
Secteur public	108 150	109 752	106 862	-2,6%
Fonction publique	85 697	87 638	85 610	-2,3%
MONP	15 227	14 888	14 026	-5,8%
Collectivités locales	7 226	7 226	7 226	0,0%
Total général	197 396	196 584	194 794	-0,9%

Source : DGEPPF

III.6.1.1. L'emploi dans le secteur public

A fin décembre 2018, le nombre d'agents salariés dans le secteur public a été de 106 862 personnes contre 109 752 en 2017. La plus forte baisse a concerné les agents permanents (-2 028 agents) alors que les effectifs des collectivités locales sont restés constants.

III.6.1.1.1. Les effectifs par département

Au terme de l'année 2018, les effectifs de la fonction publique ont reculé de 2,3% pour s'établir à 85 610 agents suite à la baisse des effectifs enregistré dans l'ensemble des Administrations à l'exception des pouvoirs publics : Administration des Transports (-6%), Administration Centrale (-5,1%), Administration de Développement (-4%), Administration Economique (-3,5%). Par ailleurs, les Pouvoirs Publics ont enregistré un relèvement de leurs effectifs (+0,3%) comparativement à 2017, en rapport avec les régularisations des situations administratives.

La baisse globale des effectifs dans l'Administration publique s'explique par la volonté du Gouvernement de réduire la masse salariale de l'Etat. C'est dans ce contexte que plusieurs mesures d'ajustements sur les effectifs ont été prises en 2018. Il s'agit notamment de la:

- réduction des effectifs des cabinets, des institutions et des membres du Gouvernement;
- le prolongement du gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021, à l'exception des seuls ministères chargés de la Santé, de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et de la sécurité et Défense;
- mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge;
- suppression des corps de la Fonction Publique dédiés à certains emplois intégralement externalisés dans les établissements publics;
- formalisation des cadres organiques des services administratifs et des établissements publics (structure, emploi, poste de travail et fiche de poste);
- rationalisation des recrutements dans les cabinets des agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

Evolution de l'emploi par département

Départements	2016	2017	2018	Var 18/17
Pouvoirs Publics	23 689	23 750	23 818	0,3%
Administration Générale	13 662	14 687	13 941	-5,1%
Administration Economique	6 778	7 517	7 257	-3,5%
Administration du Développement	3 787	3 902	3 747	-4,0%
Administration des Transports	1 202	1 176	1 105	-6,0%
Administration de l'Education	24 900	24 940	24 455	-1,9%
Administration Sociale	11 475	11 533	11 259	-2,4%
Autres	204	133	28	-78,9%
TOTAL	85 697	87 638	85 610	-2,3%

Source : DGBFIP

III.6.1.1.2 L'évolution de l'emploi dans la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) ont baissé de 5,8% à fin décembre 2018 pour se situer à 14 026 agents. Ce repli est consécutif à l'application de plusieurs mesures d'ajustements des effectifs de cette catégorie d'agents prises en 2018. Il s'agit, entre autres, de l'interdiction du remplacement systématique des agents décédés ou retraités.

III.6.1.2 L'emploi dans les sociétés

Par sociétés, on entend les 350 entreprises de l'échantillon suivi par la DGEFP au titre de l'année 2018. Il s'agit essentiellement des entreprises structurées (grandes et moyennes) représentant environ 95% du chiffre d'affaires de différents secteurs. Sur cette base, l'emploi dans les sociétés a augmenté de 1,3% par rapport à 2017 pour s'établir à 87 932 emplois. Cette évolution est liée à la bonne tenue de plusieurs branches d'activités où l'on a enregistré des créations nettes d'emplois. Il s'agit notamment des secteurs : Agriculture (+15,7%), pétrole (+5,9), bois (4,3%), mines (0,8%), banques et assurances (+0,3%) ainsi que l'eau-électricité-raffinage (+0,3%).

Par contre, quelques secteurs ont enregistré des pertes d'emploi. Il s'agit notamment des Bâtiments et Travaux Publics (-16,7%), les Transports et Télécommunications (-0,8%), les Autres industries (-4,9%) et les Services (-0,9%).

Dans les entreprises parapubliques, l'emploi a progressé de 2,1% en 2018 comparativement à la même période en 2017. Cette évolution est essentiellement liée l'accroissement de l'emploi des entreprises parapubliques du secteur des transports.

Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

Désignation	2016	2017	2018	Var 18/17
Société	89 246	86 832	87 932	1,3%
Parapublic	4 051	3 889	3 971	2,1%
Privé	85 195	82 943	83 962	1,2%
Agriculture	12 523	10 964	12 681	15,7%
Pétrole	4 291	3 637	3 852	5,9%
Mines	2 374	2 488	2 508	0,8%
Bois	12 606	13 274	13 845	4,3%
Industries Agro-alimentaires	5 812	5 531	5 354	-3,2%
Autres industries	5 085	5 111	4 861	-4,9%
Eau, électricité et raffinage	4 726	4 745	4 759	0,3%
Bâtiment et travaux publics	6 717	5 547	4 623	-16,7%
Transports et Télécom	7 919	8 261	8 195	-0,8%
Services	9 337	9 735	9 647	-0,9%
Commerce	10 331	9 800	9 776	-0,2%
Banques et Assurances	3 474	3 850	3 862	0,3%

Source : DGEPPF

III.6.1.3 Le marché de l'emploi

En 2018, l'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 17 757 demandeurs d'emploi contre 11 586 en 2017, soit une hausse de 53,3%. Celle-ci fait suite aux différentes actions menées principalement dans le cadre des projets Contrat d'Apprentissage Jeunesse (CAJ) et Développement des Compétences et de l'Employabilité (PRODECE).

Au cours de cette année, l'O.N.E a observé 2 382 places vacantes contre 1 300 places l'année précédente, soit une augmentation de 83,2%. Cette situation s'explique notamment par la reprise de l'activité économique dans la plus part des branches d'activité fortement affectées par la crise, en particulier dans le secteur pétrolier.

Les embauches réalisées en 2018 se chiffrent à 993 soit un taux de placement de 41,7%. Ce taux reste tout de même très faible au regard de l'augmentation de la demande. Il traduit l'écart considérable entre le nombre de postes disponibles et les embauches réalisées et met exergue la problématique de l'inadéquation formation/emploi.

Evolution de l'offre et la demande d'emploi

Désignation	2016	2017	2018	18/17
Demandeurs d'emploi	8 149	11 586	17757	53,3%
Places vacantes (offres)	2 508	1 300	2382	83,2%
Embauchés	908	522	993	90,2%
Taux de Placement	36,2	40,2	41,7	3,7%

Source: ONE

III.6.2 Les salaires

En 2018, la masse salariale du secteur moderne a baissé de 2,8% pour s'établir à 2 018,6 milliards de FCFA. Ce repli provient aussi bien du secteur public (-4,3%) que des sociétés (-2,0%).

Evolution de la masse salariale du secteur moderne en 2018

Désignation	2016	2017	2018	18/17
Sociétés	1 320,7	1 309,1	1 283,5	-2,0%
Parapubliques	162,5	160,4	142,8	-11,0%
Privées	1 158,2	1 148,7	1 140,7	-0,7%
Secteur Public	768,6	767,8	735,1	-4,3%
Secteur Public hors collectivités locales	730,9	732,8	701,0	-4,3%
Fonction publique	646,6	650,2	642,2	-1,2%
MONP	59,5	49,3	44,0	-10,8%
Autres	24,8	33,3	14,8	-55,6%
Collectivités Locales	37,7	35,0	34,1	-2,5%
TOTAL	2 089,3	2 076,9	2 018,6	-2,8%

Sources : DGBFIP, DGEPP, DGCPT

III.6.2.1 La masse salariale du secteur public

Le Gabon a observé pour la première fois, depuis plus de quinze(15) ans un retournement de la tendance haussière de sa masse salariale. Les traitements et salaires du secteur public ont ainsi baissé de 4,3% pour se situer à 735,1 milliards de FCFA en 2018. Cette évolution s'explique essentiellement par le repli de 31,8 milliards de FCFA de la masse salariale hors collectivités locales.

III.6.2.1.1.La solde permanente par département

Au terme de l'année 2018, l'ensemble des départements a enregistré une baisse de leur masse salariale à l'exception du département des Pouvoirs publics. Toutefois, la baisse globale (-1,2%) des rémunérations de l'ensemble des administrations provient essentiellement des administrations de Transport (-5,2%), de Développement (-4,0) de l'Education (-2,7%), de l'Economie (- 2,1%), du Social (-1,4%) et de l'administration Générale (-0,6%), malgré la hausse de la masse salariale de l'Administration des Pouvoirs publics (+1,8%). Ces variations ont résulté de la maîtrise des effectifs et de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de personnel.

Par ailleurs, en dépit de cette évolution, la structure des dépenses de personnel par département n'a pas fondamentalement changé. L'éducation nationale (30,7%) est l'administration qui a la masse salariale la plus élevée en lien avec ses effectifs, suivi des pouvoirs publics (27,6%), de l'administration centrale (15,6%) et de la santé (12,5%). L'administration économique a absorbé 8% de la masse salariale totale payée en 2018.

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	Var 18/17
Pouvoirs Publics	179,1	174,2	177,3	1,8%
Administration Générale	89,5	101,2	100,6	-0,6%
Administration Economique	51,7	52,2	51,1	-2,1%
Administration du Développement	29,5	28,3	27,2	-4%
Administration des Transports	8,3	7,7	7,3	-5,2%
Administration de l'Education	202,7	203,1	197,6	-2,7%
Administration Sociale	83,1	81,9	80,8	-1,4%
Autres	2,7	1,6	0,3	
TOTAL	646,6	650,2	642,2	-1,2%

Sources : DGBFIP, DGEPP, DGCPT

III.6.2.1.2 La Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a baissé de 10,8% pour atteindre 44 milliards de FCFA contre 49,3 milliards de FCFA en 2017. Cette variation résulte essentiellement du repli des effectifs de cette catégorie d'agents en 2018 et des politiques de maîtrise des dépenses de personnel initiées par le Gouvernement.

III.6.2.1.3. La masse salariale des collectivités locales

Initialement dotée à 39,8 milliards, la masse salariale des collectivités locales a été exécutée à 34,1 milliards de FCFA, soit une baisse de 2,4% par rapport à 2017.

III.6.2.2 La masse salariale des sociétés

La masse salariale des sociétés a connu une baisse de 2,0% à 1283,5 milliards de FCFA. Cette évolution est tirée conjointement par le recul de la masse salariale des entreprises privées (+0,7%) et de celle des sociétés parapubliques (-11,0%).

Cette évolution de la masse salariale provient notamment des secteurs Transport et Télécom (-12,1%), Autres industries (-6,6%), les BTP (-5,6%) et le Commerce (-4,8%)

Evolution de la masse salariale des sociétés privées par secteur d'activité

Désignation	2016	2017	2018	18/17
Sociétés	1 320,7	1 309,1	1 283,5	-2,0%
Parapubliques	162,5	160,4	142,8	-11,0%
Privées	1 158,2	1 148,7	1 140,7	-0,7%
Agriculture	78,1	77,8	89,5	15,0%
Pétrole	181,7	160,4	152,3	-5,1%
Mines	88,4	105,7	115,8	9,6%
Bois	54,9	47,2	47,6	0,9%
Industries Agro-alimentaires	53,9	55,0	58,5	6,3%
Autres industries	18,3	18,4	17,2	-6,6%
Eau, électricité et raffinage	82,1	86,4	89,0	3,0%
Bâtiment et travaux publics	61,0	50,2	47,4	-5,6%
Transports et Télécom	194,3	205,1	180,3	-12,1%
Services	190,4	186,9	191,3	2,3%
Commerce	83,0	81,3	77,4	-4,8%
Banques et Assurances	72,1	74,3	74,5	0,3%

Source : DGEPPF

III.6.3 Les prix

Le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Libreville, Owendo et Akanda est ressorti en hausse, comparativement à 2017. Cette évolution confirme la persistance des tensions inflationnistes dans l'économie observées depuis le premier trimestre 2018. En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle est passé de 2,7% en 2017 à 4,8% en 2018.

Globalement, l'ensemble des postes de dépenses sont orientés à la hausse. Dans cette dynamique et en dépit du maintien de certaines mesures liées à la vie chère, l'évolution des prix des denrées

alimentaires de consommation courante(+3,7%), des transports (+7,9%), des communications (+15,8%), de l'enseignement (28,3%) et des dépenses de « logement, eau, gaz, électricité » (+4,3%) ont enregistré un accroissement substantiel.

Le relèvement des prix des produits alimentaires (+3,7%) notamment du pain et des céréales (+5,8%) a résulté de plusieurs facteurs, parmi lesquels, la hausse des cours internationaux des produits de l'énergie et des produits céréaliers (indice FAO).

Au plan interne, la hausse des prix des produits alimentaires s'explique par l'augmentation des prix des « Légumes et Tubercules » (+8,6%), liée principalement à la pénurie des tubercules de manioc sur le marché local en raison de la baisse des importations en provenance du Congo et du Cameroun. A cet ensemble de facteurs, s'ajoutent la mise à jour dans le système d'information douanier des tarifs CEMAC, dans le cadre des réformes engagées avec les partenaires économiques et financiers (FMI, Banque Mondiale, AFD, BAD) ainsi que l'accroissement des taxes sur le transport de marchandises, les contrôles routiers et municipaux.

En dépit d'une atténuation des tensions inflationnistes au quatrième trimestre, les prix du Transport ont progressé de 7,9% en 2018 contre 4,2% en 2017. Cette hausse découle notamment de la baisse de l'offre de transport urbain et des augmentations de prix des carburants à la pompe en lien avec la hausse du Brent.

S'agissant des Communications, le relèvement observé sur les trois premiers trimestres s'est poursuivi au cours du quatrième trimestre de l'année 2018, conduisant à une augmentation globale de 15,8% en 2018 contre -0,2% en 2017. Cette hausse est essentiellement tributaire de l'accroissement des prix du matériel de communication.

Evolution des prix à la consommation

Regroupements	Pondération	Janvier- Décembre						Glissement mensuel (%)
		Indice moyen			Variation (%)			
		2016	2017	2018	2016	2017	2018	
INDICE GLOBAL	10000	130,1	133,5	139,9	2,1	2,7	4,8	6,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	139,8	138,7	143,9	-0,1	-0,7	3,7	6,9
Pains et céréales	673	128,9	128,4	135,9	1,5	-0,4	5,8	10,7
Viandes	720	135,5	132,9	129,9	-0,4	-2	-2,2	0
Poissons et fruits de mer	446	185,6	187,9	192,7	0,6	1,2	2,6	0,3
Lait, fromage et œufs	243	124,7	127,2	128,9	-0,6	2	1,3	-0,5
Huiles et graisses	183	128,7	131,8	132	-7,2	2,4	0,2	-1,7
Légumes et tubercules	534	152,8	144,9	157,3	0,4	-5,2	8,6	23,7
Boissons alcoolisées et tabac	185	122,6	125,5	127	2,5	2,4	1,1	1,6
Articles d'habillement et chaussures	794	135,9	137,7	140,2	0,1	1,3	1,8	3,1
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	127,5	140,1	146,1	1,4	9,9	4,3	5,3
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	122,6	123,4	128,3	4,2	0,7	4	4,2
Santé	357	99,4	101,1	106,1	-5,4	1,7	4,9	5,6
Transports	990	143	148,9	160,6	10,5	4,2	7,9	6,8
Communications	355	61,8	61,7	71,4	-23,3	-0,2	15,8	20
Loisirs et cultures	503	121,6	121,4	128,5	2,7	-0,2	5,9	5
Enseignement	170	112,1	126,2	161,9	3,9	12,6	28,3	25
Restaurants et hôtels	466	130,5	129,9	135	4,1	-0,4	3,9	6,1
Biens et services divers	275	143,9	147,1	149,9	35,2	2,3	1,9	1,2
Inflation sous-jacente		122,3	127,8	134	4,2	4,6	4,3	5,7

Source : DGS

QUATRIEME PARTIE

**LA POLITIQUE ECONOMIQUE
DU GOUVERNEMENT EN 2018**

QUATRIEME PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2018

Le Gouvernement, à travers le Plan de Relance de l'Economie (PRE), a initié depuis 2017 un programme triennal de réformes économiques et financières, avec l'appui du Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Ce programme qui s'est poursuivi en 2018 vise à assurer une stabilité macroéconomique et renouer avec une croissance forte et durable. Parmi les réformes proposées, la priorité est accordée à l'apurement de la dette intérieure et l'amélioration de la gestion des finances publiques.

Ce plan de relance qui s'étalera jusqu'à la fin de l'année 2019, poursuit également la mise en œuvre des objectifs fixés par le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Ceux-ci reposent notamment sur le renforcement des infrastructures énergétiques, de transport et de télécommunication, le développement du capital humain, la diversification de la base productive par la valorisation du potentiel minier, forestier, touristique, agricole et agro-industriel, ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires.

IV.1 La politique budgétaire

La politique budgétaire initiée par le Gouvernement en 2018 visait à renforcer la viabilité des finances publiques en accentuant l'effort de mobilisation des recettes fiscales et douanières, de maîtrise de la dépense combinée à une réduction du train de vie de l'Etat. La mise en œuvre des différentes mesures du PRE s'est traduite par l'amélioration de certains indicateurs, notamment la réduction du déficit, la baisse du taux d'endettement et l'amélioration du solde de la balance de paiements qui est redevenu excédentaire.

IV.1.1 Recettes

Pour renforcer l'effort d'optimisation des recettes fiscales et douanières, les mesures envisagées ont porté sur :

- Un meilleur encadrement des modalités d'octroi des avantages fiscaux ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale avec l'imposition de nouvelles activités économiques et la révision tarifaire ;
- Une meilleure fiscalisation du secteur informel et la lutte contre la fraude ;
- Une révision du Code Général des Impôts afin de le rendre plus attractif.

Afin de lutter contre le secteur informel et la fraude fiscale, des actions ont été menées dans le but d'inciter les potentiels contribuables à exercer leurs activités économiques et commerciales en conformité avec la législation en vigueur sur le territoire national.

A ce titre, le Gouvernement a reconduit la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale. Son déploiement s'est matérialisé à travers l'intensification des campagnes de sensibilisation et

d'encouragement au civisme fiscal des contribuables installés dans les marchés et les zones commerciales. De même, les campagnes visant à encourager les opérateurs économiques à s'assujettir à la TVA ont été renforcées et les procédures de déclarations et de paiements des impôts modernisées.

Parallèlement, le nouveau taux de 5% sur la valeur « sans frais à bord » concernant la taxation du droit de sortie de manganèse ainsi que de l'or et des déchets a été appliquée.

En matière de recettes hors pétrole, il a été mis en place des dispositifs visant l'amélioration des opérations de collecte des recettes et de rationalisation des exonérations et des régimes de faveur. Ces actions ont porté sur :

- La rationalisation des exonérations, à travers :
 - ✓ Le réajustement du dispositif de la lutte contre la vie chère par une première révision en 2018 de la liste des produits de première nécessité (passant de 192 à 36 lignes tarifaires) ;
 - ✓ La mise en œuvre d'une nouvelle codification des différentes exonérations pour assurer un meilleur suivi et une gestion optimale de l'octroi de ces régimes privilégiés.
- Le soutien à l'action en recouvrement : les écarts entre le montant des émissions (liquidations) et celui des encaissements effectifs (recouvrements) ont révélé un important stock de restes à recouvrer (les impayés) des droits et taxes. Pour réduire ces écarts et emmener les opérateurs économiques à régler leur dette vis-à-vis de l'Etat, quelques actions ont été préconisées :
 - ✓ La mise en place d'un comité de réconciliation des données relatives aux recettes Douanes/Trésor ;
 - ✓ L'organisation de missions conjointes Douanes/Trésor pour sommer les opérateurs économiques de s'acquitter de leur dette ;
- La révision des dispositifs de taxation de certaines recettes, à travers les réajustements suivants :
 - ✓ Le droit de sortie de minerai de manganèse devra être déduit de la valeur transactionnelle (valeur FOB) et non des valeurs mercuriales qui ne reflètent plus l'évolution des cours mondiaux ;
 - ✓ Le prélèvement des droits de sortie sur les déchets de l'or pour éviter les glissements tarifaires.
- La modernisation des procédures douanières par la mise à niveau de l'outil informatique de dédouanement ;
- Le renforcement des capacités opérationnelles ;
- La maîtrise des dépenses fiscales, notamment par la mise en place d'une nouvelle codification des régimes d'exonérations pour un meilleur suivi et la suppression des abattements au bénéfice de certains grands importateurs.

IV.1.2 Dépenses

En matière de dépenses, il s'est agi d'assainir les dépenses publiques dans des proportions soutenables et garantir leur efficacité en respectant les objectifs fixés par le Programme de Relance Economique.

D'où certaines mesures telles que:

- la poursuite des réformes structurelles visant une meilleure gestion des finances publiques et des ressources humaines,
- la rationalisation des dépenses de fonctionnement qui s'est traduite par:
 - ✓ la réduction des effectifs des Cabinets des autres Institutions et des Autorités Administratives indépendantes;
 - ✓ la dénonciation de contrats de tout contractuel de plus de 60 ans, y compris tous les fonctionnaires maintenus en activité ayant plus de 60 ans ;
 - ✓ l'assainissement du fichier de la solde de l'Etat;
 - ✓ la suspension systématique des traitements des agents ayant atteint l'âge de mise à la retraite ;
 - ✓ la mise à la retraite immédiate des agents absents pour cause de maladie de longue durée;
 - ✓ l'examen des situations des agents publics en service dans les établissements publics et percevant une double rémunération;
 - ✓ l'audit de la masse salariale;
 - ✓ le contrôle des effectifs des agents de la main-d'œuvre non permanente ;
 - ✓ le gel des recrutements en qualité de contractuel hors statut des agents déjà à la retraite;
 - ✓ le gel des concours, des mises en stage, des titularisations, avancement et reclassement pour une durée de trois (3) ans et assainissement du fichier des titulaires de fonction pour évaluer le niveau des indemnités indues;
 - ✓ la réduction de la taille du Gouvernement;
 - ✓ la lutte contre le cumul de l'aide à la propriété et/ou au transport avec le bénéfice d'un logement, d'un bail ou d'un véhicule administratif.

Quant à la réduction du train de vie de l'Etat, des efforts de maîtrise des dépenses de biens et services ont porté sur:

- la réduction des missions à l'étranger des agents de l'Etat;
- la rationalisation des dépenses des baux administratifs par la renégociation à la baisse des contrats de location et la réappropriation des biens immobiliers dans le cadre des régularisations foncières;
- la redynamisation du programme « Télécommunications, Eau et Electricité », par un contrôle plus strict des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

IV.1.3 Les nouvelles sources de financement

Le Gouvernement a contracté plusieurs emprunts pour financer la construction d'infrastructures et des projets de développement contenus dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE),

notamment : les projets dans les secteurs de l'Education, l'Energie et l'Agriculture (16 milliards de FCFA), la deuxième phase du projet GRAINE (64,6 milliards de FCFA).

IV.2 Les politiques sectorielles

La mise en œuvre du Plan de Relance de l'Economie (PRE) a consisté à élargir la base productive tout en améliorant la compétitivité globale de l'économie, afin de diversifier les sources de croissance. Un accent a été mis sur un certain nombre de secteurs à fortes potentialités. L'observé de l'activité en 2018 montre une nette amélioration des performances dans les mines, l'industrie du bois, l'agro-industrie et l'agriculture.

IV.2.1. Agriculture- Elevage-Pêche

Les actions du Gouvernement en matière agricole visent la réduction des importations, la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie dans la perspective de l'après pétrole.

En 2018, les principales actions ont consisté à la poursuite de la mise en œuvre du projet GRAINE, malgré les difficultés de mobilisation de financements dédiés. Dans l'attente du démarrage de la seconde phase de ce projet, les résultats obtenus se résument comme suit:

- ouverture de 7 centres provinciaux ;
- recensement de 843 coopératives (regroupant 17 406 membres) dont 103 en activité avec 1899 membres;
- enregistrement de 219 agriculteurs indépendants;
- délivrance de 723 agréments et 187 titres fonciers aux coopératives ;
- validation de 230 sites des coopératives (*selon la procédure du cadre de diligence environnemental et social du Programme GRAINE*) ;
- construction et équipement de 4 centres de trempages de manioc;
- aménagement de 12 843 ha (2843 ha pour les cultures vivrières et 10 000 ha pour le palmier à huile);
- création de plantations d'une superficie de 9 252,7 ha (*1 721,7 ha pour les cultures vivrières et 7531 ha pour le palmier à huile*);
- cession par l'Etat de 4 fermes agropastorales de 50 ha chacune (*Ntoum, Motobo, Lebamba et Oyem*) au profit du Programme GRAINE;
- production de 3 713,9 tonnes (*102,4 t de banane, 3609,5 t de manioc et 2 t de légumes*);
- création de 1200 emplois directs (*dont 85% concentrés au niveau de la plantation agro industrielle de palmier à huile de Ndendé*).

Concernant le secteur de la pêche, l'orientation stratégique vise à doubler la production et à tripler les revenus générés par la filière à terme. Pour ce faire, les captures de pêche réalisées dans les eaux territoriales gabonaises doivent faire l'objet d'un débarquement sur le sol national en vue d'être transformées en produits de grande consommation pour le marché national et international.

Suite à quelques infractions aux règles et conventions, le Gouvernement a intensifié les missions de contrôle et de formation du personnel gabonais de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux

(ANPN), de l'ANPA et de la Marine Nationale en vue du respect des lois et de la conservation des milieux vitaux dans lesquels évoluent les thonidés. En effet, près de 20% de l'ensemble des captures de thon dans l'Océan Atlantique proviennent de la zone de pêche du Gabon, faisant de notre pays un site majeur pour cette industrie internationale.

L'Agence de Développement Agricole du Gabon (ADAG) a été créée en remplacement de deux institutions l'Office des Recherches, d'Introduction, d'Adaptation et de Multiplication du Matériel Végétal (ORIAM) et de l'Office national de développement rural (ONADER). Cette agence va assister le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique en matière de développement agricole.

Par ailleurs, le partenariat avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a permis la réalisation des pistes agricoles ainsi que des centres de groupage dans le Woleu-Ntem, dans le cadre du projet de développement agricole rural (PDAR).

Forêt et environnement

Le Gouvernement a mis l'accent sur l'édification d'une véritable industrie du bois pour mettre en valeur les produits connexes, issues de la 2^{ème} et de la 3^{ème} transformation à Nkok.

Par ailleurs, le Gouvernement a accentué ses efforts dans la résolution du conflit homme-faune. Dans ce cadre, de nombreux villageois ont été indemnisés et des efforts dans la lutte contre le braconnage des éléphants ont été consentis. De même, il a entrepris une série d'actions visant à préparer les opérateurs à intégrer le processus de certification des entreprises de la filière forêt-bois.

Mines

En 2018, le Gouvernement s'est attelé à améliorer le code qui régit le secteur minier. Cette révision porte sur trois grandes préoccupations :

- la prise en compte des attentes des opérateurs miniers confrontés depuis quelques années à la crise du marché des ressources minières;
- le besoin d'augmentation des investissements directs dans la recherche et l'exploitation minières dans le pays;
- la nécessité d'accroître les revenus budgétaires de l'Etat, en vue d'atteindre les objectifs de développement économique et social.

L'élaboration de ce projet a obéi à plusieurs principes et objectifs dont les plus illustratifs sont la simplification administrative et l'allègement du texte actuel (en passant de 356 à 298 articles) et l'amélioration de l'attractivité du cadre fiscal et du cadre légal et institutionnel.

En outre, le texte fait apparaître l'institution du principe et de la notion de partage de production en phase d'exploitation, entre l'Etat et l'opérateur minier, sur la base d'une approche négociée dans le cadre de la convention minière et fixée par voie réglementaire.

Le nouveau texte consacre également la disparition de la concession minière remplacée par un permis d'exploitation *« pour lequel la convention minière garantira au titulaire du permis*

d'exploitation un droit d'exploitation équivalent à la durée de vie de la mine déterminée par l'étude de faisabilité».

La modification du mode de financement des fonds de développement local et minier, le renforcement du droit de préemption de l'Etat, en cas de cession des actifs des sociétés minières et l'institution d'une obligation pour toutes les conventions minières de se conformer aux dispositions de toute nouvelle loi, dans un délai assez court, sont, entre autres, les innovations qu'apporte le texte.

Hydrocarbures

S'agissant du code des hydrocarbures, le Gouvernement s'est attelé en 2018 à la finalisation des procédures de sa modification en collaboration avec le FMI et l'Université de Houston. L'adoption de ce code permettra de corriger la rigidité reprochée à la loi en vigueur depuis 2014.

Parmi les nouvelles dispositions du code figure la baisse des taux d'imposition, avec un taux minimum de redevance de 7% pour le pétrole offshore conventionnel et de 4% pour le gaz.

S'ajoutent les durées des éléments substantiels des contrats qui seraient prolongées et renvoyées à la libre négociation.

Production énergétique et hydraulique

Le projet de cinq mille (5000) lampadaires solaires a démarré. Ce vaste projet vise à doter en éclairage public les zones rurales et certaines villes. Il a pour finalité, la mise en œuvre d'une véritable transition énergétique à travers la production d'électricité par les énergies renouvelables qui passera à 80% en 2020, comme l'ambitionne le PSGE.

A ce jour, sur deux mille deux cent trente (2230) unités livrées, quatre cent vingt-deux (422) lampadaires ont déjà été installés. Pour ce qui est du projet d'installation de 925 pompes hydrauliques, les études techniques sont achevées.

Des investissements ont été réalisés dans le secteur de l'électricité, notamment :

- les projets de sécurisation du réseau de transport d'électricité de Libreville et sa région ;
- la construction du poste de transformation de Ntoun 2 (225/90KV) ;
- les travaux de constructions de la ligne électrique 90KV entre le poste Ntoun 2 et le poste de transformation 90/20KV de la ZES de NKOK ;
- l'alimentation des axes routiers Bitam-Okok-Batouri (projet réalisé en PPP avec le groupe OLAM) ;
- l'interconnexion entre Kango et Lambaréné.

Infrastructures

Concernant les infrastructures routières, les travaux d'aménagement routier et d'assainissement se poursuivent. La priorité a été donnée non seulement aux travaux de la route nationale 1, reliant

la province de l'Estuaire aux autres provinces, mais également le désenclavement de la province de l'Ogooué-Maritime.

Etat d'avancement des tronçons concernés :

- tronçon Port-Gentil Omboué, long de 95,92 km, disposant de deux ponts dont l'un s'étire sur 4,707km sur le fleuve Ogooué à Ozouri, tandis que l'autre, d'une longueur de 4,577 km, traverse la lagune Nkomi. Ce chantier sera livré en septembre 2019. En juin 2018, 98% des travaux étaient réalisés;
- assainissement du bassin versant de Nzeng-Ayong est en cours de finalisation ;
- route PK5-PK12, le chantier a été livré en septembre 2018.

Dans le même temps, les travaux d'assainissement et de voiries urbaines à Libreville et Port-Gentil ont été réalisés à hauteur de 57,4 milliards de FCFA. Ces travaux s'intègrent dans les schémas directeurs d'aménagement des villes sur la période 2017-2019.

Le Gouvernement, à travers son partenariat avec OLAM, a construit un nouveau quai à cargo au port d'Owendo en vue de diminuer les coûts de logistiques tout en augmentant la productivité. L'objectif poursuivi est de rendre le Gabon plus attractif pour les investissements directs

Enseignement supérieur

Les mesures prises par le gouvernement dans le domaine de l'enseignement supérieur, en 2018, ont porté sur la mise en œuvre du nouveau mode de gouvernance des établissements publics d'enseignement supérieur. Celui-ci instaure la sélection comme mode de désignation des Chefs d'établissement, sur la base d'un projet de gouvernance institutionnel concurrentiel, après appel à candidature.

Au niveau de la formation professionnelle, trois centres de formation professionnelle et de perfectionnement sont en cours de construction, à Ntoun (Nkok), à Port-Gentil (Ntchengué) et à Franceville (Mvengué) avec une capacité de 1 000 apprenants chacune. Ce seront plus de douze disciplines du secteur industriel qui y seront enseignées. Ce projet est financé par une banque chinoise pour un montant de 120 millions de dollars USD (65 milliards de FCFA). A ce jour, le premier centre est très avancé et pourrait être livré en 2020.

Education nationale

Le secteur de l'éducation demeure au cœur des préoccupations du Gouvernement. Ainsi, les actions dans ce secteur ont porté notamment sur :

- la mise en fonction des complexes scolaires d'Owendo, de Bikelé et du CES Bolossoville (rénovation de 12 salles de classe et construction de 27 autres) ;
- l'acquisition de 3000 ordinateurs pour les salles informatiques dans les lycées et collèges ;
- la fourniture de 99 116 tables-bancs.

IV.3 La politique sociale

Santé

En matière de santé, le Gouvernement ambitionne de doter le Gabon d'un système de santé performant, accessible à tous et reposant sur la stratégie des soins de santé primaires rendue possible grâce à une médecine préventive et de proximité. Ce secteur a bénéficié d'une attention particulière qui s'est matérialisée en 2018 par:

- l'ouverture du Centre Hospitalier Universitaire(CHU) Mère et Enfant de Jeanne Ebori;
- la mise en place d'un nouveau cadre organique sur la réforme des hôpitaux ;
- l'acquisition de cliniques mobiles dans la cadre de la médecine de proximité ou itinérante;
- la poursuite de la mise en œuvre des programmes de vaccination ;
- la gratuité des accouchements dans les structures sanitaires publiques et la distribution des layettes.

Social

En 2018, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de sa politique, conformément aux orientations de la stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG).

On relève les actions suivantes :

- Etablissement de trois mille (3 000) actes de naissance aux gabonais qui en étaient dépourvus ;
- Formation de deux cent cinquante (250) personnes vivant avec un handicap sur les activités génératrices de revenus (AGR) pour leur autonomisation sur le plan économique.

Le Gouvernement a par ailleurs adopté une stratégie nationale en faveur des personnes âgées. Ceci, afin d'assurer à cette tranche de la population, une meilleure prise en charge sanitaire, par la construction d'infrastructures à l'instar des maisons de vie à leur profit, l'aménagement d'un Centre de gériatrie et de gérontologie dans chaque principale ville des neuf provinces du pays et même l'adoption de tarifs préférentiels pour les transports publics.

Logements sociaux

Le Gouvernement a acté la fusion-absorption de la Société nationale des logements sociaux (SNLS) par la Société nationale immobilière (SNI), afin de mieux organiser la construction et la livraison de logements sociaux.

Par ailleurs, un Guichet d'Accompagnement à l'Auto-Construction (GAAC) a été lancé par la Société Nationale Immobilière (SNI). Le GAAC est une offre de services destinée à accompagner des personnes physiques ou morales dans la réalisation d'un projet immobilier. Les objectifs visés

par ce service sont de faciliter l'accès à un logement décent et de promouvoir la réalisation de projets immobiliers à moindre coût.

La structuration des financements et la mise en place des mécanismes de levée des fonds achevés, la SNI se donne comme objectif principal la relance du projet des 3 808 logements. Dans cette optique, un établissement de micro-finance de 2^{ème} catégorie a injecté 1,7 milliard de FCFA pour la reprise du chantier d'Akébé-Likouala qui comprend 4 bâtiments de 56 appartements et un duplex.

IV.4.Secteur privé

Environnement des affaires

L'appui à l'investissement et au secteur privé constitue un des éléments majeurs de la politique de diversification de l'économie.

Celui-ci s'est décliné, sur la période, en actions de rationalisation et de renforcement du dispositif du développement du secteur privé, de promotion de l'entrepreneuriat. C'est dans cette optique que l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI) a amorcé des études de compétitivité filière avec la participation de l'ensemble des gouvernorats, afin d'assurer une meilleure cohérence au niveau national.

De plus, l'ANPI est engagée dans la poursuite de l'élaboration du code des investissements. L'adoption du nouveau code permettra de réduire les risques sur le développement du secteur privé, d'assurer la diversification et la croissance économique du pays. Elle ambitionne de disposer d'un système efficace et transparent d'attrait des investissements, l'amélioration et la modernisation du cadre juridique des investissements.

CINQUIEME PARTIE

LES PERSPECTIVES

2019 – 2020

CINQUIEME PARTIE : LES PERSPECTIVES 2019-2020

En 2019, l'économie mondiale continuerait de décélérer pour s'établir à 3,2% contre 3,6% un an plus tôt. Ce ralentissement de l'activité découlerait des effets induits des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, de l'atonie des économies des principaux pays avancés, émergents et en développement, ainsi que du resserrement des conditions financières sur les marchés financiers.

Ce repli de l'expansion mondiale s'accompagnerait aussi d'une contraction du volume des biens et services échangés (2,5% contre 3,7%).

De même, le recul de l'expansion mondiale entrainerait une stagnation du taux de chômage dans les pays avancés. L'inflation globale par région, les salaires et l'inflation hors alimentation ainsi que l'énergie demeurerait élevés. Les taux d'intérêts seraient revus à la hausse dans certains pays avancés.

V.1. La conjoncture dans les principaux pays avancés en 2019 et 2020

Globalement, la croissance économique des pays avancés ralentirait, en raison d'une surenchère des taxes douanières entre les États-Unis et ses principaux partenaires commerciaux, de la perte de confiance des investisseurs, de l'essoufflement de la Chine et de la perspective d'une sortie de l'Angleterre de l'Union Européenne. Le Produit Intérieur Brut (PIB) de ce bloc de pays progresserait de 1,9% en 2019 contre 2,2% en 2018.

L'évolution de l'économie américaine marquerait le pas à 2,6% en 2019 ce, malgré le stimulus budgétaire de l'administration et l'augmentation de l'investissement public. Dans le même temps, il est attendu des replis du marché de l'immobilier, de la production manufacturière et une augmentation des demandeurs d'emplois.

L'économie japonaise croîtrait légèrement en 2019 pour atteindre 0,9%, portée par l'augmentation de la consommation des ménages de 0,7%, en dépit d'un fort séisme et de graves inondations survenus en septembre 2018. La stagnation de l'économie chinoise et les conséquences des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine affecteraient aussi la croissance de l'économie nipponne.

Dans la zone euro, la croissance du PIB reculerait à 1,3% en 2019, en liaison avec les effets du Brexit, la crise du secteur automobile en Allemagne et la dégradation du climat des affaires en France. Le taux de croissance de l'économie allemande se situerait à 0,7%. En France, l'expansion ralentirait à 1,3%, suite aux mouvements de revendications sociales et à l'augmentation de la facture énergétique.

La progression économique de l'Italie serait quasi nulle et s'établirait à 0,1% en 2019, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans toute l'Europe et les principales mesures adoptées par le gouvernement, notamment l'abaissement de l'âge de départ à la retraite pour certaines catégories qui creuserait le déficit des comptes publics.

Le rythme de croissance de l'économie espagnole continuerait à ralentir. Toutefois, son niveau demeurerait au-dessus de la moyenne de la zone, grâce à une demande intérieure qui compenserait le ralentissement des exportations. Son PIB évoluerait ainsi de +2,3% après +2,6% en 2017.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

En 2019, les pays émergents et en développement demeureraient les locomotives de l'évolution mondiale (4,1%) et ce, malgré une baisse des prix de l'or noir sur les marchés internationaux et la persistance des sanctions internationales sur la Russie.

Ainsi, la croissance économique russe se ralentirait à 1,2%. En effet, la consommation des ménages serait impactée par la hausse de deux points de la TVA qui pèserait sur l'évolution des salaires réels. L'augmentation des prix (5,2%) resterait toutefois inférieure aux anticipations de la banque centrale qui maintiendrait son taux directeur à 7,75%.

La croissance de l'économie chinoise refluerait à 6,2%, en liaison avec une baisse de la demande mondiale et la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Le moteur principal de l'activité économique en Chine demeurerait la consommation domestique. Par secteur, les entreprises du tertiaire enregistreraient la plus forte croissance de la valeur ajoutée (+7%). La croissance indienne évoluerait à 7,0%, essentiellement tirée par la consommation des ménages et l'investissement privé, suite à l'amélioration de la situation financière des entreprises.

Le produit intérieur brut du Brésil connaîtrait une décélération en 2019 par rapport à 2018. La croissance s'élèverait à 0,8% contre 1,1%, du fait des pressions inflationnistes et du repli des cours des matières premières sur les marchés internationaux.

La croissance de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan progresserait à 1,0% en 2019, en dépit du ralentissement du commerce international et du durcissement des conditions financières. Cette croissance serait favorisée par des facteurs intérieurs tels que les réformes des politiques publiques. Les pays exportateurs de pétrole connaîtraient une légère amélioration de leur performance économique.

La croissance des pays d'Afrique subsaharienne s'améliorerait en 2019, en liaison avec les réformes économiques menées dans de nombreux pays de cette région. Elle rebondirait à 3,4% après avoir été de 3,1% pendant quatre années consécutives.

La légère reprise du secteur pétrolier et la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire contribueraient à l'affermissement de l'activité économique du Nigéria, soit +2,3% sur la période.

L'économie sud-africaine évoluerait de +0,7% en 2019 contre +0,8% l'année précédente. Les incertitudes politiques seraient le principal obstacle à une croissance vigoureuse.

V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Les activités économiques des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) seraient plus dynamiques en 2019, en rapport avec la vigueur du secteur non pétrolier et, dans une moindre mesure, du secteur pétrolier malgré l'existence de vulnérabilités affectant la sous-région tant sur le plan sécuritaire que macroéconomique.

L'activité économique de la zone CEMAC se renforcerait de 3,2% contre 1,7% en 2018, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée à un doublement de la contribution du secteur non pétrolier. En conséquence, la croissance du secteur pétrolier devrait gagner en vigueur et s'établirait à 3,4% en 2019 contre 2,3% en 2018. Le secteur non pétrolier quant à lui devrait progresser de 3,2% en 2019 contre 1,6% en 2018.

En termes de contribution, le secteur non pétrolier serait le principal moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec une participation estimée à +2,5 points (contre +1,2 point un an plus tôt), tandis que celle du secteur pétrolier continuerait de progresser à +0,7 point contre +0,5 point en 2018, ce grâce notamment à l'accroissement de la production attendue au Congo et au Tchad.

Les pays de la CEMAC enregistreraient une croissance économique positive, excepté la Guinée Equatoriale (-3,0%). Cette évolution résulterait d'un regain des industries extractives, de la construction et des services financiers et immobiliers. En outre, la croissance au Tchad devrait sensiblement s'accroître, passant de 2,4% à près de 6%, en lien avec une nette progression dans le secteur pétrolier.

Du côté de la demande, la croissance économique en 2019 serait principalement tirée par la demande intérieure, avec une contribution de 3,3 points, poussée à la fois par le rebond de la consommation publique (+0,7 point) et privée (+0,7 point), et par un apport sensible des investissements bruts (+1,8 point). La dynamique des investissements privés devrait découler de la composante pétrolière (+0,8 point contre +0,1 point en 2018).

V.1.3 L'évolution des produits de base

En 2019, les prix des matières premières devraient se replier. En effet, l'activité économique se déroulerait dans un environnement marqué par la persistance de risques liés aux tensions géopolitiques, aux guerres commerciales et au déchainement des phénomènes climatiques.

Ainsi, les prix des produits énergétiques (pétrole, gaz et charbon) devraient reculer de 7,9% en moyenne en 2019. De leur côté, les cours des produits agricoles se replieraient de 2,6% avant de rebondir en 2020, sous l'effet d'une baisse de la production et du renchérissement des prix des engrais. Globalement, l'escalade des tensions commerciales tirerait les prix vers le bas.

A l'inverse, les prix des métaux poursuivraient leur remontée en 2019, après la brusque baisse enregistrée au second semestre 2018. Une dynamique qui s'expliquerait par les insuffisances de l'offre dans un contexte de stabilisation de l'activité en Chine.

Le Pétrole

Le baril de pétrole se situerait à 59,16 dollars, en baisse de 13,4% en 2019, avant de se stabiliser à 59,02 dollars à l'horizon 2020. Ainsi, après avoir atteint un niveau plancher de 52 dollars à mi-décembre 2018, le baril de Brent se redresserait au premier semestre en 2019. La reconduction de l'accord de réduction de production décidé par l'OPEP et ses partenaires, ainsi que les perturbations dans l'approvisionnement ont permis d'atténuer la forte hausse de la production de pétrole de schistes bitumineux aux Etats-Unis.

Cependant, deux risques majeurs demeurent: l'impact des sanctions américaines sur l'Iran à la suite de la fin de certaines dérogations et l'entrée en vigueur, prévue au 1^{er} janvier 2020, des règles adoptées par l'Organisation maritime internationale pour réduire les émissions dans le transport maritime, qui pourraient faire flamber les prix du diesel.

Les oléagineux

Après une année 2018 marquée par une chute des prix à leur plus bas niveau depuis trois ans, les cours mondiaux de l'huile de palme pourraient repartir à la hausse en 2019. Les prix moyens de référence devraient grimper de 3% à 574 dollars. L'embellie prévue repose sur l'hypothèse d'un essoufflement de la croissance de la production des oléagineux d'une année sur une autre en Indonésie (premier producteur mondial) et en Malaisie.

Le caoutchouc

La croissance de la demande de la Chine (40% de la consommation mondiale) ralentirait à 3,2% en 2019 contre 5,3% en 2018. De plus, la dévaluation du yuan augmenterait les prix des importations pour les fabricants chinois de pneumatiques. Dans le même temps, la production mondiale de caoutchouc naturel devrait bondir de 5,8% à 14,7 millions de tonnes en 2019. En conséquence, le prix du caoutchouc reculerait de 5% en 2019.

Le café

La livre d'arabica pourrait gagner 14% en 2019, en raison de l'année faible du cycle biennal que devrait traverser le Brésil. En effet, le pays ne devrait produire que 55 millions de sacs en 2019/2020, soit 8,3% de moins. De même, le robusta devrait tirer profit du renforcement de la monnaie brésilienne qui pourrait influencer les prix en créant une situation de rareté car lorsque le réal se renforce par rapport au dollar, les exportateurs de café évitent d'écouler leur production dans l'immédiat.

Le cacao

Selon l'organisation mondiale du cacao (ICCO), l'excédent mondial de cacao se chiffrerait à 36 000 tonnes, soit 3 000 tonnes de moins qu'estimé précédemment. La Côte d'Ivoire devrait

produire 2,2 millions de tonnes malgré les préoccupations liées aux conditions de sécheresse qui règnent pendant la campagne intermédiaire.

Du côté de la demande, la dynamique observée au niveau des broyages sera essentiellement tirée par l'Asie et l'Océanie (+6%) et par les Amériques (+4%). Au total, les prix progresseraient faiblement (+3%).

Le sucre

Le marché sucrier global pourrait entrer à nouveau dans une phase déficitaire en 2019/2020. Le déficit sucrier atteindrait 1,9 million de tonnes contre un surplus de 2,55 millions de tonnes en 2018/2019, du fait de la révision à la baisse de la récolte indienne de sucre. Le cours du sucre brut (côté à New York) augmenterait de 15% et celui du sucre blanc à Londres, de 17%.

L'or

Le marché aurifère se consoliderait en 2019. En effet, le prix de l'or devrait augmenter de 3,3% à 1 310 dollars, en raison de la faiblesse du dollar américain qui se traduirait par un repli des actifs en dollar. A cela, il faut ajouter les tensions géopolitiques et la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

En 2019, la production nationale de pétrole observerait un retournement conjoncturel, après plusieurs années de régression successive. Ainsi, malgré le déclin naturel des champs matures, les arrêts planifiés pour raisons de travaux de maintenance plus longs que prévus et les divers imprévus, la production devrait progresser de 8,4% par rapport à 2018, pour atteindre 10,45 millions de tonnes (76,3 millions de barils). Cette performance s'explique par l'entrée en production du champ Simba par la société Perenco et les forages de développement des champs par la plupart des opérateurs.

Parallèlement, le prix du baril de Brent se situerait à 60,0 dollars contre 69,42 dollars le baril en 2018, soit un retrait de 13,6%, sous l'effet du ralentissement généralisé de la demande en énergie, de la forte augmentation du nombre de puits actifs aux États-Unis et des tensions commerciales entre ce pays et la Chine.

A l'inverse, le taux de change USD/FCFA s'apprécierait de 2,9% en 2019 pour s'établir à 571,9 FCFA pour un dollar américain, soutenu par la politique de desserrement monétaire de la BCE et le rejet de l'accord du Brexit au parlement britannique.

V.2.1.2 Les mines

Dans un contexte favorable marqué par la fermeté de la demande mondiale de manganèse impulsée par la bonne tenue de l'industrie sidérurgique, la production de minerais et d'agglomérés de manganèse progresserait de 19,8% pour se situer à 6,3 millions de tonnes en 2019, confortée par la mise en production du gisement d'Okondja et des résultats positifs attendus dans les autres sites.

V.2.1.3 La filière bois

L'exploitation forestière serait marquée par la poursuite des bonnes performances à la faveur de la demande soutenue des industries locales en grumes, notamment celles installées dans la zone économique spéciale de Nkok. Ainsi, la production de grumes progresserait de plus de 20% pour se situer autour de 2,5 millions de m³ en 2019.

Dans le même temps, la production des industries de transformation du bois augmenterait de 16,7% en 2019 à 1,2 million de m³. L'amélioration des conditions d'approvisionnement des unités de production et la montée en puissance des usines nouvellement installées dans la zone de Nkok justifieraient cette performance.

V.2.1.4 L'agriculture

Le secteur agriculture se caractériserait par la poursuite de l'embellie en 2019. Ainsi, la production d'huile de palme passerait de 49 949 tonnes en 2018 à 94 320 tonnes en 2019, soit une hausse de 88,9%, soutenue par la montée en puissance des plantations de Kango et Mouila. Parallèlement, la production de caoutchouc naturel augmenterait de 29,7% à la faveur de l'entrée en production des plantations d'hévéa d'Olam à Bitam.

V.2.1.5 Les Agro-industries

L'activité de la branche des industries agro-alimentaires devrait se consolider en 2019, du fait de l'amélioration des performances du groupe Olam. En effet, le raffinage de l'huile de palme en oléine, huile palmiste et savons progresseraient de 42,8% à 24 905 tonnes. Par ailleurs, la fermeté de la demande domestique et le renforcement de l'outil de production soutiendraient la transformation de sucre et la fabrication des boissons (alcoolisées et gazeuses) et de l'eau minérale.

V.2.1.6 Les autres industries

Les autres industries de transformation se caractériseraient globalement en 2019 par un tassement de leur activité, attribuable aux contreperformances des industries chimiques et ce, malgré la bonne tenue de la production des matériaux de construction (ciment et fer à béton). Par contre, l'activité de transformation de manganèse en alliages de manganèse (silico-manganèse et manganèse métal) devrait se renforcer de 4,5%.

V.2.1.7 Le raffinage

Le ralentissement de l'activité de raffinage de pétrole brut se poursuivrait en 2019, en raison de l'obsolescence des installations techniques. Ainsi, le volume du brut traité fléchirait de 4,4% à 759391 tonnes métriques.

V.2.1.8 L'énergie

La branche de l'électricité et de l'eau se caractériserait par un raffermissement de son activité en 2019, se traduisant par une légère hausse de la production en électricité de 0,2% à 2 343 millions de KWh. Par ailleurs, les travaux de forages à Ntoun induiraient une hausse de la production d'eau de 8,2% à 126 millions de m³.

V.2.1.9 Les BTP

La branche des BTP devrait connaître un retournement conjoncturel avec la production vendue qui progresserait de 1,5%, en liaison avec la poursuite des travaux de réhabilitation de la voie ferroviaire et des projets de construction des logements sociaux dans le cadre des projets Comilog 20-20, de la CDC et de la SNI dans les lotissements d'Akanda.

V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport

L'activité dans la branche des transports et auxiliaires connaîtrait une embellie en 2019, avec la bonne tenue du secteur minier et des industries du bois. Par conséquent, le volume global de marchandises acheminées par rails évoluerait de 15,8% à 6,8 millions de tonnes, pendant que les volumes manipulés au niveau des différents ports (Port-Gentil, Port môle, Port d'Owendo et GSEZ ports) augmenteraient de 23,1% à 14,2 millions de tonnes.

V.2.1.11 Le commerce

Le secteur commerce connaîtrait une légère hausse de 1,9% avec un chiffre d'affaires de 1 063 milliards de FCFA en 2019. Ce regain d'activité résulterait de la fermeté de la demande globale générée par la reprise d'activité dans la plupart des secteurs économiques.

V.2.1.12 L'hôtellerie

Le secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme resterait marqué par l'absence prononcée d'évènements d'envergure. Néanmoins, les efforts incessants d'innovation impulsés par les opérateurs économiques entraîneraient un léger relèvement du chiffre d'affaires global de 0,4%.

V2.2 La Micro finance

En terme de perspectives, l'activité du secteur poursuivrait son expansion, en 2019, en raison de :

- l'arrivée de nouveaux établissements de microfinance dont les dossiers sont actuellement en instruction à la COBAC ;
- la poursuite de l'assainissement du secteur ;
- la consolidation de l'assise financière des EMF en difficulté.

V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2019 et 2020

Les perspectives macroéconomiques du Gabon restent favorables sur la période 2019-2020. Cette situation proviendrait d'une nette amélioration de la production des activités de rente et de la relance de plusieurs chantiers notamment dans le secteur de l'énergie et des BTP.

V.2.3.1 Les principales hypothèses

Les prévisions de croissance reposent sur les principales hypothèses suivantes : une production pétrolière en hausse de 11,8% en 2019, une baisse de 13,6% du prix du baril gabonais, une augmentation de 28,4% des exportations de manganèse, en lien avec la bonne tenue du marché sidérurgique mondial, et une appréciation de 3,8% du taux de change.

Par ailleurs, la politique volontariste du Gouvernement en matière d'investissement public favoriserait également la croissance économique en 2019.

Principales hypothèses de 2019 à 2020

	2018	2019	2020	19/18	20/19
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	9,646	10,784	10,414	11,8%	-3,4%
Production de pétrole (en millions de Barils)	70,416	78,726	76,021	11,8%	-3,4%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	69,4	60,0	60,0	-13,6%	0,0%
Prix moyen de Brent (en \$US)	70,8	65,5	63,9	-7,4%	-2,5%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	5 039,0	6 467,5	7 069,4	28,4%	9,3%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	219,0	205,8	204,1	-6,0%	-0,8%
Production de l'or (en tonne)	0,1	0,1	0,1	20,5%	10,0%
Prix de vente de l'or (\$US/l'once)	1 269,3	1 300,8	1 336,2	2,5%	2,7%
Production de gaz (milliers de m ³)	511,4	463,9	482,9	-9,3%	4,1%
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	0,11	0,14	0,13	23,0%	-2,6%
Taux de change (en dollars/F.CFA)	555,7	577,0	577,0	3,8%	0,0%
Production de manganèse (en milliers de tonnes)	5 366,5	6 552,2	7 161,9	22,1%	9,3%
Silico manganèse (milliers de tonnes)	41,0	31,3	37,5	-23,6%	19,7%
Manganèse métal (milliers de tonnes)	8,9	8,2	9,8	-8,4%	19,7%

Source : DGEPPF

V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2019

Au regard des hypothèses ci-dessus, le Produit Intérieur Brut (PIB) progresserait de 3,4% en 2019 et de 2,7% en 2020, en lien avec l'accroissement de la production pétrolière et la vitalité du secteur hors pétrole.

Evolution du taux croissance de 2019 à 2020

	2018	2019*	2020*
PIB total	0,8%	3,4%	2,7%
Pétrole	-8,2%	11,8%	-3,4%
Hors pétrole	2,0%	2,4%	3,5%

Source : DGEPPF

V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2019 et 2020

Au plan sectoriel, la hausse du secteur primaire (+9,1% en 2019 et +3,6% en 2020) résulterait de l'accroissement de la production pétrolière et des performances appréciables des branches minières et exploitation forestière. Le redressement de l'activité du secteur secondaire (+3,9% en 2019 et en 2020) proviendrait essentiellement de la bonne tenue de l'ensemble de ses branches.

Enfin, la consolidation du secteur tertiaire (+2,7% en 2019 et +4,2% en 2020), découlerait du dynamisme de ses principales branches motrices: les transports et communications (+2,7% en 2019 et 4,8% en 2020), les services (+1,5% en 2019 et 3,1% en 2020) et le commerce, respectivement de +2,1% en 2019 et de 3,6% en 2020.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2019 à 2020

En milliards	PIB Nominal (en valeur au prix du marché)					PIB Réel en volume au prix de 1991				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 366,1	9 760,1	10 072,1	4,2%	3,2%	5 530,9	5 718,2	5 873,8	3,4%	2,7%
PIB marchand	8 048,7	8 481,9	8 783,8	5,4%	3,6%	4 497,6	4 716,4	4 871,9	4,9%	3,3%
Secteur primaire	2 786,3	2 949,2	2 918,7	5,8%	-1,0%	1 068,1	1 187,4	1 209,2	11,2%	1,8%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	431,3	460,6	10,4%	6,8%	325,6	354,6	382,6	8,9%	7,9%
Exploitation forestière	118,6	125,7	131,1	6,0%	4,3%	78,3	79,9	83,9	2,0%	5,0%
Pétrole brut	2 040,4	2 117,9	2 031,6	3,8%	-4,1%	563,3	629,8	608,2	11,8%	-3,4%
Mines	236,7	274,3	295,3	15,9%	7,7%	100,8	123,1	134,6	22,1%	9,3%
Secteur secondaire	2 207,2	2 338,8	2 463,5	6,0%	5,3%	1 000,4	1 054,5	1 093,3	5,4%	3,7%
Industries agro-alimentaires, boissons	179,6	186,6	195,0	3,9%	4,5%	123,3	125,5	129,3	1,8%	3,0%
Industrie du bois	191,8	200,5	209,3	4,5%	4,4%	118,6	122,7	127,6	3,5%	4,0%
Autres industries y compris minières	316,8	345,7	353,6	9,1%	2,3%	170,0	179,3	189,3	5,5%	5,6%
Raffinage	9,8	4,6	4,6	-52,7%	-0,8%	7,3	3,8	3,8	-47,7%	-1,0%
Electricité, Eau	111,5	118,4	130,6	6,2%	10,3%	53,9	54,9	57,1	1,8%	4,0%
BTP	308,3	364,1	386,9	18,1%	6,3%	172,0	198,0	204,8	15,1%	3,5%
Recherche, services pétroliers	1 089,4	1 118,9	1 183,5	2,7%	5,8%	355,4	370,3	381,4	4,2%	3,0%
Secteur tertiaire	2 488,5	2 637,1	2 836,5	6,0%	7,6%	1 911,5	1 954,4	2 036,3	2,2%	4,2%
Transports & Communications	856,6	918,3	1 004,4	7,2%	9,4%	703,2	718,7	752,9	2,2%	4,8%
Services	1 010,5	1 059,0	1 124,6	4,8%	6,2%	769,2	780,7	804,9	1,5%	3,1%
Commerce	454,4	480,8	509,5	5,8%	6,0%	279,1	284,9	295,2	2,1%	3,6%
Services bancaires, assurances	282,6	300,1	313,0	6,2%	4,3%	279,3	290,5	297,7	4,0%	2,5%
SIFIM	-115,7	-121,1	-115,1	4,7%	-5,0%	-119,2	-120,4	-114,4	1,0%	-5,0%
DTI et TVA	566,8	556,9	565,2	-1,7%	1,5%	517,5	520,1	533,1	0,5%	2,5%
PIB non marchand	1 317,4	1 278,2	1 288,3	-3,0%	0,8%	1 033,4	1 001,9	1 001,9	-3,0%	0,0%

Source : DGEFP

V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2019 et 2020

Entre 2019 et 2020, du point de vue de la demande, l'activité reposerait sur la dynamique externe et interne. En effet, la demande nette intérieure et extérieure enregistrerait une progression respectivement de 0,1% et 81,3% en 2019 et 1,4% et 19,2% en 2020.

L'évolution de la demande nette intérieure résulterait de l'accroissement de l'investissement du secteur pétrolier (+8,0% en 2019 et +3,2% en 2020), en lien avec les investissements en équipement de surface des nouveaux projets. Dans le hors pétrole (+3,1% en 2019 et 2,7% en 2020), elle serait soutenue par la poursuite des projets dans les secteurs mines, transport, BTP et agriculture.

La baisse des dépenses publiques notamment en biens et services expliquerait la régression de la consommation totale de 2,3% en 2019, mais en légère reprise de 0,4% en 2020.

La demande nette extérieure serait soutenue par la bonne tenue des exportations de manganèse (+18,4% en 2019 et +6,0% en 2020) et des produits de rente (27,0% en 2019 et 37,0% en 2020), notamment l'huile de palme.

Evolution du PIB par la demande de 2019 à 2020

En milliards de FCFA	PIB Nominal en valeur (Prix du marché)					PIB Réel en volume (Prix constant 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 366,1	9 760,1	10 072,1	4,2%	3,2%	5 530,9	5 718,2	5 873,7	3,4%	2,7%
DEMANDE NETTE INTERIEURE	6 647,7	6 850,0	7 182,7	3,0%	4,9%	5 304,6	5 308,1	5 384,7	0,1%	1,4%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	2 718,4	2 910,1	2 889,4	7,1%	-0,7%	226,3	410,2	489,1	81,3%	19,2%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 661,9	4 809,7	1,2%	3,2%	3 471,2	3 392,8	3 407,7	-2,3%	0,4%
Ménages	3 617,7	3 769,4	3 923,5	4,2%	4,1%	2 605,8	2 640,0	2 682,0	1,3%	1,6%
Administrations	989,9	892,5	886,2	-9,8%	-0,7%	865,4	752,8	725,7	-13,0%	-3,6%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 040,0	2 188,1	2 373,0	7,3%	8,5%	1 833,4	1 915,3	1 977,0	4,5%	3,2%
Privé	1 864,3	2 000,8	2 086,8	7,3%	4,3%	1 649,1	1 727,1	1 776,4	4,7%	2,9%
dont : Pétrole	910,4	1 001,9	1 043,8	10,0%	4,2%	558,3	603,0	622,1	8,0%	3,2%
Hors Pétrole	953,9	998,9	1 042,9	4,7%	4,4%	1 090,8	1 124,1	1 154,3	3,1%	2,7%
Administration	175,7	187,3	286,3	6,6%	52,8%	184,3	188,1	200,6	2,1%	6,6%
EXPORTATIONS TOTALES	4 733,3	5 014,5	5 117,8	5,9%	2,1%	2 428,5	2 751,2	2 944,7	13,3%	7,0%
Pétrole	3 420,8	3 500,6	3 370,0	2,3%	-3,7%	1 191,5	1 290,4	1 250,5	8,3%	-3,1%
Hors Pétrole	1 162,4	1 359,2	1 576,5	16,9%	16,0%	1 170,1	1 387,4	1 615,2	18,6%	16,4%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	403,6	498,2	678,0	23,4%	36,1%	389,5	494,7	677,6	27,0%	37,0%
Mines	395,2	453,2	473,0	14,7%	4,4%	391,9	463,8	491,5	18,4%	6,0%
Bois transformé	360,0	404,1	421,6	12,2%	4,3%	385,0	425,0	442,0	10,4%	4,0%
Produits manufacturiers	3,6	3,7	3,9	4,2%	5,4%	3,6	3,9	4,1	8,0%	7,0%
IMPORTATIONS TOTALES	2 014,9	2 104,4	2 228,4	4,4%	5,9%	2 202,2	2 341,1	2 455,6	6,3%	4,9%
dont Consommations	406,2	423,1	442,4	4,2%	4,6%	378,8	398,7	414,8	5,3%	4,1%
Equipements	768,8	805,2	853,5	4,7%	6,0%	981,3	1 037,6	1 089,0	5,7%	5,0%

Source : DGEPPF

V.2.3.3 Les prévisions du budget

V.2.3.3.1 Les recettes

Les recettes budgétaires s'établiraient à 2 113,4 milliards de FCFA contre 1 674,1 milliards de FCFA collectés en 2018, soit un accroissement de 26,2%. Cette embellie proviendrait du raffermissement aussi bien des recettes pétrolières que des recettes hors pétrole, en lien avec la bonne tenue de l'activité économique nationale, conjugué à la mise en œuvre d'un dispositif d'amélioration des opérations de collecte des recettes et de rationalisation des exonérations et des régimes de faveur.

Ainsi, la part des recettes budgétaires dans le PIB se renforcerait de 3,8 points à 21,7%. Rapportées au PIB pétrolier, les recettes pétrolières s'amélioreraient de 5,91 points tandis que les recettes hors pétrole se renforceraient de 3,2 points du PIB hors pétrole.

Prévision 2019 des recettes budgétaires

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	18/17
Recettes pétrolières	574,4	583,4	731,6	25,4%
Recettes hors pétrole	1 026,60	1 090,70	1 381,90	26,7%
Recettes totales	1 601,00	1 674,10	2 113,50	26,2%
En ratio du PIB nominal				
Recettes pétrolières	6,6%	6,2%	7,5%	
Recettes hors pétrole	11,8%	11,6%	14,2%	
Recettes totales	18,5%	17,9%	21,7%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 668,91	9 366,10	9 760,08	
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	33,6%	28,6%	34,5%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1 708,64	2 040,36	2 117,89	
En ratio du PIB hors pétrole				
Recettes hors pétrole	14,7%	14,9%	18,1%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	6 960,27	7 325,74	7 642,19	

Sources : DGBFIP, DGEPP

V.2.3.3.2 Les dépenses publiques

En 2019, les dépenses budgétaires se renforceraient de 13,2% à 2 019,1 milliards de FCFA par rapport au niveau exécuté en 2018. Cette évolution résulterait de l'accroissement conjoint des dépenses primaires et du règlement des intérêts de la dette publique.

Le renforcement des dépenses primaires proviendrait de la consolidation des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, nonobstant le repli des autres dépenses primaires. Celui du règlement des intérêts de la dette publique serait dû aux perspectives d'accroissement du paiement des intérêts sur la dette extérieure, malgré la diminution attendue du règlement des intérêts sur la dette intérieure.

La hausse des dépenses de fonctionnement découlerait du raffermissement des dépenses en biens et services et des dépenses de transfert, en dépit de la maîtrise des dépenses du personnel.

Ainsi, le poids des dépenses de fonctionnement dans le PIB gagnerait 1,2 point pour s'établir à 12,4%. Toutefois, les efforts à entreprendre pour maîtriser les dépenses en personnel permettraient au ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales de perdre 22,7 points pour se situer à 50,6%.

Les dépenses en capital, quant à elles, se renforceraient suite à l'accroissement conjoint des financements sur ressources propres et sur ressources extérieures. Par conséquent, en pourcentage du PIB, les dépenses publiques seraient sensiblement plus financées sur ressources propres que sur ressources extérieures.

La part des autres dépenses primaires dans le PIB baisserait de 1,0 point à 1,8%. Celle des intérêts de la dette publique s'accroîtrait de 0,2 point du PIB.

Prévision 2019 des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Dépenses primaires	1 542,9	1 559,9	1 763,5	13,1%
Fonctionnement	1 131,4	1 045,1	1 206,7	15,5%
Salaires et traitements	732,8	701,0	672,8	-4,0%
Biens et services	167,4	139,6	288,5	106,7%
Transferts et subventions	231,2	204,4	245,4	20,1%
Investissements	132,7	247,7	381,0	53,8%
Autres	278,8	267,1	175,7	-34,2%
Intérêts de la dette	219,0	224,5	255,6	13,9%
Total dépenses budgétaires	1 762,0	1 784,4	2 019,1	13,2%
En ratio du PIB nominal				
Dépenses primaires	17,8%	16,7%	18,1%	
Fonctionnement	13,1%	11,2%	12,4%	
Investissements	1,5%	2,6%	3,9%	
Autres dépenses primaires	3,2%	2,9%	1,8%	
Intérêts de la dette	2,5%	2,4%	2,6%	
Total dépenses budgétaires	20,3%	19,1%	20,7%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 668,9	9 366,1	9 760,1	

Sources : DGBFIP, DGEPP

V.2.3.3.3 La dette publique

En 2019, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait une augmentation de 12,6% à 1021,5 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à la hausse de l'amortissement et des charges financières relatives à la dette extérieure et à celle de la dette intérieure qui connaît une augmentation conjointe sur le principal et amortissement.

La hausse du règlement du principal de la dette extérieure (37,9%) résulte de l'augmentation de l'amortissement des prêts auprès de la quasi-totalité des composantes. La baisse du règlement du principal de la dette intérieure (-0,6%) est consécutive à l'amortissement des emprunts courants et au remboursement des arriérés.

L'accroissement du règlement de la charge financière de la dette publique intérieure (1,0%) est lié au reprofilage de la dette et aux nouveaux décaissements financiers.

Évolution du service prévisionnel de la dette publique

En milliards de FCFA	2017	2018	2019	19/18
Dette extérieure	669,9	410,7	520,6	26,7%
Intérêts	191	153,6	166,2	8,2%
Principal	478,9	257,0	354,4	37,9%
Dette intérieure	199,5	496,4	501,0	1,0%
Intérêts	40,5	78,3	85,3	8,9%
Principal	159	418,1	415,7	-0,6%
Total	869,4	907,1	1021,5	12,6%

Sources: DGD, DGST, BEAC

V.2.3.4. La balance des paiements prévisionnelle

En 2019, la balance globale dégagerait un déficit de 9,2 milliards de FCFA contre un excédent une année plus tôt. Cette situation serait tributaire de la baisse du déficit courant malgré l'amélioration de l'excédent du compte des capitaux.

V.2.3.4.1 La balance des transactions courantes

Le déficit courant s'alourdirait, passant de -214,5 milliards de FCFA en 2018 à -614,5 milliards de FCFA. Cette évolution serait attribuable à la détérioration de l'excédent de la balance commerciale (-25,1%) et des transferts (-2,6%), malgré l'amélioration du déficit des revenus (+2,3%) et des services (+3%).

V.2.3.4.2. La balance commerciale

Nonobstant la baisse des importations (-16,2%), la balance commerciale demeurerait excédentaire mais en diminution de 25,1%. Cette détérioration serait liée au reflux des exportations de pétrole (-32,3%) découlant d'une baisse projetée des cours du pétrole sur le marché international. Le taux de couverture reculerait par conséquent de 12 points de pourcentage pour atteindre 198%.

V.2.3.5 L'emploi et les salaires

V.2.3.5.1 L'emploi

Dans un contexte de conjoncture favorable liée à la bonne tenue de l'activité économique, le marché du travail serait marqué par une évolution mitigée de l'emploi dans le secteur moderne, une hausse de l'emploi privé et la poursuite des efforts d'ajustements des effectifs du secteur public.

En effet, l'emploi dans le secteur privé devrait connaître une évolution positive. Cette augmentation proviendrait principalement des recrutements dans les BTP et dans le secteur agricole de rente (hévéaculture, huile de palme, etc.) en 2019 et 2020. Des créations d'emplois sont aussi attendues

dans le secteur bois, en liaison avec les performances enregistrées par les opérateurs ces dernières années, notamment dans la ZERP de Nkok.

En revanche, le secteur public devrait encore connaître, du moins en 2019, un repli de ses effectifs dans l'ensemble des administrations, exceptés l'éducation et la santé, du fait des mesures de maîtrise de la masse salariale adoptées par le Gouvernement.

V.2.3.5.2 Les salaires

La masse salariale du secteur public devrait poursuivre sa tendance baissière en 2019 et 2020. En revanche, le secteur privé devrait connaître une amélioration des salaires due à l'accélération du rythme de croissance économique.

Dans le secteur public, la maîtrise de la masse salariale de l'Administration Centrale serait consécutive essentiellement au recul des effectifs et à la poursuite des actions stratégiques dans le cadre de la réduction des dépenses publiques, dont celle des personnels de l'Etat.

Toutefois l'entrée en solde ou la régularisation des agents des administrations dites prioritaires pourrait atténuer la baisse de la masse salariale.

Dans le secteur privé, la fermeté des investissements pétroliers (exploration-exploitation) devraient contribuer à soutenir l'activité dans les services connexes (parapétrolier, transport et auxiliaires de transport), induisant une augmentation de la masse salariale, en liaison avec les créations d'emplois attendues. Les projets à forte concentration de main d'œuvre tels que l'agriculture et les industries du bois participeraient également à la hausse de la masse salariale en 2019.

V.2.3.6. Les prix

Le taux d'inflation croîtrait respectivement de 2,8% et 2,5% en 2019 et 2020. En 2019, l'inflation perdrait 2 points par rapport à 2018. La baisse des prix à la consommation serait liée aux mesures de politiques publiques en matière de lutte contre la vie chère et l'indexation des prix des produits pétroliers, dans une perspective de repli des cours du Brent sur la période 2019-2020, d'une part. Elle proviendrait, d'autre part, du rééquilibrage de l'offre et de la demande dans certaines branches notamment, les produits agricoles, la pêche, l'énergie et le transport (nouvelle société de transport).

V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2019-2020

La politique économique du gouvernement pour 2019 s'articulerait autour de la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Relance Economique en vue de renforcer les acquis engrangés depuis le début de son exécution en 2017.

A cet effet, la politique économique du Gouvernement sera axée sur la diversification plus accrue de la base productive, l'optimisation des recettes et la maîtrise des dépenses. Elle devrait, par ailleurs, accélérer l'amélioration et le renforcement des infrastructures et accorder une priorité à l'action sociale.

V.3.1 Les politiques sectorielles

Les actions de diversification de la base productive devraient se poursuivre en 2019 avec l'appui des partenaires privés, à travers les partenariats publics-privés. En outre, le gouvernement maintiendra la mise en œuvre du Plan Directeur National des Infrastructures ainsi que le renforcement de l'électrification et de l'adduction en eau.

V.3.1.1 Les infrastructures

Concernant le renforcement de l'offre énergétique et de l'électrification, l'année 2019 verra le lancement des travaux de construction des barrages de Ngoulmendjim, Dibouangui et Kingué-aval, à travers des partenariats publics privés. Elle connaîtra aussi la poursuite des programmes d'installation de 5000 lampadaires solaires photovoltaïques dans les zones rurales et dans certaines villes.

En matière d'adduction d'eau, des puits équipés de pompe à eau seront installés dans les regroupements de villages. Dans le même temps, les travaux amorcés sur l'amélioration des infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires se poursuivront. Il s'agit notamment de :

- l'aménagement des bassins versants ;
- des axes routiers PK12 - PK105 ; FORASOL - MBEGA ; Port-Gentil - Omboué ;
- la réhabilitation et aménagement des voiries ;
- de divers travaux d'infrastructures routières ;
- la réhabilitation du réseau ferroviaire.

V.3.1.2 Le secteur productif

La politique de diversification de la base productive repose sur la promotion des secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre tels que l'agriculture, le bois et les hydrocarbures.

L'agriculture

Dans le domaine agricole, le Gouvernement mènera les actions suivantes :

- campagne nationale de régularisation du foncier agricole ;

- campagne nationale de distribution des agréments techniques aux exploitants agricoles, leur donnant droit aux facilités liées ;
- mise à disposition de foncier agricole dans le cadre du Plan National d'Affectation des Terres ;
- création de nouveaux centres de distribution pour la commercialisation des produits vivriers locaux ;
- accélération du programme GRAINE et campagnes de sensibilisation pour augmenter le nombre de volontaires au programme et leur implication active pour des rendements optimaux ;
- mise en service du Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement de Mouila sur les métiers agricoles ;
- distribution des semences et intrants, et accompagnement technique pour la relance des cultures de café et cacao.

Le bois

Pour ce qui est de la filière bois, le Gouvernement tient à ce que le renforcement de la compétitivité de cette filière s'inscrive dans le cadre d'une stratégie globale de développement durable avec une emphase sur la préservation de la nature. A cet effet, les actions à mener porteront principalement sur :

- la poursuite du contrôle de la productivité des concessions forestières et la non réattribution des permis aux opérateurs sous-performant ;
- la consolidation du système national de traçabilité du bois parallèlement à la création d'un label bois du Gabon, afin de dynamiser le commerce et rendre le bois gabonais plus compétitif tout en contribuant au contrôle de l'exploitation illégale ;
- la création d'une bourse nationale du bois, gérée par un opérateur privé indépendant ;
- la poursuite de la promotion de l'investissement productif en 2^{ème} et 3^{ème} transformation du Bois à Nkok pour une meilleure valorisation des produits ;
- la promotion de l'investissement pour la mise en valeur des produits connexes du bois (papier, etc.) ;
- l'adoption du nouveau code forestier et de ses textes d'application.

Les hydrocarbures

Afin d'améliorer la compétitivité de la filière hydrocarbures, le Gouvernement s'attèlera à :

- renforcer la gouvernance par la tenue régulière des conseils d'administration et la systématisation de la signature des Contrats d'Objectifs et de Performance (COP) tout en recherchant l'autonomisation financière de Gabon Oil Company (GOC) ;
- promouvoir l'investissement et adopter la stratégie nationale d'exploitation du gaz.

V.3.1.2 Le secteur social

L'action du Gouvernement dans le secteur social concernera la santé et la protection sociale, l'éducation, la formation et l'emploi. En effet, en dépit des efforts entrepris depuis 2010, les attentes des populations demeurent fortes sur le plan social. Aussi, soucieux de répondre au mieux

à l'ensemble de ces préoccupations, le Gouvernement va-t-il consacrer en 2019, près de 20% du budget de l'Etat au secteur social.

Santé et protection sociale

S'agissant de la santé, le Gouvernement concentrera ses efforts sur le renforcement des structures sanitaires, le lancement du CHU mère-enfant et la construction de nouveaux dispensaires. De même, il poursuivra l'opération d'acquisition des cliniques mobiles au profit des zones enclavées et la mise en œuvre du mécanisme du Financement Basé sur la Performance (PBF) dont le principal objectif est l'amélioration de la qualité des soins dans les formations sanitaires.

Enfin, les efforts seront davantage consentis sur la vaccination des populations, la formation du personnel médical et la mise en place d'un système de surveillance épidémiologique afin de disposer des plans de riposte efficaces contre les éventuelles épidémies.

Concernant le volet social, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de sa politique, conformément aux orientations de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG).

Education, formation et emploi

Le Gouvernement a tenu des assises aux mois d'août et de septembre sur l'éducation, la formation et l'emploi afin de repenser le système éducatif gabonais et de répondre aux exigences du marché de l'emploi.

Il s'agira pour le Gouvernement de revoir les modes d'orientation des élèves et étudiants, en fonction de leurs aptitudes à effectuer ou non des études de longue durée. Cela consistera à orienter, selon des critères définis, l'apprenant vers le cycle général, technique ou professionnel, tout en améliorant l'image que l'on a de la formation professionnelle.

Pour ce faire, il s'agira de construire un nouveau système éducatif basé notamment sur :

- l'actualisation des programmes et filières qui devront satisfaire la triple exigence d'employabilité, de compétitivité et d'excellence;
- l'augmentation et la réhabilitation des établissements scolaires;
- l'augmentation et l'amélioration de la formation du personnel enseignant et d'encadrement;
- la refonte des curricula dans toutes les filières pour s'arrimer aux besoins des secteurs porteurs de l'économie ;
- la création de pôles d'excellence dans les domaines du numérique et du développement durable.

S'agissant des bourses, les nouvelles conditions d'attribution devront désormais prendre en compte le mérite, le statut social des parents de l'apprenant, l'âge et l'orientation scolaire.

V.3.2.La politique budgétaire

Dans le cadre des orientations cibles contenues dans le PRE, le gouvernement poursuivra ses efforts d'optimisation des recettes et de maîtrise des dépenses.

L'optimisation des recettes

Le Gouvernement s'attèlera à mettre en place un dispositif d'amélioration des opérations de collecte des recettes et de rationalisation des exonérations et des régimes de faveur.

En matière de fiscalité intérieure, le Gouvernement procédera :

- à l'amélioration du rendement de la TVA et la résolution des difficultés liées à la gestion de ses contribuables, à travers le relèvement du seuil d'assujettissement à la TVA de 60 à 150 millions du chiffre d'affaires pour les entreprises, qu'elles soient ou non immatriculées ;
- à la taxation des cessions de droits sociaux à l'étranger à un droit de 3%;
- à l'imposition de l'indemnité de services rendus, qui est due au travailleur faisant valoir ses droits à la retraite, aux ayants droit du travailleur décédé et au travailleur démissionnaire ;
- au maintien de la taxe sur les opérations de transfert de fonds à l'étranger ;
- à la reconduction de la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale, en vue de lutter contre le secteur informel et la fraude fiscale ;
- à l'abrogation des régimes d'exonération fiscale, à l'exception du secteur touristique et des activités des zones économiques spéciales ;
- à la suppression de la mesure de lutte contre la vie chère.

La maîtrise des dépenses

Le Gouvernement poursuivra les mesures de réduction du train de vie de l'Etat, de restructuration de la dette et de maîtrise des dépenses de personnel et de transferts.

1- Allègement du train de vie de l'Etat

Pour maintenir la dépense publique dans des proportions soutenables et garantir son efficacité, le Gouvernement poursuivra les actions visant principalement la réduction du train de vie de l'Etat.

Ces mesures porteront notamment sur :

- le plafonnement à l'acquisition des montants des véhicules administratifs à 30.000.000 de FCFA et la mise en place d'un système de géolocalisation pour la maîtrise de la taille et de la gestion du parc automobile de l'Etat;
- la limitation des voyages en classe affaires aux seuls membres du Gouvernement en vue de réguler et contenir le rythme de progression des frais de déplacement ;
- la poursuite de la révision des contrats des baux administratifs.

2-Restructuration de la dette intérieure

Le Gouvernement, à travers le Club de Libreville, s'engage à poursuivre l'apurement de la dette intérieure à hauteur de 5 milliards de FCFA par mois, sur la base de l'audit des arriérés réalisé en 2015. De plus, le Gouvernement devra poursuivre cet effort de restructuration de la dette à travers un nouvel audit de la dette intérieure sur la période 2016-2017.

3- Maîtrise des dépenses de personnel et de transferts

En vue de contenir la dépense de personnel, et conformément aux recommandations du PRE, le Gouvernement a pris un certain nombre de textes réglementaires. Ces initiatives visent principalement à ramener le ratio masse salariale/recettes fiscales à 49% en 2019 contre 54% en 2018, l'objectif à terme étant d'atteindre la cible de 35% arrêtée par la CEMAC, dans le cadre de la surveillance multilatérale.

Pour y parvenir, le Gouvernement portera son action sur :

- la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge ;
- le contrôle de présence au poste et l'actualisation du fichier des agents publics, y compris dans les établissements publics ;
- la rupture des engagements concernant les agents civils contractuels âgés de plus de 60 ans ;
- l'encadrement renforcé des recrutements (prises de service, contrats,...), des détachements par la mise en place des procédures obligatoires ;

- la suppression des corps de la Fonction Publique dédiés à certains emplois intégralement externalisés dans les établissements publics ;
- la formalisation des cadres organiques des services administratifs et des établissements publics (structure, emploi, poste de travail et fiche de poste) ;
- la rationalisation des recrutements dans les cabinets des agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

A cet effet, il sera procédé à la révision du dispositif juridique notamment, la loi n° 1/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la Fonction Publique et la loi n°12/96 du 28 février 2000 portant statut particulier des fonctionnaires du secteur diplomatique. Ce dispositif sera complété par la poursuite des travaux sur la mise en place de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEC) ainsi que par l'audit des effectifs des agents de l'Etat.

S'agissant des dépenses de transferts, l'accent sera mis sur la redéfinition des missions et du périmètre d'action des établissements publics ainsi que leur rationalisation. De plus, pour un meilleur suivi de la gestion de ces établissements publics, il est prévu un meilleur encadrement de leur tutelle et la création d'une cellule chargée de leur surveillance financière.

CONCLUSION

L'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise au cours de l'année 2018 montre une certaine amélioration des performances globales, liée principalement à la bonne tenue de la demande extérieure.

En effet, grâce à la fermeté des cours des matières premières et à la robustesse de la demande sur le marché international, malgré le ralentissement de la croissance mondiale, les activités hors pétrole orientées vers l'exportation ont enregistré de fortes progressions, en dehors de l'hévéa, plombé par le vieillissement des champs de SIAT Gabon. Ainsi, l'économie gabonaise a enregistré une nette amélioration des performances dans les mines (+9,4%), l'industrie du bois (+18,6%) et l'agriculture (+10,2%). De même, la reprise de la demande locale a profité aux secteurs de l'agro-industrie (4,3%). Sur la même période, l'amélioration des prix du pétrole s'est traduite par une hausse de la valeur des exportations, en dépit la baisse des volumes exportés.

Sur la base de ces résultats, la croissance globale est remontée à 0,8% contre 0,5% en 2017. Cette légère amélioration a résulté d'une progression de 2,0% de l'activité hors pétrole, malgré la contre-performance du secteur pétrole (-8,2%).

En 2018, on a observé une accélération des tirages sur les financements extérieurs. Cependant, les difficultés de trésoreries de l'Etat ont persisté, en lien notamment avec le retard des décaissements des appuis budgétaires attendus. Cette situation a eu pour effet une faiblesse de la commande publique et un règlement peu performant de la dette intérieure. Les secteurs dépendant de la commande publique, notamment les BTP et le commerce général structuré ont été fortement impactés par cette situation.

Malgré la hausse des activités réalisées au sein de la Zone Economique à Régime Privilégié de Nkok, des décisions urgentes restent attendues en vue de résoudre les difficultés rencontrées par certains opérateurs, notamment ceux exerçant dans des filières autres que le bois, qui font face à de réels problèmes de compétitivité aussi bien sur le marché national qu'à l'exportation. Il en est de même pour les coûts logistiques comme ceux occasionnés par la chaîne portuaire qui entame la compétitivité des entreprises.

Concernant l'inflation, le rythme de progression des prix à la consommation est resté préoccupant et nécessite à la fois un contrôle plus renforcé des prix pratiqués, et des mesures concrètes d'encouragement de l'offre dans des domaines notamment de l'habitat social, de la pêche, de l'agriculture vivrière ou du transport urbain.

En matière de finances publiques, l'exécution budgétaire en 2018 a fait apparaître un ratio déficit/PIB de 1,3% contre 3,3% en 2017, résultat des efforts réalisés pour améliorer la mobilisation des ressources et maîtriser les dépenses. Ainsi, ce ratio a fini en deçà de l'objectif de 3% fixé par le programme.

En 2018, le recul du ratio de la dette à 56,2% du PIB contre 64,2% en 2016 a été conforme à la volonté du Gouvernement de contenir le taux d'endettement, à travers notamment un règlement plus régulier du service de la dette. De même, la balance de paiements s'est caractérisée par une nette amélioration de son solde, devenu excédentaire à 191,4 milliards de FCFA.

Enfin, la reprise de la croissance observée en 2018 devrait être consolidée en 2019, troisième année du programme Plan de Relance et au-delà. En effet, le PIB se situerait au-delà des 3%, tiré aussi bien par le secteur pétrole (+11,8%) que par le secteur hors pétrole (+2,4%). Dans le même temps, il est attendu une amélioration de l'emploi privé et une consolidation des équilibres macroéconomiques.

Les ANNEXES

Principales hypothèses 2010-2020

	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	12,4	12,1	11,6	11,0	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,8	10,4
Production de pétrole (en millions de Barils)	90,8	88,6	84,9	80,4	80,2	87,0	83,8	76,7	70,4	78,7	76,0
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	60,0	60,0
Prix moyen de Brent (en \$US)	-	111,0	112,0	108,8	98,9	52,4	43,7	54,3	70,8	65,5	63,9
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 039,0	6 467,5	7 069,4
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	288,9	298,0	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	205,8	204,1
Production de l'Or (en tonne)	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,1	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,3	1 300,8	1 336,2
Production de gaz (milliers de m ³)	-	-	352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	482,9
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	-	-	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de change (en dollars/F.CFA)	495,4	471,4	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	582,1	555,7	577,0	577,0
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	3 200,6	3 702,0	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 904,9	5 366,5	6 552,2	7 161,9
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	14,5	15,1	21,5	41,0	31,3	37,5
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	1,8	5,3	6,5	8,9	8,2	9,8

Répartition sectorielle du PIB à prix constant

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	1 015,0	1 010,0	982,7	975,4	991,9	1 069,3	1 066,9	1 074,5	1 068,1	1 187,4	1 209,2
Agriculture, Elevage, Pêche	180,7	186,0	193,4	202,9	217,2	236,8	266,2	297,8	325,6	354,6	382,6
Agriculture	147,8	154,0	159,9	167,7	179,2	195,9	223,1	252,4	278,0	305,9	331,8
Vivrière	134,0	139,5	145,9	153,5	166,2	182,5	209,3	231,9	248,2	266,8	277,5
Rente	13,9	14,5	14,0	14,2	13,0	13,4	13,8	20,4	29,9	39,1	54,4
Chasse et Elevage	16,1	16,7	17,0	17,4	18,0	19,4	19,9	21,5	23,2	23,6	24,7
Pêche	16,8	15,3	16,6	17,9	20,1	21,5	23,1	23,9	24,4	25,1	26,0
Exploitation forestière	41,0	40,7	43,9	45,2	54,9	57,8	62,7	71,2	78,3	79,9	83,9
Pétrole brut	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	629,8	608,1
Mines	66,6	74,1	66,0	84,2	78,5	78,5	67,4	92,2	100,8	123,1	134,6
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	784,6	925,0	960,8	1 020,0	1 038,3	1 023,8	1 057,3	970,8	1 000,4	1 054,5	1 093,3
Industries agro-alimentaires, boissons	81,6	86,8	92,8	96,8	110,8	110,5	117,7	115,2	123,3	125,5	129,3
Industrie du bois	41,0	50,0	57,9	56,3	72,4	77,0	90,6	100,0	118,6	122,7	127,6
Industries minières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	6,7	9,2	16,4	13,0	13,8
Autres industries	109,2	121,8	126,6	129,4	128,0	126,4	142,0	135,7	153,6	166,4	175,5
Raffinage	32,1	11,2	14,3	8,1	7,8	8,7	9,7	7,6	7,3	3,8	3,8
Electricité, Eau	37,1	39,0	41,5	43,9	49,5	51,7	53,4	53,8	53,9	54,9	57,1
BTP	181,1	304,2	296,9	334,6	298,4	287,4	284,2	223,7	172,0	198,0	204,8
Recherche, services pétroliers	302,4	312,1	330,8	351,0	371,4	356,7	352,9	325,7	355,4	370,3	381,4
Secteur tertiaire	1 224,5	1 241,3	1 344,9	1 465,3	1 558,5	1 647,4	1 730,4	1 865,2	1 911,5	1 954,4	2 036,3
Transports & Communications	310,5	333,8	366,1	403,3	436,9	492,5	521,8	683,1	703,2	718,7	752,9
Transport	156,0	172,0	176,7	194,0	204,3	217,6	225,1	333,6	351,6	363,2	383,1
Communications	154,4	161,8	189,5	209,3	232,6	274,9	296,7	349,6	351,7	355,5	369,8
Services	599,8	647,8	684,1	726,5	760,7	759,2	785,3	757,0	769,2	780,7	804,9
Commerce	236,5	244,5	259,7	272,7	281,9	280,0	278,8	278,0	279,1	284,9	295,2
Services bancaires, assurances	192,6	163,7	184,8	212,4	230,6	245,4	261,7	263,0	279,3	290,5	297,7
Services non marchands	669,6	783,4	880,2	946,7	1 001,7	1 046,2	1 044,7	1 060,5	1 033,4	1 001,9	1 001,9
Education	95,0	106,6	112,9	115,4	288,4	302,5	302,3	302,9	297,1	290,9	290,9
Santé	49,2	52,9	58,4	58,2	138,0	144,2	143,3	144,1	140,6	136,8	136,8
Autres services non marchands	525,4	623,9	708,8	773,0	575,3	599,5	599,1	613,5	595,6	574,1	574,1
PIB au coût des facteurs	3 693,7	3 959,7	4 168,6	4 407,4	4 590,4	4 786,7	4 899,3	4 971,0	5 013,4	5 198,1	5 340,7
DTI et TVA	450,5	478,4	502,5	527,1	557,0	560,4	559,5	513,7	517,5	520,1	533,1
PIB au coût du marché	4 144,1	4 438,0	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,9	5 718,2	5 873,7

Répartition sectorielle du PIB à prix courant

(En milliards de franc CFA)	Historique						Projections				
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	2 660,4	3 368,3	3 458,5	3 086,1	2 910,6	2 458,4	2 103,6	2 370,4	2 786,3	2 949,2	2 918,7
Agriculture, Elevage, Pêche	224,6	243,8	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	349,8	390,7	431,3	460,6
Agriculture	181,3	202,1	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	317,0	354,9	394,5	421,8
Vivrière	169,5	183,1	193,1	202,5	226,7	254,8	282,9	304,1	336,6	370,6	388,8
Rente	11,8	19,0	15,1	12,5	7,2	7,1	7,9	13,0	18,2	23,8	32,9
Chasse et Elevage	16,0	14,9	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,8	24,4	24,8	26,3
Pêche	27,3	26,8	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11,0	11,5	12,0	12,6
Exploitation forestière	53,7	50,7	51,2	50,7	64,8	75,0	91,1	106,6	118,6	125,7	131,1
Pétrole brut	2 082,8	2 805,4	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	2 040,4	2 117,9	2 031,6
Mines	299,2	268,3	217,7	270,0	227,3	154,5	124,2	205,3	236,7	274,3	295,3
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	1 543,0	2 150,9	1 992,4	2 122,8	2 153,8	2 005,5	2 056,7	2 027,6	2 207,2	2 338,8	2 463,5
Industries agroalimentaires, boissons	96,7	106,7	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	162,1	179,6	186,6	195,0
Industrie du bois	62,2	79,2	92,5	84,6	114,1	139,7	153,1	160,1	191,8	200,5	209,3
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,3	6,9	9,4	16,7	13,2	0,0
Autres industries	138,2	187,7	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	259,4	300,1	332,5	353,6
Raffinage	20,8	18,6	23,9	13,6	12,6	8,9	10,0	9,8	9,8	4,6	4,6
Electricité, Eau	58,1	61,2	65,4	70,7	84,7	91,0	96,5	106,7	111,5	118,4	130,6
BTP	270,2	446,0	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	393,2	308,3	364,1	386,9
Recherche, services pétroliers	896,7	1 251,5	989,1	1 030,7	1 036,9	881,4	849,6	926,9	1 089,4	1 118,9	1 183,5
Secteur tertiaire	1 516,1	1 523,7	1 634,0	1 765,3	1 883,3	1 979,4	2 096,4	2 320,7	2 488,5	2 637,1	2 836,4
Transports & communications	313,7	334,8	365,0	388,3	433,8	476,1	515,8	753,0	856,6	918,2	1 004,4
Transport	215,2	244,9	263,2	286,0	318,3	369,2	420,5	640,9	726,2	775,5	842,1
Communications	98,4	89,9	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	112,1	130,5	142,7	162,3
Services	755,6	812,4	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	976,3	1 010,5	1 059,0	1 124,6
Commerce	329,8	363,1	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	444,2	454,4	480,8	509,5
Services bancaires, assurances	197,7	157,2	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	254,6	282,6	300,1	313,0
Services non marchands	790,4	838,2	958,6	1 003,7	1 293,8	1 339,5	1 368,6	1 376,5	1 317,4	1 278,1	1 288,3
Education	103,3	107,2	123,3	130,4	161,7	182,7	189,6	190,0	184,9	184,0	186,2
Santé	56,0	58,0	62,4	65,7	78,2	84,9	86,7	85,5	84,3	81,7	82,6
Autres services non marchands	631,2	673,1	772,9	807,6	1 054,0	1 071,9	1 092,2	1 101,0	1 048,1	1 012,5	1 019,5
PIB au coût des facteurs	6 509,9	7 881,0	8 043,5	7 977,9	8 241,5	7 782,7	7 625,3	8 095,3	8 799,3	9 203,1	9 506,9
DTI et TVA	601,6	700,5	723,0	712,6	746,9	720,7	685,3	573,6	566,8	556,9	565,2
PIB au coût du marché	7 111,5	8 581,6	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,6	8 668,9	9 366,1	9 760,1	10 072,1

Répartition du PIB emploi en volume

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB total	4 144,1	4 438,0	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,9	5 718,2	5 873,7
Pib pétrole	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	629,8	608,1
Pib hors pétrole	3 417,5	3 728,8	3 991,6	4 291,3	4 506,2	4 650,9	4 788,2	4 871,3	4 967,6	5 088,5	5 265,6
Importations totales	2 108,6	2 372,0	2 589,0	2 654,9	2 863,7	2 556,3	2 388,8	2 214,8	2 202,2	2 341,1	2 455,6
Biens	1 622,1	1 896,3	2 203,3	2 347,7	2 497,7	2 255,9	2 080,5	1 923,1	1 908,9	2 049,3	2 147,1
Consommations	293,5	339,1	358,6	403,4	385,7	394,2	384,1	392,9	378,8	398,7	414,8
Equipements	859,4	962,4	1 224,0	1 272,8	1 310,5	1 204,5	1 059,6	1 092,4	981,3	1 037,6	1 089,0
Intermédiaires	469,2	594,8	620,7	671,5	801,5	657,2	636,8	437,7	548,9	613,0	643,3
Services	486,5	475,7	385,6	307,2	366,1	300,5	308,3	291,8	293,3	291,8	308,5
Total des ressources	6 252,7	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	7 733,2	8 059,3	8 329,3
Consommation totale	2 781,0	3 008,6	3 191,8	3 490,7	3 638,0	3 651,6	3 677,6	3 674,3	3 471,2	3 392,8	3 407,7
Ménages	1 882,0	2 017,8	2 143,4	2 318,1	2 446,5	2 546,8	2 605,4	2 616,3	2 605,8	2 640,0	2 682,0
Administrations	898,9	990,8	1 048,4	1 172,6	1 191,5	1 104,8	1 072,3	1 058,0	865,4	752,8	725,7
Investissement total	1 362,9	1 587,8	1 935,2	1 972,9	2 239,0	1 932,7	1 917,5	1 695,7	1 833,4	1 915,3	1 977,0
Formation brute de capital fixe	1 468,2	1 774,9	1 995,4	2 135,9	2 301,5	1 942,7	1 917,3	1 696,9	1 833,4	1 915,3	1 977,0
Administration	741,1	890,2	899,6	871,7	644,8	453,6	407,3	162,2	184,3	188,1	200,6
Secteur privé	727,1	884,7	1 095,7	1 264,2	1 656,7	1 489,1	1 510,0	1 534,7	1 649,1	1 727,1	1 776,4
Pétrole	291,3	329,2	444,7	507,5	771,4	617,1	500,2	489,4	558,3	603,0	622,1
Hors pétrole	435,8	555,5	651,0	756,7	885,3	872,0	1 009,8	1 045,3	1 090,8	1 124,1	1 154,3
Variation des stocks	-105,3	-187,1	-60,2	-163,0	-62,5	-10,0	0,2	-1,2	0,0	0,0	0,0
Exportations	2 108,9	2 213,6	2 133,1	2 125,8	2 134,2	2 319,0	2 252,6	2 329,6	2 428,5	2 751,2	2 944,7
Biens	2 060,8	2 165,6	2 085,0	2 077,7	2 086,2	2 269,5	2 204,2	2 279,9	2 361,5	2 677,8	2 865,7
Pétrole	1 415,9	1 497,3	1 434,6	1 361,4	1 357,5	1 505,5	1 439,3	1 291,0	1 191,5	1 290,4	1 250,5
Hors pétrole	645,0	668,3	650,5	716,3	728,6	764,0	765,0	988,9	1 170,1	1 387,4	1 615,2
Rentes	290,8	196,0	183,3	186,4	170,2	178,6	184,3	272,5	389,5	494,7	677,6
Mines	245,8	277,2	247,0	313,8	293,0	301,8	264,1	391,7	391,9	463,8	491,5
Bois transformé	108,4	195,1	220,1	216,2	265,5	281,1	313,6	321,4	385,0	425,0	442,0
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo- manganèse, etc.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	3,0	3,3	3,6	3,9	4,1
Services	48,1	48,1	48,1	48,1	48,1	49,5	48,3	49,6	67,0	73,5	79,0
Total des emplois	6 252,7	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	7 733,2	8 059,3	8 329,3

Répartition du PIB emploi en valeur

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB total	7 111,5	8 581,6	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,6	8 668,9	9 366,1	9 760,1	10 072,1
Pib pétrole	2 082,8	2 805,4	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	2 040,4	2 117,9	2 031,6
Pib hors pétrole	5 028,7	5 776,2	5 819,7	6 163,7	6 630,6	6 566,2	6 744,5	6 960,3	7 325,7	7 642,2	8 040,5
Importations totales	2 239,7	2 467,5	2 752,0	2 892,0	2 606,6	2 374,0	2 168,9	2 153,5	2 014,9	2 104,4	2 228,4
Biens	1 859,4	2 100,4	2 321,4	2 410,5	2 275,5	2 059,4	1 860,1	1 865,3	1 721,3	1 819,4	1 925,5
Consommations	319,4	378,6	413,1	459,0	445,2	457,2	452,7	479,0	406,2	423,1	442,4
Equipements	1 003,9	1 059,7	1 168,2	1 261,3	1 060,0	970,6	820,9	952,3	768,8	805,2	853,5
Intermédiaires	536,0	662,1	740,2	690,2	770,2	631,6	586,5	434,0	546,4	591,1	629,6
Services	380,3	367,1	430,7	481,5	331,1	314,5	308,8	288,3	293,5	285,0	302,9
Total des ressources	9 351,2	11 049,1	11 518,5	11 582,5	11 594,9	10 877,4	10 479,5	10 822,4	11 381,0	11 864,4	12 300,5
Consommation totale	3 138,3	3 464,1	3 811,3	4 061,9	4 434,8	4 477,5	4 577,5	4 612,0	4 607,6	4 661,9	4 809,7
Ménages	2 179,1	2 366,2	2 581,3	2 805,6	3 100,1	3 217,6	3 360,8	3 464,9	3 617,7	3 769,4	3 923,5
Administrations	959,1	1 097,9	1 230,0	1 256,3	1 334,7	1 259,9	1 216,8	1 147,0	989,9	892,5	886,2
Investissement total	2 112,2	2 286,3	2 364,0	2 535,9	3 158,4	2 485,6	2 242,4	1 856,4	2 040,0	2 188,1	2 373,0
Formation brute de capital fixe	2 233,5	2 461,2	2 431,6	2 602,4	3 208,4	2 485,6	2 242,4	1 856,2	2 040,0	2 188,1	2 373,0
Administration	867,3	942,7	818,1	875,2	610,7	436,8	424,6	152,7	175,7	187,3	286,3
Secteur privé	1 366,2	1 518,5	1 613,5	1 727,2	2 597,7	2 048,9	1 817,8	1 703,5	1 864,3	2 000,8	2 086,8
Pétrole	833,8	906,2	927,1	963,2	1 760,0	1 232,0	932,0	791,1	910,4	1 001,9	1 043,8
Hors pétrole	532,4	612,3	686,4	764,0	837,7	816,9	885,8	912,4	953,9	998,9	1 042,9
Variation des stocks	-121,3	-174,9	-67,6	-66,5	-50,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Exportations	4 100,7	5 298,6	5 343,2	4 984,7	4 001,7	3 914,3	3 659,6	4 354,1	4 733,3	5 014,5	5 117,8
Biens	3 990,5	5 191,8	5 210,7	4 848,3	3 818,8	3 715,5	3 454,3	4 154,7	4 583,3	4 859,8	4 946,5
Pétrole	3 181,1	4 450,0	4 590,2	4 218,7	3 164,5	2 931,8	2 704,7	3 186,3	3 420,8	3 500,6	3 370,0
Hors pétrole	809,4	741,8	620,5	629,6	654,3	783,7	749,6	968,4	1 162,4	1 359,2	1 576,5
Rentes	340,4	321,7	204,8	176,1	155,6	166,8	181,1	294,2	403,6	498,2	678,0
Mines	321,0	217,9	183,7	230,5	215,6	269,9	219,3	373,2	395,2	453,2	473,0
Bois transformé	148,0	202,2	231,9	223,0	283,0	344,8	346,5	297,6	360,0	404,1	421,6
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	2,7	3,5	3,6	3,7	3,9
Services	110,2	106,8	132,6	136,3	182,9	198,8	205,4	199,4	150,0	154,7	171,3
Total des emplois	9 351,2	11 049,1	11 518,5	11 582,5	11 594,9	10 877,4	10 479,5	10 822,4	11 381,0	11 864,4	12 300,5

Taux de croissance du PIB sectoriel

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	7,1%	-0,5%	-2,7%	-0,7%	1,7%	7,8%	-0,2%	0,7%	-0,6%	11,2%	1,8%
Agriculture, Elevage, Pêche	4,7%	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	9,0%	12,4%	11,9%	9,4%	8,9%	7,9%
Agriculture	5,1%	4,2%	3,8%	4,9%	6,9%	9,3%	13,9%	13,1%	10,2%	10,0%	8,5%
Vivrière	4,7%	4,1%	4,6%	5,2%	8,3%	9,8%	14,7%	10,8%	7,0%	7,5%	4,0%
Rente	9,6%	4,8%	-3,8%	1,7%	-8,7%	3,1%	3,2%	47,9%	46,3%	31,0%	39,0%
Chasse et Elevage	16,6%	4,0%	1,5%	2,5%	3,5%	8,0%	2,7%	7,8%	8,0%	1,5%	5,0%
Pêche	-7,5%	-9,1%	8,3%	7,7%	12,4%	7,0%	7,5%	3,5%	2,0%	3,0%	3,5%
Exploitation forestière	-33,1%	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	5,3%	8,5%	13,5%	10,0%	2,0%	5,0%
Pétrole brut	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-8,5%	-8,2%	11,8%	-3,4%
Mines	190,1%	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	0,0%	-14,2%	36,8%	9,4%	22,1%	9,3%
Gaz	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	36,7%	6,6%	13,6%	-7,3%	4,1%	-18,1%	-9,3%
Secteur secondaire	15,3%	17,9%	3,9%	6,2%	1,8%	-1,4%	3,3%	-8,2%	3,1%	5,4%	3,7%
Industries agro-alimentaires, boissons	2,1%	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	-0,3%	6,5%	-2,2%	7,1%	1,8%	3,0%
Industrie du bois	35,2%	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	6,4%	17,7%	10,3%	18,6%	3,5%	4,0%
Industrie minière	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	23,3%	37,2%	78,8%	-20,9%	6,5%
Autres industries	0,5%	11,5%	4,0%	2,2%	-1,1%	-1,3%	12,3%	-4,4%	13,2%	8,3%	5,5%
Raffinage	1479,8%	-65,1%	27,3%	-43,5%	-2,9%	11,4%	11,0%	-21,2%	-4,4%	-47,7%	-1,0%
Electricité, Eau	9,1%	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	4,5%	3,2%	0,7%	0,2%	1,8%	4,0%
BTP	23,3%	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	-3,7%	-1,1%	-21,3%	-23,1%	15,1%	3,5%
Recherche, services pétroliers	8,6%	3,2%	6,0%	6,1%	5,8%	-3,9%	-1,1%	-7,7%	9,1%	4,2%	3,0%
Secteur tertiaire	6,9%	1,4%	8,3%	9,0%	6,4%	5,7%	5,0%	7,8%	2,5%	2,2%	4,2%
Transports & Communications	5,1%	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	12,7%	6,0%	30,9%	2,9%	2,2%	4,8%
Transport	3,9%	10,2%	2,7%	9,8%	5,3%	6,5%	3,4%	48,2%	5,4%	3,3%	5,5%
Communications	6,3%	4,8%	17,1%	10,5%	11,1%	18,2%	7,9%	17,8%	0,6%	1,1%	4,0%
Services	5,4%	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	-0,2%	3,4%	-3,6%	1,6%	1,5%	3,1%
Commerce	2,7%	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	-0,7%	-0,4%	-0,3%	0,4%	2,1%	3,6%
Services bancaires, assurances	15,4%	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	6,4%	6,6%	0,5%	6,2%	4,0%	2,5%
SIFIM	-1,8%	29,3%	0,9%	-0,2%	1,4%	-14,5%	-9,6%	-1,1%	2,9%	1,0%	-5,0%
Services non marchands	5,7%	17,0%	12,4%	7,5%	5,8%	4,4%	-0,1%	1,5%	-2,6%	-3,0%	0,0%
Education	10,2%	12,2%	6,0%	2,2%	149,8%	4,9%	-0,1%	0,2%	-1,9%	-2,1%	0,0%
Santé	8,9%	7,4%	10,5%	-0,3%	136,9%	4,5%	-0,6%	0,5%	-2,4%	-2,7%	0,0%
Autres services non marchands	4,6%	18,8%	13,6%	9,0%	-25,6%	4,2%	-0,1%	2,4%	-2,9%	-3,6%	0,0%
PIB au coût des facteurs	8,4%	7,2%	5,3%	5,7%	4,2%	4,3%	2,4%	1,5%	0,9%	3,7%	2,7%
DTI et TVA	-2,9%	6,2%	5,0%	4,9%	5,7%	0,6%	-0,1%	-8,2%	0,7%	0,5%	2,5%
PIB au coût du marché	7,1%	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	3,9%	2,1%	0,5%	0,8%	3,4%	2,7%

Taux de croissance du PIB emploi en volume

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pib total	7,1%	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	3,9%	2,1%	0,5%	0,8%	3,4%	2,7%
<i>Pib pétrole</i>	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-8,5%	-8,2%	11,8%	-3,4%
<i>Pib hors pétrole</i>	7,5%	9,1%	7,0%	7,5%	5,0%	3,2%	3,0%	1,7%	2,0%	2,4%	3,5%
Importations totales	31,6%	12,5%	9,1%	2,5%	7,9%	-10,7%	-6,6%	-7,3%	-0,6%	6,3%	4,9%
<i>Biens</i>	26,3%	16,9%	16,2%	6,6%	6,4%	-9,7%	-7,8%	-7,6%	-0,7%	7,4%	4,8%
<i>Consommations</i>	13,4%	15,5%	5,8%	12,5%	-4,4%	2,2%	-2,6%	2,3%	-3,6%	5,3%	4,1%
<i>Equipements</i>	30,1%	12,0%	27,2%	4,0%	3,0%	-8,1%	-12,0%	3,1%	-10,2%	5,7%	5,0%
<i>Intermédiaires</i>	28,6%	26,8%	4,3%	8,2%	19,4%	-18,0%	-3,1%	-31,3%	25,4%	11,7%	4,9%
<i>Services</i>	52,9%	-2,2%	-18,9%	-20,3%	19,2%	-17,9%	2,6%	-5,4%	0,5%	-0,5%	5,7%
Total des ressources	14,3%	8,9%	6,6%	4,5%	5,6%	-1,3%	-0,7%	-1,9%	0,4%	4,2%	3,4%
Consommation totale	7,7%	8,2%	6,1%	9,4%	4,2%	0,4%	0,7%	-0,1%	-5,5%	-2,3%	0,4%
Ménages	7,5%	7,2%	6,2%	8,2%	5,5%	4,1%	2,3%	0,4%	-0,4%	1,3%	1,6%
Administrations	8,2%	10,2%	5,8%	11,8%	1,6%	-7,3%	-2,9%	-1,3%	-18,2%	-13,0%	-3,6%
Investissement total	29,3%	16,5%	21,9%	1,9%	13,5%	-13,7%	-0,8%	-	11,6%	8,1%	4,5%
Formation brute de capital fixe	32,7%	20,9%	12,4%	7,0%	7,8%	-15,6%	-1,3%	-11,5%	8,0%	4,5%	3,2%
Administration	227,7 %	20,1%	1,1%	-3,1%	-26,0%	-29,7%	-10,2%	-60,2%	13,6%	2,1%	6,6%
Secteur privé	-17,4%	21,7%	23,9%	15,4%	31,1%	-10,1%	1,4%	1,6%	7,5%	4,7%	2,9%
<i>Pétrole</i>	-36,0%	13,0%	35,1%	14,1%	52,0%	-20,0%	-18,9%	-2,2%	14,1%	8,0%	3,2%
<i>Hors pétrole</i>	2,6%	27,5%	17,2%	16,2%	17,0%	-1,5%	15,8%	3,5%	4,3%	3,1%	2,7%
Variation des stocks	101,0%	77,6%	-67,8%	170,9%	-61,6%	-84,0%	-	-	-	#DIV/0!	0,0%
Exportations	14,8%	5,0%	-3,6%	-0,3%	0,4%	8,7%	-2,9%	3,4%	4,2%	13,3%	7,0%
Biens	15,2%	5,1%	-3,7%	-0,4%	0,4%	8,8%	-2,9%	3,4%	3,6%	13,4%	7,0%
Pétrole	4,5%	5,7%	-4,2%	-5,1%	-0,3%	10,9%	-4,4%	-10,3%	-7,7%	8,3%	-3,1%
Hors pétrole	48,6%	3,6%	-2,7%	10,1%	1,7%	4,9%	0,1%	29,3%	18,3%	18,6%	16,4%
<i>Rentes</i>	8,6%	-32,6%	-6,5%	1,7%	-8,7%	5,0%	3,2%	47,9%	42,9%	27,0%	37,0%
<i>Mines</i>	190,0 %	12,8%	-10,9%	27,0%	-6,6%	3,0%	-12,5%	48,3%	0,1%	18,4%	6,0%
<i>Bois transformé</i>	33,2%	80,0%	12,8%	-1,8%	22,8%	5,9%	11,5%	2,5%	19,8%	10,4%	4,0%
<i>Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)</i>	0,0%						25,7%	8,0%	9,0%	8,0%	7,0%
Services	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,0%	-2,4%	2,7%	35,0%	9,7%	7,5%
Total des emplois	14,3%	8,9%	6,6%	4,5%	5,6%	-1,3%	-0,7%	-1,9%	0,4%	4,2%	3,4%

	2017	2018	Var 2018/2017
RESSOURCES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS			
Capitaux propres	15,1	13,8	-8,40%
Dettes bancaires	35,1	24,8	-29,50%
Total Ressources	50,2	38,6	-23,20%
EMPLOIS DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS			
Crédits à court terme	1,3	1,9	46,2%
Crédits à moyen terme	9,6	4,4	-54,2%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	51,9	18,2	-64,9%
Total des crédits	62,7	24,4	-61,1%

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Ferdin LEMAMI

Chefs de Service

Mme. Annette Clarisse LEKOGO

M. Eric IKAPI

M. Didier OBAME NANG

Chargés d'Etudes

Mme. Carla Marlène MATSANGA ép. BOISSA

Mme. Hortense OKOUMBA ALILA

Mme. Chimène ESSENG MEZUI

Mme. Sandrine ESSENE OGNANE

Mme. Louise Emmanuelle KODIVO MOUCKALA KOUMBA

Mme. Diane Christelle OYE NKIET ép. BASSIVA

Mme. Gildas Armande NYINZE

M. Lucien ABOUROU EYA

M. Larick ODOUMA

M. Aldrin Jules BANGUEBE

M. Gérald Audrey BOUPANA

M. Huygens Clair ENGANGOYE NKORI

M. Jonathan EMVO EKORO

M. Amour NZIENGUI MOMBO

M. Yvan Bertin EKOMY NGUEMA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI ép. BOUSSOUGOU

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA

Mme. Laure Fanny MOUKETOU NZEDY

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. Agnès Sophia ONGOUORI MOUBOTOUTO

Mme Sacha Lee MARINO ODJA

Mme. Nicole TONDA

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Lionel ASSEMI OUMBOGA

M. Florent MANEMBE

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. Guy Ulrich OBANDJI

**DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES
(DPAE)**

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie-Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane Stéphanie AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Elzy Yolene BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI-DIMBOU

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

M. Raphael MBA NANG

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA

M. Noël MAGANGA

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Albain MOKAMBO

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Dorland Maël ODJAGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

M. Brice YOUOMO

**DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION
ÉCONOMIQUES (DSPE)**

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Pierre Dieudonné THATY
M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Études

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NOUNDA
Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA
M. Félicien Farlane NGANI

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE ép. WORA

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO